

## ORIGINES ET FORMATION DU COURANT «TRIBUNISTE» (1900-1914)

### 1. *Religion, capitalisme et empire colonial : de l'âge d'or (Gouden Eeuw) au déclin*

Le poids politique de la Hollande dans le mouvement ouvrier international avant et après la première guerre mondiale apparaît démesuré eu égard au sous-développement industriel du pays et à la domination écrasante de l'agriculture.

Les Pays-Bas ont joué un rôle considérable dans l'histoire mondiale comme puissance commerciale et coloniale, car ils furent le berceau de la première «révolution bourgeoise» dès le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle. Une révolution antiféodale démarra en effet dès 1566 avec l'insurrection des tisserands de Hondschoote fortement influencés par l'idéologie calviniste qui après s'être s'attaquée aux «idoles» des églises catholiques s'en prenait directement à la noblesse féodale qui soutenait la puissance catholique d'Espagne.

La naissance des Pays-Bas sous la forme d'une union des sept provinces coïncida avec la révolte calviniste contre l'Espagne et l'Église catholique romaine soumise à l'autorité du pape. Ce fut une succession ininterrompue d'émeutes iconoclastes (*Beeldenstorm*) où des foules en furie détruisaient les images et les statues «pieuses» à l'intérieur même des églises. En réponse, Philippe II, fils de l'empereur Charles Quint – roi d'Espagne, de Naples et de Sicile, archiduc d'Autriche, duc de Milan et prince souverain des Pays-Bas, puis roi du Portugal en 1581 – envoya ses troupes mater la révolte des «hérétiques». Commandées par le très sanguinaire duc d'Albe, nommé gouverneur des Flandres, son armée d'occupation fit régner une sanglante terreur. Le général-dictateur institua un tribunal de douze juges qu'il baptisa «conseil d'insurrection», mais qui passa dans l'histoire sous l'appellation de «tribunal du sang», car il avait fait de la potence, du bûcher et de la décapitation ses instruments privilégiés d'«édification» publique des masses. Les principales figures de la noblesse néerlandaise périrent, à l'exception cependant de l'ambitieux prince d'Orange qui avait plus ou moins soutenu l'insurrection des «gueux», sans en payer le prix, et réussit à prendre la fuite.

En 1568 commença la guerre de Quatre-Vingts ans contre la puissance espagnole, interrompue seulement par la Trêve de douze ans (1609-1621), un conflit qui ravagea les Pays-Bas, mais aussi l'actuel Benelux, ainsi que le Nord de la France. Durant ce conflit, le prince d'Orange, Guillaume le Taciturne, stathouder des provinces de Hollande, Zélande et d'Utrecht, margrave d'Anvers, joua un rôle décisif comme chef de la révolte pendant 16 années jusqu'à son assassinat en 1584 par le catholique Balthazar Gérard. Cette guerre inexpiable dura jusqu'à la Paix de Westphalie de 1648, qui

surtout mit fin à la guerre européenne de Trente ans.

Tandis que les provinces catholiques du Sud réaffirmaient leur loyauté à la Couronne des Habsbourg, les provinces Nord des Pays-Bas – Hollande, Zélande, Utrecht, Gueldre, Overijssel, Drenthe, Frise et Groningue – montrèrent une détermination inflexible à résister par tous les moyens à l’absolutisme du Très Catholique Philippe II, qui refusait de tolérer une enclave calviniste dans l’Empire, et encore moins une puissance commerciale qui prétendait régner sur tous les océans. En 1581, les provinces des Pays-Bas adhérèrent à l’Union d’Utrecht (du nom de l’alliance anti-espagnole fondée en 1579) et proclamèrent leur indépendance. Quand, en 1588, les éléments naturels plus que la flotte anglaise, qui soutenait les insurgés bataves, eurent considérablement affaibli et dissuadé les 30.000 soldats et marins de l’Invincible Armada d’envahir le royaume d’Elisabeth I<sup>re</sup>, la République des Provinces-Unies put être fondée.

Les Pays-Bas – naviguant entre l’exaltation de la richesse et la perdition dans la surabondance – vécurent au XVII<sup>e</sup> siècle leur Âge d’Or. Dans le cadre d’une république patricienne (dirigée par les frères De Witt), les Pays-Bas furent un puissant moteur du développement capitaliste. Amsterdam devint le centre financier de l’Europe. République libérale bourgeoise, la République batave devint le centre européen d’une pensée des «Lumières», sous le signe de la Raison et de la Tolérance. C’est ainsi que les Juifs espagnols et portugais chassés de la péninsule hispanique purent fuir l’intolérance religieuse, systématisée par la sinistre Inquisition, et pratiquer sans crainte leur religion mais aussi leurs affaires commerciales. L’un d’eux, qui rompit avec sa communauté, n’est autre que le philosophe Baruch Spinoza, qui défend l’esprit d’autonomie dans tous les domaines (intellectuel, sociale et politique). Il défend avec hardiesse, dans son *Traité Théologico-Politique* (1670), une philosophie de la liberté :

Personne ne peut abandonner la liberté de juger et de penser; chacun est maître de ses pensées... La nature humaine ne peut supporter d’être contrainte absolument... Vouloir tout régenter par des lois c’est rendre les hommes mauvais.

La République des Pays-Bas prit tout son essor à la remorque du capital commercial grâce à ses lointaines colonies qui s’étendaient de l’Afrique du Sud jusqu’aux Indes occidentales (Brésil et Amérique du Nord), de la Tasmanie jusqu’à Ceylan et l’Indonésie (Indes orientales). Deux compagnies coloniales – la Compagnie de l’Inde occidentale (*West Indische Compagnie*, ou WIC) et surtout la Compagnie des Indes orientales (*Vereenigde Oost-Indische Compagnie*, ou VOC) – étaient les plus beaux bijoux du capital batave. La VOC, créée en 1602, était une société par actions, qui avait obtenu le privilège de commercer «à l’est du Cap de Bonne-Espérance». Dirigée par un organisme capitaliste et fédéral de directeurs – connus sous le nom de *Heeren XVII* («les XVII Messieurs») –, la VOC jouissait du droit de conduire la guerre et de conclure la paix, et même de gouverner les territoires essaimés de comptoirs conquis par la force des armes.

Le XVIII<sup>e</sup> siècle, à la suite des guerres destructrices menées par le monarque absolu Louis XIV, puis par la puissance britannique (*Engelse Oorlogen*), sonna le glas de l’hégémonie hollandaise. Ce fut la fin de l’Âge d’Or de la Compagnie unifiée des Indes orientales qui exploitait l’Indonésie. Après la

désastreuse quatrième guerre anglo-néerlandaise (1780-1784), la VOC était au bord de la banqueroute. Quand les Pays-Bas furent occupés par les troupes françaises en 1795 et que la République batave eut été proclamée, le nouveau gouvernement mit fin à la VOC. En 1796, les troupes de «Sa gracieuse Majesté» britannique purent s'emparer sans encombre de l'île de Ceylan. Les territoires qui étaient encore dans les mains de la VOC, comme l'Indonésie, devinrent la propriété de l'État néerlandais.

La République batave traina une existence incertaine jusqu'en 1806, quand le nouvel empereur autoproclamé Napoléon I<sup>er</sup> transforma les Sept provinces en Royaume de Hollande, sous la «très gracieuse» autorité de son frère Louis Bonaparte. Le royaume fut finalement incorporé dans l'Empire français en 1810. Un an plus tard, les troupes de George III, roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, occupaient l'île de Java et toutes ses dépendances au nom de la Compagnie britannique des Indes orientales. Mais, après l'abdication de Napoléon en avril 1814, et à l'issue du Congrès de Vienne (18 septembre 1814–9 juin 1815), Guillaume Frédéric d'Orange-Nassau fut proclamé roi des Pays-Bas sous le nom de Guillaume I<sup>er</sup> (ce qui incluait la Belgique et le Duché du Luxembourg jusqu'à la révolution de 1830). Si le royaume avait perdu sa colonie du Cap, il put régner à nouveau sur Java et ses dépendances.

En 1824 naissait la Société commerciale des Pays-Bas (*Nederlandsche Handels Maatschappij*, NHM). Guillaume I<sup>er</sup> obtint, en usant de son propre capital, le monopole commercial pour l'exploitation des colonies dont la plus importante était Java. L'accumulation des profits fut prodigieuse et entraîna une réaction en chaîne sous forme de révoltes paysannes contre le travail forcé et la famine : à Java, de 1825 à 1830, et à Sumatra jusqu'en 1837. En 1830, le gouverneur-général Van den Bosch introduisit un autre type de travail forcé, connu sous le nom de «système de cultures» (*cultuurstelsel*), qui exigeait des paysans javanais de se consacrer à un certain nombre de cultures d'exportation (café, sucre, épices et indigo); la vente de ces produits se faisait exclusivement par l'intermédiaire de la NHM. Jusqu'en 1870, les profits tirés de ce système d'exploitation colonial rapportèrent de juteux surplus budgétaires à l'État néerlandais et un surcroît de fortune pour le roi, actionnaire de la NHM. L'État capitaliste tira d'énormes profits du *cultuurstelsel* : 39 millions de florins annuels. Néanmoins, avec une diminution des cultures de riz qui servaient à les nourrir au quotidien, les agriculteurs furent rapidement confrontés à la pauvreté et la famine qui s'envolèrent dans les années 1845–1850. Les révoltes paysannes se généralisèrent. Les Pays-Bas multiplièrent les expéditions armées dans tout l'archipel. La plus importante révolte, commencée en 1873, fut la guerre d'Aceh qui se déroula au nord de Sumatra et dura presque 30 ans.

Le déclin de la bourgeoisie marchande dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, son incapacité à développer un capital industriel, la recherche de placements spéculatifs dans la terre, tous ces facteurs expliquent l'arriération économique des Pays-Bas au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, en 1849, 90 % du produit national hollandais provient encore de l'agriculture. Si 75 % de la population vit dans les villes, la majorité végète dans un état de chômage permanent et ne vit que des aumônes des possédants et des Églises. En

1840, à Haarlem, ville de 20.000 habitants, 8.000 pauvres sont recensés, chiffre bien en deçà de la réalité. La dégénérescence physique de ce sous-prolétariat était telle que, pour la construction des premières lignes de chemin de fer, les capitalistes hollandais durent faire appel à de la main-d'œuvre anglaise.

Dans son étude pionnière *Kapitaal en Arbeid in Nederland*, la poétesse et théoricienne socialiste Henriëtte Roland Holst notait que :

Depuis la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, notre pays était entré en décadence, puis dans un état de stagnation et de développement défectueux, anormalement lent. En l'espace de plusieurs générations, notre prolétariat dégénéra physiquement et spirituellement<sup>1</sup>.

Et Engels, dans le même sens, analysait les Pays-Bas du XIX<sup>e</sup> siècle comme

un pays dont la bourgeoisie se nourrit de sa grandeur passée et dont le prolétariat s'est tari<sup>2</sup>.

Néanmoins, ce déclin était trompeur si l'on tient compte du revenu par tête : en 1890, le revenu néerlandais *per capita* était deux fois plus important que celui de la Grande-Bretagne et trois fois plus que celui de la France<sup>3</sup>.

Ce relatif déclin pourrait expliquer aussi bien le « radicalisme » verbal de cette période – quand la bourgeoisie néerlandaise végétait encore à l'ombre de la domination de l'État – que le fort mais éphémère intérêt pour le marxisme dans certaines couches inférieures de cette classe. Ces velléités de radicalisme disparurent dès les premières confrontations de classe. La Russie, où la bourgeoisie libérale était faible, fit éclore ses propres variétés de bourgeois « éclairés », comme Piotr Struvé<sup>4</sup>, marxistes légaux n'ayant pour seul objectif que le développement du capital national. Ce ne fut pas le cas des Pays-Bas : après le creux relatif des années 1850-1870, les Pays-Bas allaient connaître un fort développement de leur capital industriel. La bourgeoisie devint alors beaucoup plus consciente de ses propres intérêts de classe qu'elle était prête à défendre bec et ongles.

À partir des années 1890, le capital industriel néerlandais se situait déjà à l'avant-garde de la haute technologie. En 1891 fut fondée à Eindhoven la société Philips & Co., qui connaît une extraordinaire expansion, devenant l'un des plus grands producteurs mondiaux de lampes à filament de carbone à la veille de 1914.

Politiquement, la bourgeoisie néerlandaise était loin d'être « en retard » par rapport à ses consœurs d'Europe occidentale. Elle avait commencé à s'organiser dans le sillage de la révolution puis de la contre-révolution de 1848. Dans le sillage de la monarchie constitutionnelle de 1848, les libéraux organisés par le luthérien Johan Rudolf Thorbecke (1798–1872), d'origine

---

<sup>1</sup> Cf. H. Roland Holst 1902. La citation est de Wiessing, 1980.

<sup>2</sup> Marx & Engels 1989, p. 335-336.

<sup>3</sup> J.-P. Smits, E. Horlings et J. L. van Zanden, *Dutch GDP and Its Components, 1800–1913*, Groningue, 2000.

<sup>4</sup> Piotr Struvé était un bourgeois libéral russe qui à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle s'était pris de passion pour le marxisme, ne voulant y voir qu'une théorie permettant le passage pacifique du féodalisme au capitalisme industriel. Son marxisme était toléré et même encouragé par la censure tsariste pour autant qu'il fût une apologie du capitalisme. Struvé devint l'un des chefs du parti libéral Cadet (Constitutionnels-Démocrates) et se trouva au premier rang de la Contre-Révolution blanche dès 1917.

allemande, jouèrent un rôle important, celui de concilier les intérêts du monarque (Guillaume III) avec ceux du libéralisme conservateur, en formant plusieurs gouvernements (1849–1853, 1862–1866, 1871–1872). De plus, ces libéraux conservateurs étaient plus «ouverts» vis-à-vis d'autres courants religieux bourgeois que le calvinisme, la religion d'État de la monarchie. Les partis bourgeois n'étaient pas encore suffisamment bien organisés pour restreindre le pouvoir du roi. C'est seulement en 1878 qu'apparut le premier parti bourgeois fortement organisé, un parti calviniste qui n'hésita pas à se proclamer Parti antirévolutionnaire (ARP). Celui-ci était dirigé par le pasteur et théologien Abraham Kuyper (1837–1920) qui parvint fort âgé au pouvoir (1901-1905). Il disposait d'un fort charisme qui le fit élire par les «petites gens» (*de kleine luyden*), autrement dit la petite-bourgeoisie calviniste.

Le Parti catholique-romain (*Roomsche-Katholieke Staatspartij* – RKSP), qui était moins «conservateur» que le parti calviniste, et qui fut d'abord dirigé par le prêtre Herman J.A.M. Schaepman (1844–1903), était aussi en plein essor. En 1901–1905, le RKSP participa à la coalition chrétienne dans le cabinet Kuyper, qui défendait les écoles religieuses et qui imposa en 1903 l'ordre bourgeois lors de la grande grève des ouvriers des transports (cf. *infra*). Le parti propre à la bourgeoisie industrielle, l'Union libérale (*Liberale Unie*), fondé en mars 1885, demeura anémique. C'est seulement en 1892 qu'apparut une autre force, bien plus structurée, qui forma l'aile gauche du libéralisme néerlandais et prit le nom d'Association radicale (*Radicale Bond*).

## 2. Les débuts du mouvement ouvrier

Toutes ces caractéristiques historiques expliquent la lenteur du développement du mouvement ouvrier et révolutionnaire aux Pays-Bas. Le mouvement ouvrier fut au départ un mouvement d'artisans et d'ouvriers de petites entreprises artisanales, où les cigariers et les ouvriers diamantaires – qui formaient un prolétariat juif à Amsterdam – jouaient un rôle de premier plan. La classe ouvrière proprement «néerlandaise» – c'est-à-dire d'origine rurale – était encore au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle extrêmement réduite. Le prolétariat était soit d'origine juive soit allemand. Cette particularité explique la réceptivité très grande au marxisme. Mais le caractère tardif du développement industriel, laissant subsister les traits archaïques du travail artisanal, simultanément, fit de la Hollande pendant plusieurs décennies une terre d'élection pour l'anarchisme.

Jusqu'en 1848, les mouvements sociaux restèrent très limités prenant la forme d'explosions de révolte qui en tant que telles ne pouvaient se donner des buts conscients. Les manifestations de chômeurs d'Amsterdam et la marche de la faim de La Haye, en 1847, n'étaient pas encore des expressions claires d'une conscience de classe ouvrière, en l'absence d'un prolétariat développé et concentré. Pendant la Révolution de 1848, les manifestations et les pillages de magasins à Amsterdam avaient été le fait d'un véritable *Lumpenproletariat* dont les actions étaient aussi vaines qu'éphémères.

Ce type d'actions, qui traduisait une certaine immaturité d'un prolétariat en gestation, caractérisait selon Marx la révolution de 1848. Selon lui, ces actions sans lendemain caractérisaient la «canaille», un lumpenproletariat

vite récupérable par la classe dominante. Celle-ci, toujours selon Marx, aurait été intégrée à la garde nationale, et se serait ralliée à la contre-révolution, pour écraser «les vrais ouvriers» à la fin du mois de juin 1848 :

La garde mobile, qui est recrutée, dans sa plus grande partie, dans le lumpenproletariat parisien, s'est déjà beaucoup transformée, dans le peu de temps de son existence, grâce à une bonne solde, en une garde prétorienne de tous les gens au pouvoir. Le lumpenproletariat organisé a livré sa bataille au prolétariat travailleur non organisé. Comme il fallait s'y attendre, il s'est mis au service de la bourgeoisie, exactement comme les lazzaroni à Naples se sont mis à la disposition de Ferdinand. Seuls, les détachements de la garde mobile qui étaient composés de vrais ouvriers passèrent de l'autre côté<sup>5</sup>.

Les premières formes d'organisation du prolétariat en Hollande traduisent immédiatement la nature internationale de ce mouvement ouvrier naissant. En 1847, se créa un Club communiste d'ouvriers allemands qui déploie ses activités dans le prolétariat néerlandophone<sup>6</sup>. Un an plus tard, la Ligue des communistes, qui avait plusieurs sections aux Pays-Bas, pouvait introduire illégalement des exemplaires, tout juste sortis de l'imprimerie, de la première édition du Manifeste communiste. Mais ces premiers pas du mouvement marxiste restèrent pendant plus de 20 années sans lendemain, en l'absence d'un véritable développement industriel qui ne se manifesta qu'à partir des années 1870. La section de l'A.I.T. resta sous l'influence des idées anarchistes et syndicalistes, lorsque se forma en 1871 la Ligue ouvrière des Pays-Bas. En effet, en 1872, au congrès de La Haye, les délégués hollandais, dont Hendrik Gerhard (cf. *infra*), se rallièrent aux thèses de Bakounine. C'est l'industrialisation naissante, favorisée par l'afflux de capitaux allemands, à la suite de la victoire en 1870-1871 de l'Allemagne unifiée sur la France, qui permit finalement la naissance du mouvement socialiste hollandais. Le traitement de faveur accordé, avant 1874, aux manufacturiers de la métropole qui importaient leurs matières premières des Indes néerlandaises ont joué un rôle déterminant dans le développement de l'industrie textile des Pays-Bas, qui concentrait des milliers de prolétaires dans des centres industriels comme Leiden et Twente.<sup>7</sup>

En 1878, est fondée à Amsterdam l'Association social-démocrate (*Sociaal-Democratische Vereeniging*) qui va bientôt entraîner localement (La Haye, Rotterdam, Haarlem) le surgissement de groupes se fixant comme tâche la direction de la lutte de classe. Le regroupement de ces associations ouvrières prend le nom d'Union social-démocrate (*Sociaal-Democratisch Verbond*), en 1881.

Son premier président fut le tailleur Hendrik Gerhard (1829-1886), libre-penseur et ancien secrétaire de la section de l'Association internationale des travailleurs (AIT) aux Pays-Bas. Dans son ouvrage à forte connotation utopique *De Toekomst* («Le Futur»), écrit après 1870, Hendrik Gerhard (1829-

<sup>5</sup> Marx : *Nouvelle gazette rhénane*, 29 juin 1848.

<sup>6</sup> *Vereeniging tot zedelijke beschaving van de arbeidende klasse*. Cette association avait établi des contacts avec l'Union communiste de travailleurs allemands établie à Londres. La première traduction complète du *Manifeste communiste* fut publiée en 1892 à La Haye. Cette traduction, peu fiable, était l'œuvre de Christiaan Cornelissen. Herman Gorter donna alors une nouvelle traduction, bien plus sûre. Elle parut à Amsterdam en 1904.

<sup>7</sup> Caljé et Den Hollander, 1995.

1886) se prononçait pour le suffrage universel féminin, pour l'abolition de la famille nucléaire, pour l'éducation et le soin des enfants dans des maisons communales. Il se prononçait en même temps pour l'abolition de la monnaie et l'instauration du travail en commun des hommes et des femmes dans de petites unités productives à la ville et à la campagne. Quelques années plus tard il se ralliait au mouvement social-démocrate de Domela Nieuwenhuis.

### 3. F. Domela Nieuwenhuis, le SDB et le SDAP

La personnalité la plus marquante des débuts du mouvement ouvrier hollandais est incontestablement Domela Nieuwenhuis (1846-1919), ancien pasteur converti au socialisme. À l'époque, Domela n'était pas encore devenu anarchiste et menait de grandes campagnes pour le suffrage universel. L'activité de son mouvement consistait à diriger les grèves économiques et à favoriser l'édification de syndicats. La fondation en 1879 de la revue *Recht voor Allen* («Le Droit pour tous») par Domela Nieuwenhuis, qui devient l'organe du SDB, favorisa l'agitation dans les groupes ouvriers. Son activité était multiple : diffusion de tracts dans les usines et les casernes, tâches d'éducation du prolétariat par des cours sur le marxisme; manifestations et meetings contre l'armée, les églises, la monarchie, l'alcoolisme et la justice de classe.

Bientôt, la répression allait s'abattre sur le mouvement ouvrier naissant. En 1886, Nieuwenhuis fut arrêté et condamné à une année de prison. Pour la première fois de son histoire, la police commença à s'armer, aidée par l'intervention de l'armée «en cas de conflit». La police avait le droit d'être présente dans les réunions publiques, de les dissoudre et d'arrêter les orateurs socialistes.

Se considérant comme un disciple de Marx et d'Engels, Domela Nieuwenhuis maintint pendant longtemps des contacts épistolaires avec les théoriciens du socialisme scientifique<sup>8</sup>. Ceux-ci, bien que suivant avec sympathie le développement du mouvement socialiste en Hollande, restaient très réservés sur les conceptions «révolutionnaristes» de Domela Nieuwenhuis. Marx mettait en garde contre tout doctrinarisme qui chercherait à dresser des plans sur «un programme d'action pour le premier jour après la révolution» (5). Le bouleversement de la société ne pouvait être un «rêve de la fin du monde prochaine». Au contraire :

Les anticipations doctrinaires et nécessairement fantastiques d'un programme d'action pour la révolution du futur ne font que nous éloigner de la lutte présente. L'illusion que la fin du monde était proche a inspiré les premiers chrétiens dans leur lutte contre l'Empire romain et leur donna confiance en leur propre victoire. La notion scientifique de la décomposition inévitable et constante du régime social existant, les masses de plus en plus exaspérées par des gouvernements qui incarnent les spectres du passé, et d'autre part le développement positif des moyens de production, tout cela nous garantit qu'au moment où la véritable révolution prolétarienne éclatera, *modus operandi* (toutes les conditions) de son progrès immédiat (rien moins qu'idylliques, évidemment) auront été créées<sup>9</sup>.

<sup>8</sup> *Marx-Engels-Nachlass*, lettre de F. Domela Nieuwenhuis à Karl Marx, 28 mars 1882.

<sup>9</sup> Marx 1992.

L'importance de F. Domela Nieuwenhuis aux Pays-Bas ne se situe pas seulement dans son activité d'agitateur et d'organisateur de la classe ouvrière. Il fut le premier à faire éditer sous une forme abrégée *Le Capital* de Marx. Néanmoins, sur le plan théorique, il était très loin d'être marxiste. Ses écrits innombrables manifestaient un éclectisme théorique, combinant humanisme social et religiosité éthique, par un attachement persistant au christianisme des origines. Propagateurs de l'athéisme ou de l'agnosticisme, les groupes de «libres-penseurs» eurent un écho considérable en milieu ouvrier, particulièrement en Allemagne et aux Pays-Bas.

Domela Nieuwenhuis faisait figure de prophète dans une classe ouvrière néerlandaise encore dans les langes. Celle-ci, marquée par l'influence profonde du christianisme, se reconnaissait dans les prêches apocalyptiques du pasteur, dans son éclectisme flamboyant, où l'attente fiévreuse de la justice sociale se conjugait avec celle de la fin du monde. Domela Nieuwenhuis exprimait l'émergence lente et confuse d'un prolétariat tout pénétré d'esprit religieux sous toutes ses formes : protestant, catholique ou juif.

Néanmoins, dans les années 1880, à la tête du SDB (Union sociale démocrate) – qui se dénomma aussi Parti social-démocrate (SDP) en 1884 – Domela Nieuwenhuis restait un homme de parti et socialiste convaincu. Comme la social-démocratie allemande, il était convaincu de la justesse de la tactique parlementaire, comme tribune révolutionnaire pour le mouvement ouvrier naissant. Très populaire parmi les ouvriers «aux mains calleuses» (*Met de vereelte vuist*), composé de près de 90 % de prolétaires, le parti avait une audience considérable aussi chez les petits paysans du Nord. Domela Nieuwenhuis fut élu d'ailleurs par les petits paysans de Frise en 1888, et jusqu'en 1891, comme député non sans s'être allié avec le Parti populaire frison (*Friese Volkspartij*), un étrange amalgame de populistes, de socialistes et de régionalistes. Pendant trois années, il fut un parlementaire social-démocrate reconnu, proposant d'importantes réformes : sécurité sociale, indépendance des colonies, suppression du salaire en nature, interdiction du travail des enfants, lutte contre le chômage, séparation de l'Église protestante calviniste et de l'État, nationalisation de la terre, grands travaux, etc. Le succès de la propagande du SDB en milieu ouvrier était tel que le parti eut tôt fait de gagner, en 1893, 6.000 adhérents<sup>10</sup>.

Néanmoins, dès 1891, Domela Nieuwenhuis rejetait le parlementarisme, et devint le seul dirigeant social-démocrate anti-parlementaire au sein des instances de la II<sup>e</sup> Internationale, créée en 1889. Ce rejet du parlementarisme le rapprocha sensiblement des positions anarchistes. Cette évolution s'expliquait par l'essor grandissant de la lutte de classe dans les années 1890, qui se traduisait autant par une croissance numérique que par une certaine «impatience révolutionnaire» au sein du mouvement ouvrier organisé.

Sous la pression d'une grave crise cyclique, qui causa le développement du

---

<sup>10</sup> De Jong 1966; préface de Jean-Yves Bériou 1975 à Domela Nieuwenhuis 1897 (avec une préface d'Élisée Reclus).



chômage, des troubles éclatèrent dans, la plupart des pays d'Europe. Aux Pays-Bas, les ouvriers s'affrontaient en permanence à la police, laquelle soutenait les bandes de la pègre qui donnaient l'assaut aux locaux du SDB, pour les détruire. Dans un climat apocalyptique, qui entretenait l'espoir d'une proche «lutte finale», Domela Nieuwenhuis et les militants du SDB se mirent à douter d'une tactique parlementaire qui entraînait en contradiction avec la lutte révolutionnaire.

Cette mise en cause du parlementarisme n'était pas propre au parti. Les années 1890 virent se développer aussi bien l'opposition anarcho-syndicaliste qu'une opposition dans la social-démocratie internationale qui rejetait toute activité électorale et parlementaire comme opportuniste. La forte domination de la fraction parlementaire sur les partis socialistes, les tendances opportunistes qu'elle véhiculait, autant de facteurs, qui expliquaient la révolte d'une partie des nouveaux adhérents, contre la direction des partis. Ceux qui se nommeront les Jeunes (*Jungen*) en Allemagne, et dont l'exemple se propagea à d'autres pays, comme la Belgique, la Suède et le Danemark, vont être à la pointe de la contestation antiparlementaire. Mais cette contestation demeurait ambiguë : elle dénonçait les tendances réformistes gangrenant la direction parlementaire, mais cédait progressivement à des tendances, anticentralistes, anarchisantes et individualistes, nourries d'espérances «messianiques» et de la mystique de la «propagande par le fait». L'exemple de l'Allemagne et de la Belgique est particulièrement significatif.

En Allemagne, en pleine période de «lois antisocialistes» (*Gesetz gegen die gemeingefährlichen Bestrebungen der Sozialdemokratie*) interdisant le parti social-démocrate, s'était formée en 1879 une opposition autour de Johann Most (1846-1906) – future grande figure de l'anarchisme américain – et de W. Hasselmann (1844-1916), regroupée autour du journal *Freiheit*. Cette opposition éclectique, qui s'inspirait autant de Dühring que de Blanqui, s'insurgeait contre la «tactique légale des chefs» et préconisait une tactique conspirative. Elle soutenait que «l'époque du bavardage parlementaire (était) révolue» et que «l'époque des actes (commençait)». Exclue en 1880, cette opposition – qui évoluait rapidement vers l'anarchisme de la «propagande par le fait» – était remplacée dès 1885 par celle des *Jungen*. S'appuyant sur les étudiants et aussi toute une bohème intellectuelle à Berlin, cette opposition – conduite par Max Schippel (1859–1928), Conrad Schmidt (1863–1932), Ignaz Auer (1846–1907), et plus tard Georg von Vollmar (1850–1922) – s'insurgeait contre la dictature de la fraction des «chefs» parlementaires et boycotta en 1886 les élections communales à Berlin. Elle dénonçait dans le parti social-démocrate «l'influence petite-bourgeoise et socialiste d'État». Mais, surtout, elle remettait en cause l'idée d'une organisation centralisée, en encourageant la «formation de groupes autonomes, c'est-à-dire indépendants, dans lesquels le principe centraliste est complètement laissé de côté». En 1891, la scission était consommée. Les «Jeunes» créaient l'Association des socialistes indépendants – *Verein unabhängiger Sozialisten*, organisation fédéraliste. Comme les anarchistes, elle développait l'idée d'une individualisation de l'ouvrier et propageait la tactique de la «pure lutte de classe», en même temps

qu'un vigoureux antiparlementarisme. D'abord hostile à l'anarchisme, la plupart des membres de l'Association – comme Gustav Landauer (1870-1919) – évoluèrent vers ce courant. En 1894, l'organisation se dissolvait. La plupart de ses militants retournèrent au SPD. Ses chefs, comme Max Schippel, Kampfmeyer et Vollmar ne tardèrent pas à devenir des porte-parole du révisionnisme. Il est certain que le courant des «*Jungen*» allemands n'est pas sans présenter des similitudes avec le courant de Domela Nieuwenhuis. Il préfigurait, d'une certaine façon, sur le plan idéologique, le courant communiste des conseils, du moins sous sa forme anticentraliste et antipolitique<sup>11</sup>.

En Belgique, la crise économique qui frappait les pays d'Europe, entraîna en 1881 de violentes émeutes ouvrières. La grève générale se répandit comme une traînée de poudre, surtout en Wallonie, de façon spontanée. Dans une atmosphère de lutte sociale intense se constitua un courant qui en appelait à l'action directe, au sein du Parti ouvrier belge (POB). En 1887, le groupe d'Alfred Deguisseaux quitta le POB pour constituer le parti socialiste républicain (PSR). Bien que partisan du suffrage universel – à la différence des Jeunes – le PSR se proclamait le champion de la grève insurrectionnelle. L'idéologie était marquée par le blanquisme appelant à la violence minoritaire, par l'usage de «pétrole et de dynamite». Cette dissidence dont la base sociale était le prolétariat minier du Borinage, proclamait que «la révolution gronde à nos portes». Sans programme et perspectives politiques, elle disparut en 1889 et réintégra le parti. Sa disparition laissa la place nette à une orientation électoraliste et réformiste dans le POB, qui relégua la révolution au second plan au profit d'une tactique électorale centrée sur l'obtention du suffrage universel. Cette orientation fut parfaitement exprimée par César de Paepe :

Si nous voulons le suffrage universel, c'est pour éviter une révolution, car réforme ou révolution, suffrage universel ou bouleversement universel, tel est le dilemme qui se pose au peuple belge en ce moment<sup>12</sup>.

La question qui se posait au mouvement ouvrier de l'époque était de savoir si la période historique était immédiatement révolutionnaire ou si, au contraire, s'ouvrait un cycle de croissance du capitalisme, qui impliquait une activité d'organisation du prolétariat dans les syndicats et d'agitation dans les élections. Domela Nieuwenhuis et le courant des «Jeunes» cristallisaient, de façon nette une impatience d'autant plus vive qu'elle s'appuyait sur des mouvements sociaux considérables et s'opposait à des tendances réformistes réelles dans la social-démocratie naissante.

Dans le SDB, l'idée d'une «action directe» rencontra un grand écho. Il est hautement significatif que Johan Schaper (1868-1934), un des futurs chefs du courant révisionniste, en 1893 fit au congrès du SDB du parti, une proposition d'épargner de l'argent pour l'armement, et qu'il s'entraîna au tir au revolver pendant les intersessions. Tous les futurs chefs révisionnistes du

---

<sup>11</sup> Bock 1975, p. 38-73. Voir aussi l'introduction de Roger Dangeville à Marx et Engels 1975.

<sup>12</sup> De Paepe 1890, p. 10.

SDAP avaient peu avant la scission qu'ils provoquèrent une attitude extrêmement radicale. Henri Hubert Van Kol (1852-1925), encore ami de Domela Nieuwenhuis, était antiparlementaire et faisait des déclarations enflammées pour la révolution «*uniquement par une violente guerre civile*». En 1894, Pieter Jelles Troelstra (1860-1930) se déclarait le partisan résolu de la violence. Toutes ces proclamations incendiaires en particulier celles de Schaper valurent au SDB, son interdiction par le gouvernement en 1894. Il prit alors le nom de *Socialistenbond* (Union socialiste)<sup>13</sup>.

Néanmoins, ce radicalisme du SDB et de Domela Nieuwenhuis, qui était plus verbal que réel, entraînait un lent et inexorable isolement du Parti dans le mouvement social-démocrate international. Dans la II<sup>e</sup> Internationale, Domela Nieuwenhuis propageait de plus en plus l'idée considérée alors comme anarchiste de «grève générale». En 1891, il défendit la nécessité de la grève générale des travailleurs des pays belligérants en cas de guerre. Sa motion fut rejetée en faveur de celle de Wilhelm Liebknecht père de Karl Liebknecht. Cette dernière motion se contentait de souligner les racines capitalistes du militarisme, sans préconiser les moyens de le combattre. Cette insistance de Domela Nieuwenhuis sur la grève générale, comme panacée universelle de la révolution, fit passer au second plan une idée essentielle, qui fut reprise par la suite par toute la Gauche marxiste : rejet de toute distinction entre «guerre défensive» et «guerre offensive». En 1893, au congrès de Zurich, la proposition de F. Domela Nieuwenhuis d'une grève générale associée à la grève militaire, et même à la grève des femmes, montrait une adhésion de fait à anarchisme. La résolution adoptée par le congrès, faisant une obligation de repousser tous crédits de guerre et de se battre pour le désarmement et l'abolition des armées permanentes, montrait que la social-démocratie internationale était loin de revêtir le caractère «entièrement petit et moyen bourgeois» que F. Domela Nieuwenhuis voulait bien lui prêter. En fait, comme le montrait le congrès de Zurich, le point de clivage se trouvait entre marxistes, acceptant organisation et action politiques du prolétariat, et anarchistes les rejetant, non en théorie mais dans la pratique. Le congrès faisait dorénavant une obligation aux organisations adhérentes à l'Internationale (partis, syndicats, associations) de reconnaître «*la nécessité de l'organisation ouvrière et de l'action politique*».

Ce fut la question de la participation aux élections, comme moyen d'action politique de la social-démocratie, qui scinda le SDB. En 1893, au congrès de Groningue, F. Domela Nieuwenhuis proposa une résolution rejetant inconditionnellement toute activité électorale. Elle fut acceptée à une faible majorité : 47 pour 40 contre et 14 abstentions. Le marxiste Frank van der Goes (1859-1939), qui avait pris la tête de l'opposition à F. D. Nieuwenhuis, fut expulsé du parti. Troelstra (1860-1930) prit alors l'initiative – avec le soutien total de la social-démocratie allemande –, d'organiser parallèlement au SDB des sociétés électorales socialistes, sans tenir compte de la résolution du congrès. La scission devenait inévitable.

En août 1894, un groupe de dirigeants et militants du SDB, appelé

---

<sup>13</sup> A. de Jong 1966, p. 35-40.

ironiquement les «12 Apôtres»<sup>14</sup> par ses adversaires parmi lesquels Troelstra, Van der Goes, Schaper, Van Kol et Vliegen, prenait l'initiative de former un Parti ouvrier social-démocrate, le SDAP (Sociaal-Democratische Arbeiders Partij), sur la base du programme de la social-démocratie allemande. À ses débuts, le SDAP apparaissait comme une petite secte : moins de 100 membres en 1894; 600 en 1895, dont 250 à peine venaient du SDB. Pour les ouvriers politisés, ce parti apparut pendant longtemps comme une entreprise scissionniste, dirigée par une aristocratie de «Messieurs» (*Herren*) issus de la classe bourgeoise. Le SDAP était en effet majoritairement composé d'intellectuels issus de la classe moyenne. Sa base sociale électorale n'était pas les ouvriers d'industrie, attachés au SDB, mais les petits fermiers et les ouvriers agricoles de la Frise. Pour la masse des ouvriers restés dans le SDB, la scission apparaissait comme une scandaleuse manœuvre.

La scission s'était faite dans la confusion, parce que la minorité avait quitté le parti sans chercher à convaincre la majorité de la justesse de ses positions et qu'elle l'avait fait uniquement pour des raisons électoralistes, alors qu'une récente loi électorale atténuait le régime censitaire, établi au bénéfice des couches possédantes. En dehors de Frank Van der Goes qui était un marxiste orthodoxe, la direction du SDAP se plaçait sur le plat terrain du réformisme – alors que ses membres avaient joué à l'extrémisme verbal, peu auparavant, dans le SDB. Troelstra ne déclarait-il, en 1895, à un meeting de son parti, que son but était «surtout de constituer un mouvement ouvrier organisée qui, comme parti autonome, puisse *prendre place au côté des partis bourgeois*»<sup>15</sup>.

En fait, le SDB avait évolué de son côté. Une minorité de plus en plus importante, qui allait devenir la majorité, se ralliait à la tactique électorale. En 1897, le SDB – principal parti ouvrier avec ses 2.000 militants – présentait des candidats. Plusieurs furent élus dans les conseils municipaux, et même un au Parlement. Cette nouvelle orientation, qui marquait la séparation avec le courant anarchiste antiélectoral, rendait caduque l'existence séparée du SDB. Fortement ébranlé par l'hémorragie de ses militants, qui rejoignaient soit le SDAP soit le courant libertaire, le SDB décidait en juin 1900 sa dissolution. Ses 200 membres choisissaient sans hésitation d'adhérer au SDAP et se ralliaient ainsi au programme de la II<sup>e</sup> Internationale.

L'évolution du SDB – dénommé «Socialistenbond» après 1894 – n'était pas fortuite. Elle fut favorisée par le départ de Domela Nieuwenhuis et de ses

---

<sup>14</sup> Les «Douze Apôtres» du SDAP étaient : Levie Cohen [1864-1930] (Zwolle), petit commerçant; Jan Antoon Fortuijn [1855-1940] (Amsterdam), employé, futur éditeur de la revue *De Nieuwe Tijd*; Adrien H. Gerhard [1858-1948] (Amsterdam), instituteur, fils du fondateur de l'AIT aux Pays-Bas; Frank van der Goes [1859-1939] (Amsterdam), écrivain; Willem Pieter Helsdingen [1850-1921] (Rotterdam), tisserand; Henri Hubert van Kol [1852-1925] (Ayvaille), ingénieur; Henri Polak [1863-1943] (Amsterdam), diamantaire; Johan Hendrik Schaper [1868-1934] (Groningue), peintre en bâtiment; Hendrik Spiekman [1874-1917] (Sappemeer), typographe; Pieter Jelles Troelstra [1860-1930] (Utrecht), avocat; Helmig Jan van der Vegt [1864-1944] (Zwolle), enseignant; Willem Hubert Vliegen [1862-1947] (Maastricht), typographe. Toute la direction n'était pas composée de «messieurs» (Heeren), comme l'affirmèrent alors les anarchistes. Beaucoup étaient des ouvriers très qualifiés ou non, quelques-uns des enseignants. Aucun d'entre eux n'adhéra au mouvement tribuniste; tous furent ou devinrent révisionnistes. L'appellation d'«apôtres» est typique d'une mentalité générale modelée par un christianisme omniprésent. Presque tous étaient rédacteurs de journaux social-démocrates locaux. La presse du SDB passa donc dans les mains du SDAP.

<sup>15</sup> Troelstra 1933, p. 137.

partisans en 1897, qui se proclamaient anarchistes. Ceux-ci s'étaient mis en dehors des cadres du mouvement ouvrier organisé : en 1896, F. Domela Nieuwenhuis avait quitté avec fracas le congrès de Londres de l'Internationale, lorsque celui-ci eut décidé l'exclusion des anarchistes pour les congrès à venir.

La scission de Nieuwenhuis resta sans lendemain. Avec Christian Cornelissen (1864-1943) – un des futurs théoriciens du syndicalisme révolutionnaire européen –, il fonda le journal *De Vrije Socialist* («Le socialiste libertaire») ainsi qu'une éphémère organisation : la Fédération des socialistes libertaires (*Federatie van vrije socialisten*). Avec la constitution du mouvement socialiste aux Pays-Bas, c'en était fini du rôle de premier plan de l'anarchisme «politique» organisé. L'anarchisme hollandais devint presque exclusivement une force syndicaliste, très influente dans les luttes économiques. En 1893, en effet, à l'instigation du SDB et de Cornelissen, s'était constitué le Secrétariat national du travail, ou N.A.S. (*Nationaal Arbeids Secretariaat*). Comme en France, l'anarchisme se réfugiait dans les syndicats. Mais le NAS, sous l'influence de Cornelissen – qui se séparait en cela de Domela Nieuwenhuis très réticent à l'égard d'une activité syndicale – s'orienta beaucoup plus vers le syndicalisme révolutionnaire que vers l'anarcho-syndicalisme. Réfugié en France, Cornelissen fut l'un des théoriciens du courant syndicaliste-révolutionnaire dans la CGT, à partir de 1900.

Le NAS va jouer un grand rôle dans le mouvement ouvrier néerlandais, en dépit de ses effectifs restreints. Il incarnera tout un *habitus* militant nécessaire au développement de la lutte de classe sous sa forme économique; à la différence du syndicat social-démocrate NVV (Confédération néerlandaise des syndicats), créé en 1905 par le SDAP pour contrer le NAS, et aussi – souvent – s'opposer aux grèves ouvrières qu'il devait saboter (cf. *infra*). Le NAS aura une activité décidée dans toutes les grandes grèves, en particulier la grève générale des transports en 1903. Peu à peu, ce petit syndicat se rapprocha du courant marxiste radical, au point d'apparaître, à certains moments, comme l'organisation syndicale du courant tribuniste, puis du parti communiste en 1920, et du parti de Henk Sneevliet (RSAP) en 1927-1940.

#### 4. F. Domela Nieuwenhuis et les origines du «conseillisme» libertaire

L'évolution sinueuse de Ferdinand Domela Nieuwenhuis n'enlève rien à son rôle de précurseur et d'organisateur du mouvement ouvrier naissant aux Pays-Bas. Il demeure une très grande figure du mouvement ouvrier international, à l'époque où pouvaient coexister dans la même organisation marxistes et anarchistes. Après sa séparation du mouvement socialiste organisé, il demeura fidèle au mouvement ouvrier, en participant aux grandes grèves et mouvements contre le Capital. Face à la menace de guerre, il combina pacifisme, antimilitarisme et eschatologie révolutionnaire, sans se soucier d'édifier une théorie cohérente. À la différence de certains chefs anarchistes – comme le vieux Pierre Kropotkine (1842-1921), Christian Cornelissen, Jean Grave (1854-1939) – qui mirent leurs forces au

service de la guerre impérialiste, dans le camp allié<sup>16</sup>, pendant la première guerre mondiale, F. Domela Nieuwenhuis demeura un internationaliste résolu. Il n'est donc pas surprenant qu'à l'occasion de son enterrement, en novembre 1919 – suivi par 100.000 ouvriers à Amsterdam –, l'Internationale communiste fut officiellement représentée en la personne de Sebald Rutgers, l'un des chefs du parti communiste néerlandais, et membre de l'Exécutif du Komintern.

Herman Gorter, dans les années 1920, résuma très clairement la position du marxisme de gauche à l'égard de Nieuwenhuis, dont l'action avait été en décalage avec la période historique, qui était non celle de la révolution mais celle des réformes en pleine ascendance du capitalisme :

En cette période d'évolution qui commençait alors justement en Hollande, il voulait déjà la révolution. Il resta sa vie durant fidèle à l'anarchisme révolutionnaire et a encore vécu, compris et estimé la Révolution russe. La différence entre lui et nous, marxistes révolutionnaires, c'est que nous, nous sommes pour les méthodes révolutionnaires en une période révolutionnaire, tandis que lui l'était déjà trop tôt<sup>17</sup>.

Domela Nieuwenhuis est devenu, pour les courants anarchistes et même certains «conseillistes», le symbole de l'impossibilité de demeurer dans une Deuxième Internationale qui aurait subi l'embourgeoisement dès sa naissance. Mais la critique exercée par F. Domela Nieuwenhuis contre la social-démocratie allemande et la II<sup>e</sup> Internationale semblait valable dans la mesure où elle convergeait avec les critiques d'Engels contre l'opportunisme dans le parti allemand. Engels, en 1891, dans sa critique du projet de programme social-démocrate d'Erfurt, soulignait le danger d'opportunisme :

L'oubli des grands points théoriques fondamentaux pour les intérêts immédiats et passagers, la lutte et la course aux succès momentanés, sans se soucier des conséquences ultérieures, le sacrifice de l'avenir du mouvement au présent du mouvement, tout cela a peut-être des mobiles 'honnêtes' mais cela reste de l'opportunisme. Or l'opportunisme 'honnête' est peut-être le plus dangereux de tous<sup>18</sup>.

Dans son livre *Le socialisme en danger*, publié en français à Paris, en 1897, F. Domela Nieuwenhuis – au moment où il quittait le «Socialistenbond» – dénonçait non sans pertinence un certain nombre de tares visibles de la social-démocratie, qui allaient prendre corps dans les théories révisionnistes de Georg von Vollmar et Eduard Bernstein, à partir de 1895. Domela Nieuwenhuis soulignait deux points fondamentaux :

---

<sup>16</sup> Le *Manifeste des Seize*, cosigné par 15 anarchistes, fut d'abord publié le 28 février 1916. Dans cette liste de signataires "brillaient" : Christiaan Cornelissen, Henri Fuss, Jean Grave, Jacques Guérin, Pierre Kropotkine, A. Laisant, François Le Lève (Lorient, France), Charles Malato, Jules Moineau (Liège, Belgique), A. Orfila, Hussein Dey (Algérie), Marc Pierrot, Paul Reclus, Richard (Algérie), Tchikawa (Japon) et Warlaam (Varlan) Tcherkesoff. Par contre, le courant antimilitariste majoritaire dans l'anarchisme s'opposa vivement à cette «initiative patriotique». On peut citer, à côté de Domela Nieuwenhuis : Errico Malatesta (1853-1932), Emma Goldman (1869-1940), Alexander Berkman (1870-1936), Rudolf Rocker (1873-1958), *Voline* (1882-1945) et Sébastien Faure (1858-1942). Ce dernier fonda en avril 1916 le journal *Ce qu'il faut dire*, dont l'objectif principal était de s'opposer au *Manifeste des Seize*. Les grands ciseaux d'Anastasia entrèrent immédiatement en action : pas une ligne du *Contre-manifeste* ne put être publiée dans le premier numéro de *Ce qu'il faut dire*, daté du 2 avril 1916.

<sup>17</sup> Gorter 1922, p. 16–20.

<sup>18</sup> Engels 1990, p. 217.

- La pénétration des 'éléments petits-bourgeois' dans le parti met en danger sa 'nature prolétarienne' et se traduit par des concessions idéologiques à la bourgeoisie, notamment à la faveur des élections;
- La théorie du 'socialisme d'État' dénature profondément le but révolutionnaire, en définissant la révolution comme une simple prise en main réformiste de l'État capitaliste par le mouvement ouvrier :

...les social-démocrates sont de simples réformateurs qui veulent transformer la société actuelle sur le modèle du socialisme d'État<sup>19</sup>.

Mais Domela Nieuwenhuis, à la différence des marxistes, préconisait un abandon de la lutte du mouvement ouvrier pour des réformes :

Toutes les réformes ne servent qu'à renforcer l'état existant.

Et il voyait dans l'évolution politique de la social-démocratie une inévitable intégration à la classe dominante bourgeoise :

Le triomphe de la social-démocratie se traduira par la défaite du socialisme<sup>20</sup>.

La dénonciation de la social-démocratie comme «bourgeoise» par Nieuwenhuis fut reprise non seulement par les anarchistes mais aussi par certains courants «conseillistes». Ces derniers considèrent en effet que :

La social-démocratie est le courant le plus conséquent à l'intérieur de la fraction avancée de la bourgeoisie... En réalité, la social-démocratie n'est pas devenue un parti de réformes bourgeois; elle l'était dès le commencement<sup>21</sup>.

Cependant, la portée des critiques de Domela Nieuwenhuis apparaît limitée à la lumière de l'histoire. Il représente surtout une tendance anarchiste religieuse, voire tolstoïenne, très présente dans le mouvement ouvrier néerlandais, une tendance qui subsistera jusqu'à la Première guerre mondiale. Une tendance nourrie d'antimilitarisme et de pacifisme. En rejetant par principe toute «violence de classe» pour s'emparer du pouvoir et tout exercice d'une «dictature du prolétariat» sur la minorité bourgeoise, Domela Nieuwenhuis rompait définitivement avec le marxisme qu'il avait largement introduit en Hollande. Rejetant «toute propagande par le fait», Domela Nieuwenhuis trouvait dans le pacifisme religieux de Tolstoï son modèle politique :

Les anarchistes communistes demandent l'abolition de l'autorité politique, c'est-à-dire

---

<sup>19</sup> Domela Nieuwenhuis 1975. La postface de Jean-Yves Bériou interprète à sa façon l'histoire de la II<sup>e</sup> Internationale. Selon lui, le prolétariat était et resterait une «classe pour le capital». Tout «mouvement ouvrier» intègre le prolétariat au capitalisme : «Le 'mouvement ouvrier' est l'expression adéquate du mouvement même de la valeur... le mouvement ouvrier est l'expression du mouvement du capital variable, du prolétariat comme classe économique». Bériou ajoute que la «II<sup>e</sup> internationale correspondait aux conditions contre-révolutionnaires, au développement du capitalisme». Il en tire la conclusion que la Gauche communiste n'aurait pas dû rester à l'intérieur de la II<sup>e</sup> Internationale : «Une des grandes faiblesses du mouvement communiste renaissant vers 1905 (Trotsky, Luxemburg, Pannekoek, etc.) sera l'incompréhension de la nature de la social-démocratie».

<sup>20</sup> Gorter 1922.

<sup>21</sup> Domela Nieuwenhuis 1975.

de l'État, car ils nient le droit d'une seule classe ou d'un seul individu à dominer une autre classe ou un autre individu. Tolstoï l'a dit d'une manière si parfaite qu'on ne peut rien ajouter à ses paroles<sup>22</sup>.

Les anarchistes – mais aussi certains courants «conseillistes» qui se réclament de Nieuwenhuis, pour caractériser la II<sup>e</sup> Internationale et les partis social-démocrates comme «bourgeois» dès l'origine – font l'impasse sur un certain nombre de faits historiques :

- la II<sup>e</sup> Internationale a été le lieu où s'est développé, éduqué et trempé le prolétariat développé des grandes concentrations industrielles, abandonnant ainsi les caractéristiques artisanales qu'il conservait encore au temps de la I<sup>re</sup> Internationale et qui expliquent le poids de l'anarchisme individualiste. C'est à travers une Internationale éduquant les ouvriers dans le sens de l'internationalisme – dont il était difficile à l'époque de prévoir le total effondrement en août 1914 – que s'est développé en nombre et en force autonome le prolétariat socialiste en Europe et hors d'Europe.
- c'est au sein de l'Internationale que s'est développée la résistance au révisionnisme et à l'opportunisme. C'est parce que la II<sup>e</sup> Internationale, avant 1914, était nettement prolétarienne que la Gauche marxiste a pu s'y développer comme corps et combattre la droite et le centre kautskyste. C'est en son sein que le marxisme sommaire du début, incarné par Bebel et même Kautsky, s'est enrichi des contributions décisives de Rosa Luxemburg et Anton Pannekoek.
- c'est le fédéralisme, et non le centralisme, qui finit par miner l'Internationale au point de la transformer en une simple addition de sections nationales cherchant à «jouer leur propre jeu». C'est sur cette base que s'est accru le pouvoir exorbitant de cliques parlementaires – en Italie comme aux Pays-Bas et en Allemagne – au point de dominer le parti de toute leur autorité. La dictature de groupes parlementaires autonomes par rapport au parti était le pendant du fédéralisme anticentralisateur particulièrement vigoureux dans l'Internationale. Dès le départ, le congrès de 1889 proclamait en effet :

En aucun cas, et sous aucune pression, ces relations (entre les partis) ne pourront porter atteinte à l'autonomie des groupements nationaux, ceux-ci étant les meilleurs juges de la tactique à employer dans leur propre pays.

Plus tard, en 1907, même le dirigeant du Bureau socialiste international (BSI), Camille Huysmans, recommandait instamment de

substituer le principe fédératif au principe de centralisation à outrance<sup>23</sup>.

---

<sup>22</sup> Domela Nieuwenhuis 1975, p. 42, 62, 88–9, 95, 176, 180–81 et 186 (pour les citations).

<sup>23</sup> Haupt, 1964. Il est significatif que le Bureau socialiste international (BSI), en principe l'instance dirigeante de l'Internationale, ne fut fondé qu'en 1900. Il n'avait pas ou peu de fonctions dirigeantes. Georges Haupt note que «*le parti allemand, de tous le plus influent, contesta l'utilité de transformer le Bureau en un organe dirigeant et ne cessa de manifester ses réserves à toute tentative d'élargir les compétences de cet organisme*». Cet état d'esprit anticentraliste se retrouvait dans toutes les sections, sauf les plus révolutionnaires. Ainsi, l'ancien communard Édouard Vaillant (1840-1915) – dirigeant du P.S.



Il s'ensuivit que la Gauche marxiste luttera toujours pour un strict centralisme et le respect de la discipline de l'Internationale dans chaque section nationale, contre la mauvaise volonté des dirigeants parlementaires et des chefs révisionnistes. Toutes les Gauches (bolcheviks, SDKPiL polonais de Rosa Luxemburg et Leo Jogiches, SDP tribuniste, tendance d'Amadeo Bordiga à partir de 1912 dans le Parti socialiste italien, etc.) se battront pour le respect des principes, résolutions et décisions d'une Internationale centralisée. Amadeo Bordiga résuma parfaitement – dans un livre publié anonymement dans les années 1960 – cette «position cardinale» du «marxisme orthodoxe» :

Les marxistes orthodoxes... ne peuvent que combattre tout **fédéralisme** et tout **autonomisme**. Nous verrons, sur une longue période, la corruption et la décomposition opportuniste avancer toujours sous la forme des autonomies locales, régionales ou nationales et des règles d'organisation «centrifuges»; tandis que sous tous les cieux et de tous les temps nous, marxistes radicaux, nous nous en tenons au centralisme et aux organisations «centripètes», également sur le plan international<sup>24</sup>.

Mais il est tout aussi vrai qu'aux mains des révisionnistes, le centralisme devenait une arme redoutable contre la Gauche. Les tribunistes hollandais, la Gauche allemande autour de Rosa Luxemburg en firent l'amère expérience à partir de 1909. On peut ajouter que le centralisme du Komintern se révéla une arme tout aussi redoutable contre la Gauche que le fédéralisme dans la II<sup>e</sup> internationale.

##### 5. *Les débuts du SDAP. – Trois générations de marxistes. – Troelstra et la droite du parti*

Aucun des chefs de la Gauche hollandaise, tels Gorter et Pannekoek, n'aurait défini comme «bourgeoise» la social-démocratie hollandaise, même après leur rupture en 1909 et même plus tard dans les années 1920. Gorter, en 1922, avec le recul du temps constatait que les débuts du SDAP s'étaient déroulés sous le signe du marxisme et de la révolution :

...réellement, le commencement était bon. Réellement, alors, au début des années 90, fut mise en œuvre une véritable propagande révolutionnaire, en dehors et au sein du Parlement. Publiquement et clairement, il était dit : nous voulons des réformes, mais vous ne les obtiendrez que par une attitude révolutionnaire. Du fait que continuellement vous vous donnez comme but l'anéantissement du capitalisme par la violence, du fait que vous mêmes, constamment, vous défendez vos droits. Réformes et révolution tout ensemble, tel était le mot d'ordre<sup>25</sup>.

De fait, le SDAP à ses débuts – dans les années 1890 et 1900 – va attirer à

---

français qui allait se rallier en 1914 à l'Union sacrée – déclarait que «*le BSI est surtout un organe de corrélation, ce n'est pas un organe de direction*» (1910). Même Rosa Luxemburg ne voyait dans les décisions des congrès de la II<sup>e</sup> Internationale qu'un aiguillon moral : «*La sanction du Congrès international est morale, mais elle est immense*».

<sup>24</sup> Amadeo Bordiga 1964.

<sup>25</sup> Gorter 1922, p. 16-20; voir aussi : *Daad en Gedachte* («Acte et pensée»), n° 1 et n° 2, janvier et février 1984, «Over een povere en over een wezenlijke kritiek op de sociaaldemocratie». Cette revue éponyme du groupe communiste des conseils hollandais était principalement animée par Cajo Brendel. Voir aussi la brochure publiée par ce groupe : *Was de sociaaldemocratie ooit socialistisch?* («La social-démocratie fut-elle jamais socialiste?»). L'auteur en était Jaap Meulenkamp (1917–1998). La revue *Daad en Gedachte* cessa de paraître en 1998.

lui les meilleurs éléments marxistes. Une pléiade d'intellectuels, en rupture de ban avec leur milieu bourgeois, adhéra au parti directement sur des positions révolutionnaires. Leurs contributions tant au mouvement ouvrier néerlandais qu'au mouvement révolutionnaire international furent considérables. Il y eut trois générations de marxistes, dont les deux dernières furent la matrice de la formation de la Gauche communiste hollandaise. Ces générations successives ont été symbolisées par les noms de Frank Van der Goes, Herman Gorter, Henriëtte Roland Holst et Anton Pannekoek, David Wijnkoop, Jan Cornelis Ceton et Willem Van Ravesteyn, pour ne citer que les plus marquants.

Cette Gauche marxiste présente la particularité d'avoir été composée majoritairement d'artistes, de littérateurs et scientifiques qui ont compté dans l'histoire culturelle des Pays-Bas, surtout dans la deuxième génération de marxistes.

Frank Van der Goes (1859-1939), l'un des premiers introducteurs du marxisme aux Pays-Bas, a eu une importance capitale. C'est lui qui a formé à la théorie Troelstra (avec de médiocres résultats, il est vrai) et surtout Gorter, Pannekoek et Henriëtte Roland Holst. Son itinéraire est particulièrement intéressant. Cet aristocrate «d'esprit et de cœur» – selon Pannekoek – apparaissait comme un «gentleman» égaré dans le mouvement ouvrier, dont tout le séparait culturellement.

De profession assureur et écrivain il avait été d'abord membre du Parti libéral et réformateur bourgeois, puis il était venu progressivement au mouvement socialiste par la critique littéraire. S'affirmant comme l'un des «leaders» du mouvement littéraire des années 80 («*Tachtigers*»), dont Gorter fut la figure emblématique, il avait fondé en 1885 la revue artistique *De Nieuwe Gids* («Le nouveau guide»), revue anticonformiste pour la libération de la littérature et de la société de tout conservatisme. Il avait adhéré en 1890 au SDB, pour devenir la tête de l'opposition à Nieuwenhuis, et le représentant d'une tendance qui cherchait à tout prix à former un parti social-démocrate en scissionnant du SDB. Son principal apport au marxisme fut de traduire en hollandais le livre premier du *Capital* de Marx, et surtout de fonder en 1893, avec ses propres subsides, la revue marxiste *De Nieuwe Tijd* («Les Temps modernes»), qui se perpétua, comme organe de la gauche marxiste, jusqu'en 1921. En 1896, la revue devint celle du SDAP, prenant pour modèle *Die Neue Zeit* de Kautsky. Elle avait comme rédacteurs, outre Van der Goes lui-même, Gorter, Henriëtte Roland Holst, et Piet Wiedijk<sup>26</sup> qui en assura plus tard le secrétariat de rédaction et en fit l'organe théorique du tribunisme.

Herman Gorter (1864-1927) appartient à la seconde génération de marxistes.

---

<sup>26</sup> Pieter Wiedijk (1867-1938), connu sous le pseudonyme littéraire de J. Saks, était pharmacien; il adhéra au SDB en 1892, puis au SDAP, devenant secrétaire de rédaction de *De Nieuwe Tijd* (1902-1913). Il fait partie du SDP tribuniste de 1909 à 1915 [Cf. Frits De Jong 1954 et Kalshoven 1990]. Wiedijk, malgré son départ du SDP, demeura actif. Dans les années 1930, il collabora avec Henk Sneevliet et Henriëtte Roland Holst à la rédaction du mensuel *De Nieuwe Weg*. Critique littéraire de renom, il a laissé des *Mémoires* très critiques sur le SDAP et le SDP tribuniste.

Ce fils de pasteur calviniste, né en 1864, est certainement le plus grand poète de son époque, celle du mouvement littéraire des années 80. Après avoir écrit une thèse sur Eschyle, il acquit une notoriété fulgurante et incontestée par la publication de son grand poème symboliste et idéaliste *Mai* (1889), son poème le plus célèbre. Après une crise spirituelle qui le mena vers une forme de panthéisme – s’inspirant de *l’Éthique* de Spinoza qu’il traduisit d’ailleurs du latin en néerlandais, Gorter rompit avec le mouvement littéraire de sa génération et se mit à étudier Marx et Kautsky. En 1897, enthousiaste, il adhéra au SDAP. Très dynamique et remarquable orateur, Gorter a surtout été un bon vulgarisateur du marxisme – non sans quelque trace d’enthousiasme idéaliste – qu’il a exposé dans un style très vivant, facilement accessible à la grande majorité des ouvriers. Plus que Pannekoek, beaucoup plus théorique, il a incarné pour les ouvriers socialistes néerlandais le marxisme. Grâce à ses traductions, il rendit accessibles certaines œuvres de Marx, Kautsky, et après la guerre *L’État et la Révolution* de Lénine.

Présenté en Hollande comme le poète de *Mai* par la critique littéraire qui «oublie» sa dimension politique, Gorter a été surtout un militant convaincu, définitivement acquis à la cause de la révolution. En 1899, il montra son sens de l’organisation en fondant la section de Bussum, dont il devint le président. Il se consacra à toutes les activités du mouvement socialiste : activités syndicale et électorale – il fut plusieurs fois candidat du SDAP puis du SDP – congrès, intervention dans les grèves. Propagandiste du parti, il donna des cours sur le marxisme aux ouvriers du textile de la ville de Twente. Plus que tout autre, avant 1914, Gorter fut avant tout un agitateur, un organisateur, un propagandiste au service de son parti<sup>27</sup>.

Plus, théorique, et moins pratique que Gorter, Pannekoek a incarné et incarné encore la Gauche marxiste dans sa dimension internationale. Il fut le moins «hollandais» de sa génération marxiste. Après des études d’astronomie qui ont fait de lui un astronome de réputation internationale, au point d’éclipser dans les années 1920-1960 son activité de théoricien marxiste, Pannekoek (1873-1960) s’engagea politiquement<sup>28</sup>. Mais pour ce fils d’un chef d’entreprise libéral, le choix premier ne fut pas le socialisme, mais le libéralisme bourgeois. Au début de 1899, il devint membre du Comité électoral libéral de Leiden, ville où il travaillait comme astronome, à l’Observatoire. Mais après force lectures d’auteurs utopiques et surtout des discussions avec des militants social-démocrates, Pannekoek rompit tout contact avec le milieu bourgeois. En juillet 1899, il adhéra à la section locale du SDAP de Leiden, dont il devint rapidement le président, le secrétaire et le

---

<sup>27</sup> De Liagre Böhl 1973 et 1996. Pour l’activité de Gorter dans la section de Bussum, cf. Pacifistisch Socialistische Partij 1977.

<sup>28</sup> Pannekoek, *Herinneringen* 1982, avec une introduction de B. A. Sijes, ancien membre du G.I.C., éditeur scientifique de ces Mémoires politiques écrits en 1944. Pannekoek eut une attitude très radicale pendant les grèves de 1903. Lors d’une grande réunion d’ouvriers à Leiden, il fit voter une motion exigeant que «les ouvriers empêchent par tous les moyens les lois scélérates». Menacé de licenciement, il fut convoqué directement au bureau du calviniste Abraham Kuyper, chef du gouvernement, qui avait lu attentivement les articles de Pannekoek. Après une discussion générale sur le marxisme et ses articles, Pannekoek réussit à obtenir de Kuyper qu’il n’y ait pas d’entrave à «la libre expression par un fonctionnaire de ses convictions politiques», mais qu’«il ne devrait pas enfreindre la loi», «sous peine de destitution. Ces menaces n’empêchèrent nullement Pannekoek d’écrire contre la «loi et l’ordre» (op. cit. p. 91-92). Pannekoek, au nom du marxisme hollandaise, répondit aussi aux thèses antimarxistes du chef libéral de gauche M.W.F. Treub (1858-1931), au cours d’un débat contradictoire (Pannekoek 1908, p. 8).

trésorier. Il contribua à fonder un syndicat ouvrier. Plongé pleinement dans l'activité militante, il acquit de réelles responsabilités : en 1900, il représentait la section au congrès de Rotterdam du SDAP. La section, qui comptait encore peu d'ouvriers, était composée d'intellectuels qui allaient former en 1907 le mouvement tribuniste : Maurits Mendels (1868-1944), Johannes Knuttel (1878-1965) et Willem Van Ravesteyn<sup>29</sup>. Comme Gorter et Henriëtte Roland Holst, Pannekoek a été formé au marxisme par van der Goes – qui leur fit découvrir Dietzgen – mais aussi Kautsky, qui resta longtemps leur «maître».

D'esprit rigoureux par sa formation scientifique et philosophique, d'une grande clarté pédagogique, Pannekoek devint rapidement l'un des principaux théoriciens de la Gauche marxiste internationale, tant aux Pays-Bas qu'en Allemagne. Rédacteur à *De Nieuwe Tijd* et, à partir de 1903, à *Die Neue Zeit*, Pannekoek a été au centre de tous les débats capitaux au sein de la II<sup>e</sup> Internationale : celui sur la grève de masses et la question de l'État, la question nationale et la guerre. Il s'est souvent trouvé l'égal de Rosa Luxemburg par la profondeur de sa réflexion politique, et a influencé Lénine dans son livre *L'État et la Révolution*. Il fut l'un des premiers marxistes à mener une lutte théorique énergique contre le révisionnisme naissant. Par son étude sur *La Philosophie de Kant et le marxisme*, publiée en 1901 dans *De Nieuwe Tijd*, il attaqua à la racine la «philosophie néo-kantienne» des révisionnistes qui transformaient le socialisme d'arme de combat révolutionnaire en simple éthique bourgeoise.

Anton Pannekoek fut certainement plus un théoricien qu'un homme d'organisation, et son influence s'exerça surtout et durablement dans le domaine des idées, sans qu'il soit capable d'être une force politique décisive dans le combat organisationnel contre la majorité révisionniste du SDAP. Mais Pannekoek restait cependant un militant actif. Outre ses contributions écrites, il participait à la vie du SDAP : intervention dans les congrès, rédaction et diffusion de tracts au niveau local. L'image de «pur théoricien», perdu dans la contemplation du cosmos, accolée à Pannekoek est peu exacte jusqu'en 1921. À cette époque il n'était guère un «homme de cabinet d'études» mais un brillant propagandiste du parti apportant la contradiction du marxisme tant aux catholiques sur la religion qu'aux libéraux sur le projet socialiste. Dans les grands mouvements sociaux comme les grèves des transports de janvier et avril 1903, Pannekoek se dépensa sans compter, en intervenant dans les assemblées ouvrières. La cause du prolétariat lui importait plus que son activité d'astronome et les menaces de licenciement que brandissait le gouvernement confessionnel d'Abraham Kuyper. Mais ce fut en Allemagne que Pannekoek trouva sa véritable dimension de militant et théoricien international et internationaliste.

Moins connue en dehors des Pays-Bas, et de la même génération que Gorter

---

<sup>29</sup> Malandrino 1982, pour l'activité de Pannekoek à Leiden.

Maurits Mendels, comme Pannekoek, fit parti au départ de l'Union électorale libérale de Leiden. Ce journaliste et avocat, rallié au SDAP, fut en 1909 membre du SDP. Il finit par en démissionner pour rejoindre la «vieille maison» et devenir député, puis sénateur. Johannes Knuttel (1878-1965), célèbre philologue, resta toute sa vie dans le mouvement tribuniste, puis communiste. Dans le PC, il suivit sans états d'âme tous les tournants staliniens.

– elle adhéra au SDAP avec lui en 1897 – la poétesse Henriëtte van der Schalk (1869-1952), mariée à l'artiste Richard Roland Holst, est une figure majeure du mouvement ouvrier révolutionnaire. Non seulement elle fut une bonne historienne du prolétariat néerlandais, mais elle fut – avec Rosa Luxemburg – la théoricienne de la grève de masse révolutionnaire. Cette fille de notaire sut se dégager de son milieu bourgeois et du mouvement littéraire des années 1880 pour adhérer au socialisme. Elle fut une remarquable oratrice socialiste. Henriëtte Roland Holst-Van der Schalk prit une dimension internationale dans les congrès de l'Internationale, tant à Paris (1900) qu'à Amsterdam (1904), où elle fut chargée de présenter la résolution du congrès sur la grève générale. Mais cette amie de Rosa Luxemburg était loin d'avoir la rigueur de cette dernière. Elle incarna autant les hésitations «centristes», au moment des grandes décisions politiques et des scissions, qu'un pur idéalisme, voire une forme de «mysticisme socialiste». En quittant le mouvement ouvrier dans les années 1930, son marxisme originel se dissolvait rapidement dans le mouvement «socialiste religieux» et elle retourna à ses activités littéraires et poétiques. Elle parcourut l'arc de sa vie politique avec Marx comme point de départ et Gandhi comme point d'arrivée<sup>30</sup>.

Moins connue, la troisième génération de marxistes formée elle aussi par Frank Van der Goes – a pesé d'un poids énorme dans la formation du mouvement tribuniste. Par sa précipitation à vouloir à tout prix former une nouvelle organisation (cf. *infra*), sans avoir la patience de mener le combat à l'intérieur du SDAP contre le révisionnisme; par ses fréquentes conclusions politiques et théoriques, à partir de 1914 elle contribua en large partie à ternir l'image de la Gauche marxiste, qui – en bloc et sans nuances – fut assimilée à un courant «sectaire».

Les personnalités marquantes en sont indiscutablement David Wijnkoop, Willem Van Ravesteyn et Jan Cornelis Ceton, qui s'imposèrent – sans partage et autoritairement – comme les véritables têtes organisationnelles du mouvement tribuniste, puis communiste à partir de 1918.

David Wijnkoop (1876-1941) s'imposa rapidement comme le chef de l'opposition à Troelstra<sup>31</sup>. Fils de rabbin, mais émancipé de toute croyance religieuse, licencié en lettres, il se dégagea du jeune mouvement littéraire pour adhérer au socialisme. En 1900, deux ans après son adhésion au SDAP, il était délégué au Congrès socialiste international étudiant de Paris. Dynamique, mais plus lutteur que théoricien, il devint rapidement un

---

<sup>30</sup> H. Roland Holst 1949. Elle finit par développer des idées pacifistes et religieuses, se donnant pour mission de « servir Dieu au sein de l'humanité». Après sa rupture avec le 'communisme' russe en 1925, elle devint une contributrice régulière des revues socialistes-religieuses [*Bevrijding*, organe du *Bond van Religieuze Anarcho-Communisten* (BRAC); *Tijd en Taak*]. En 1948, elle écrivit un livre à la gloire de Gandhi: *Een requiem voor Gandhi*, tout en apportant sa contribution au jubilé de la reine Wilhelmine : *Vijftig jaren. Officieel gedenkboek ter gelegenheid van het gouden regeringsjubileum van Hare Majesteit Koningin Wilhelmina... 1898-31*, Scheltens & Giltay, Amsterdam. Ses véritables contributions socialistes restent celles qu'elle apporta sur la grève de masse, écrites en 1905 et 1918, publiées en allemand et néerlandais, tel son ouvrage majeur : *De revolutionaire massa-aktie. Een studie* [Roland Holst 1918a].

<sup>31</sup> Koejemans 1967. Anthon Johan Koejemans (1903-1982) était un chef du CPH/CPN qui, après 1945, devint le rédacteur en chef du quotidien stalinien *De Waarheid* [«La Vérité»]. Il était aussi un collaborateur de la maison d'édition 'communiste' Pegasus. En désaccord avec la 'ligne générale', il quitta le 'parti' en 1955.

dirigeant du parti (1905), qui s'appuyait sur le prolétariat juif combatif du district Amsterdam III (quartier du Jordaan). Mais comme il manifestait un fort esprit dictatorial, sectaire et même politicien, bien que doté d'un grand courage, il devint rapidement un repoussoir pour Pannekoek et Gorter. Ce dernier, pendant la guerre, vit dans Wijnkoop le type même du Troelstra hollandais «radicalisé».

Tout comme Wijnkoop, Willem van Ravesteijn (1876-1970) adhéra au SDAP en 1898, à Leiden, dans la même section que Pannekoek. Cet historien de la littérature – et futur conservateur de bibliothèque, traducteur de Jaurès en hollandais, fut comme Wijnkoop l'organisateur du mouvement tribuniste, puis du PC hollandais. «Sec et pédant», selon Pannekoek, il suivit Wijnkoop dans tous ses tournants politiques, jusqu'en 1925.

Il en fut de même pour Jan Cornelis Ceton (1875-1943). Cet instituteur, dirigeant du syndicat des enseignants, «simple et de claire conviction» selon Pannekoek, fut le secrétaire de la section révolutionnaire Amsterdam III. Peu théoricien, il fut le véritable organisateur et financier de la revue *De Tribune*, puis du SDP et du CPN. Tous trois constituèrent le «triumvirat» dirigeant de fait – de façon contestable – le mouvement tribuniste, puis le mouvement communiste hollandais jusqu'en 1925. Ce triumvirat, à partir de 1917, fut l'ennemi juré du communisme de gauche, représenté par Gorter.

Ce triumvirat — de ferme conviction révolutionnaire au début du mouvement tribuniste – devait à la longue, pendant la guerre se révéler opportuniste. Oscillant entre un radicalisme sectaire et une pratique centriste et manœuvrière, il contribua largement à affaiblir le rayonnement de la Gauche marxiste hollandaise Celle-ci vue de l'extérieur, apparaissait comme un corps politique et théorique; dans la réalité, elle était beaucoup plus une somme, dont les éléments les plus brillants, comme Gorter et Pannekoek, les plus révolutionnaires, se situaient à l'écart du véritable centre de décisions politiques.

Le drame de la Gauche marxiste hollandaise à ses débuts fut que des théoriciens marxistes de dimension internationale, comme Gorter, Pannekoek et même Henriëtte Roland Holst, eussent peu de poids politique dans la vie organisationnelle du SDAP. En cela, ils diffèrent de Lénine et Rosa Luxemburg, qui tout en étant théoriciens tenaient réellement les rênes de leur parti, en Russie et en Pologne, et avaient l'autorité politique suffisante pour orienter l'activité de ce parti. Alors que Wijnkoop était un permanent de parti, aussi bien dans le SDAP que dans le SDP, Gorter et Pannekoek étaient loin d'être des «révolutionnaires professionnels» à plein temps. Malgré son dynamisme militant, Gorter était souvent déchiré entre son activité de poète – à laquelle par périodes il se consacrait totalement – et celle de propagandiste et orateur du parti. D'où, parfois, son activité hachée, et même épisodique, au point de disparaître des congrès<sup>32</sup>. Pannekoek, incontestablement militant, était pris à la fois par ses recherches en astronomie et sa lourde activité de théoricien. Bien qu'actif, il ne se sentait

---

<sup>32</sup> En 1903 Gorter publia ses *Verzen*, poésie d'inspiration personnelle.

pas à l'aise dans les problèmes concrets d'organisation<sup>33</sup>. Il se donna complètement au mouvement socialiste de 1906 à 1914, en Allemagne, où il fut quasiment un «révolutionnaire professionnel». Au moment le plus crucial de la scission entre révisionnistes et marxistes, il se trouva donc absent des Pays-Bas.

Dans une période de développement lent du mouvement ouvrier, le poids des personnalités restait énorme. Il était d'autant plus négatif que les chefs du parti étaient des révisionnistes avérés qui écrasaient de tout leur pouvoir organisationnel la vie politique du parti. Tel était P. J. Troelstra, ancien adhérent du Parti populaire de Frise, puis du SDB, poète frison à ses heures perdues, mais aussi friand d'occultisme et de «tables tournantes». Cet avocat était le type même du politicien parlementaire, adepte de toutes les manœuvres de couloir. Presque constamment élu député depuis 1897, d'abord par les paysans arriérés de la Frise, il se plaçait instinctivement du côté des intérêts de la petite-bourgeoise. Proche d'Eduard Bernstein, il endossait la jaquette du libéral bourgeois, au point d'écrire tranquillement en 1912 que

La social-démocratie tient aujourd'hui le rôle que le Parti libéral a joué vers 1848<sup>34</sup>. Mais Troelstra avait suffisamment d'habileté pour se montrer, lors des congrès de la II<sup>e</sup> Internationale, proche du Centre de Kautsky, afin d'avoir les coudées franches dans son territoire national en toute autonomie. Soucieux de garder son siège de député et la haute main sur le SDAP, il était prêt à n'importe quelle manœuvre, pour éliminer toute critique de gauche voire exclure les opposants marxistes. Encore plus révisionnistes que Troelstra, l'ex-typographe Willem Vliegen (1862-1947), l'ex-peintre en bâtiment Johan H. A. Schaper (1868-1934), et Henri Van Kol (1852-1925), se prononçaient ouvertement pour le rejet de la voie révolutionnaire et la «voie parlementaire au socialisme». Tous furent parlementaires. Cette droite révisionniste et réformiste trouvait incontestablement sa base de masse dans les quelques syndicats de métier qui étaient rattachés au SDAP; le syndicat des transports était dirigé par le réformiste Jan Oudegeest (1870-1950); et surtout l'union générale des ouvriers diamantaires (ANDB), fondée en 1894, et dont Henri Polak (1868-1943) était le chef incontesté. Ce dernier, cependant, avant de se rallier au révisionnisme, eut des sympathies actives pour le tribunisme.

Le poids des chefs révisionnistes, dans ce parti récent, et issu d'une scission ambiguë, fut un obstacle considérable pour le regroupement de la Gauche marxiste.

C'est autour de la revue *De Nieuwe Tijd* que la Gauche se regroupa. Derrière Van der Goes, il y avait les nouvelles recrues du SDAP : Herman Gorter, Anton Pannekoek, Henriëtte Roland Holst, Willem van Ravesteijn; Pieter Wiedijk et Floor Wibaut, mais aussi Wijnkoop et Sneevliet. Cette gauche n'était cependant pas homogène, et certains d'entre eux – au moment crucial

---

<sup>33</sup> En 1912

<sup>34</sup> Troelstra 1912. Souligné par De Wolff 1978.

de la scission de 1909 – la lâchèrent. Van der Goes et Wibaut alors capitulèrent.

Les générations de jeunes marxistes qui avaient adhéré, dans l'enthousiasme, au SDAP ne tardèrent pas à se confronter à la pratique révisionniste de leur parti. Très tôt, dès 1901, ils commencèrent à mener un combat acharné pour la défense des principes révolutionnaires foulés au pied.

Leur combat allait être d'autant plus intransigeant que des militants, comme Gorter et Pannekoek, avaient des liens politiques, et même d'amitié envers leur «maître spirituel» Karl Kautsky. Ils crurent trouver dans ce dernier le soutien le plus ferme dans la lutte contre le révisionnisme, non seulement dans le parti allemand mais dans le parti hollandais. Ils se trompèrent lourdement sur l'indéfectibilité de cet appui<sup>35</sup>.

## 6. Premiers combats du marxisme contre le révisionnisme

Comme bien souvent dans l'histoire du mouvement ouvrier, la lutte pour la défense des principes révolutionnaires s'est d'abord placée sur un terrain pratique. La lutte contre l'opportunisme au sein du Parti hollandais s'est centrée sur deux questions qui à l'époque étaient cruciales : la question paysanne et la question scolaire.

L'importance de la question paysanne était évidente dans un pays comme la Hollande, où le retard industriel maintenu par l'existence d'un capital commercial spéculatif investi dans les colonies s'accompagnait d'un archaïsme des structures sociales à la campagne. Bien qu'en début de mutation, l'agriculture – en dehors de l'élevage restait arriérée – avec une masse encore considérable de petits paysans tout aussi arriérés, particulièrement en Frise, le «fief» de Troelstra. À côté de ces paysans, on trouvait une masse d'ouvriers agricoles qui ne possédaient nulle terre et vendaient leur force de travail à des paysans, propriétaires ou fermiers. Pour s'attirer les voix des paysans auxquelles le SDAP devait en grande partie ses députés, il fut proposé en 1901 de modifier le programme du Parti. Au lieu de l'abolition de l'ordre existant par la socialisation du sol et donc la suppression de la propriété privée, le nouveau programme proposait une régulation «du contrat de fermage». Le pire point du programme était celui consacré aux ouvriers agricoles. Au lieu de rattacher leur lutte à celle des ouvriers des villes et de souligner leurs intérêts communs avec le reste du prolétariat, le programme proposait ni plus ni moins que leur transformation en paysans propriétaires :

2. La disposition du sol et du matériel agricole contre un certain prix aux ouvriers agricoles, pour leur assurer une existence autonome<sup>36</sup>.

Ces mots d'ordre lancés par la direction de Troelstra étaient l'expression la

---

<sup>35</sup> De Liagre Böhl 1973, p. 23-25.

<sup>36</sup> Pour la lutte du marxisme contre le révisionnisme, cf. Gorter, Pannekoek et Van Ravesteyn 1909.



plus nette d'un réformisme, qui se proposait non de supprimer mais d'aménager la société capitaliste. Comme le notait la Gauche du parti, «ces deux mots d'ordre sont en contradiction avec le développement de la société en direction du socialisme».

Cependant, sous la pression de la Gauche qui s'appuyait sur un Kautsky, alors «à gauche» sur la question agraire<sup>37</sup>, la direction du parti fit marche arrière. Quatre ans plus tard, en 1905, au congrès de La Haye, les deux points furent rayés du programme agraire du parti. «C'était le premier conflit et la première victoire du marxisme. Mais aussi son unique victoire»<sup>38</sup>.

En effet la lutte contre le réformisme ne faisait que commencer et connut une étape nouvelle lors des débats au Parlement hollandais sur les subventions à accorder aux écoles religieuses. Pour des raisons idéologiques évidentes, le gouvernement laïc souhaitait que l'État contribue à financer toutes les écoles religieuses. Le combat du marxisme contre cette manœuvre de la bourgeoisie cléricale n'avait rien en commun avec l'anticléricisme des radicaux et des socialistes français de cette époque. Celui-ci, notait Rosa Luxemburg, était une diversion, un des moyens les plus efficaces de «détourner l'attention des masses laborieuses des questions sociales et d'amollir la lutte des classes»<sup>39</sup>.

Le soutien aux confessions religieuses s'expliquait essentiellement, aux Pays-Bas, par la montée de la lutte de classe, laquelle entraînait une réaction idéologique de la bourgeoisie libérale au pouvoir. De façon classique dans le mouvement ouvrier de l'époque, la Gauche constatait :

Lorsque surgit la lutte de classe du prolétariat, les libéraux, comme partout, considèrent toujours plus la religion comme un rempart nécessaire au capitalisme, et ils abandonnent peu à peu leur résistance aux écoles religieuses<sup>40</sup>.

Mais à la surprise des marxistes, regroupés autour de la revue *De Nieuwe Tijd*, le révisionnisme s'afficha publiquement au Parlement, en appelant à voter pour les subventions aux écoles religieuses. Pire, le Congrès de Groningue de la social-démocratie (1902) abandonnait nettement tout combat marxiste contre l'emprise religieuse sur les consciences. Dans un pays, où le poids religieux pour des raisons historiques était très fort sous la triple forme du calvinisme, du catholicisme et du judaïsme, il s'agissait d'une véritable capitulation :

Le Congrès... constate qu'une plus grande partie de la classe laborieuse aux Pays-Bas... exige pour ses enfants un enseignement religieux; il considère comme non souhaitable de s'opposer à ce souhait, parce que la social-démocratie n'a pas à briser – pour des questions d'oppositions théologiques – l'unité économique de la classe

---

<sup>37</sup> Cf. Kautsky 1899. Livre polémique contre le révisionnisme de Bernstein, et remarquable étude des rapports de classe à la campagne, ce livre ne fait aucune concession aux couches petites-bourgeoises de la paysannerie au détriment des paysans les plus pauvres.

<sup>38</sup> Gorter, Pannekoek et Van Ravesteyn 1909, p. 4-5.

<sup>39</sup> R. Luxemburg 1971, p. 213. En France, la bourgeoisie radical-socialiste pour lutter contre le développement du mouvement ouvrier joua la carte anticléricale. Elle espérait aussi, compte tenu de la popularité de l'anticléricisme chez les «petites gens», entraîner le socialisme sur un terrain qui n'était pas le sien, et en récolter de surcroît le profit électoral.

<sup>40</sup> Gorter, Pannekoek et Van Ravesteyn 1909, chapitre «Die Schulfrage».

travailleuse face aux capitalistes croyants et incroyants<sup>41</sup>.

L'argumentation utilisée, celle de l'unité des ouvriers croyants et incroyants, sous-tendait l'acceptation de l'ordre existant, idéologique et économique. Ainsi,

par cette résolution, le Parti (faisait) le premier pas sur le chemin du réformisme; elle (signifiait) la rupture avec le programme révolutionnaire, dont la revendication, séparation de l'Église et de l'État, a certainement un tout autre sens que l'argent de l'État pour les écoles religieuses<sup>42</sup>.

La Gauche hollandaise, cependant, refusait d'encenser l'école «laïque» dont elle dénonçait la prétendue «neutralité» idéologique. Elle se situait au-delà d'un faux choix, du point de vue marxiste, entre école «religieuse» et école «laïque». Son but était de se placer résolument sur le terrain de la lutte de classe; cela signifiait un rejet de toute collaboration, sous quelque prétexte que ce soit, avec une fraction de la bourgeoisie, même si elle était libérale et agnostique. Les craintes des marxistes devant l'orientation révisionniste du Parti allaient se montrer fondées dans le feu de la lutte ouvrière.

### *7. Les grèves des transports de janvier et avril 1903*

Cette grève est le mouvement social le plus important qui ait agité avant la première guerre mondiale la classe ouvrière des Pays-Bas. Elle devait laisser de profondes traces dans le prolétariat qui se sentit trahi par la social-démocratie, et dont la partie la plus militante s'orienta encore plus vers le syndicalisme révolutionnaire. À partir de 1903, le processus de la scission entre le marxisme et le révisionnisme était engagé sans possibilité de retour en arrière. À ce titre, la grève de 1903 marque le vrai début du mouvement «tribuniste», comme mouvement révolutionnaire.

La grève des transports – ou plutôt les grèves des transports de janvier et avril – fut d'abord une protestation contre des conditions d'exploitation qu'on a peine à imaginer aujourd'hui. Les ouvriers des chemins de fer subissaient des conditions de travail dignes de la période d'accumulation primitive du capital au début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>43</sup>. Travaillant 361 jours par an, ils ne disposaient vers 1900 que de 4 jours de congé. D'autre part, le corporatisme particulièrement fort réduisait les possibilités d'une lutte unitaire, par une division en catégories professionnelles. Ainsi, les mécaniciens, les conducteurs de locomotives, les ouvriers de l'entretien des voies avaient leur syndicat propre. Chaque syndicat pouvait déclencher des grèves sans que les autres s'unissent à la lutte. Les syndicats de métier en protégeant jalousement leur exclusivisme se dressaient comme un obstacle à l'unité massive des ouvriers par-delà leurs différences de qualification<sup>44</sup>.

---

<sup>41</sup> Résolution du Congrès, idem, p. 5.

<sup>42</sup> Ibid., p. 6.

<sup>43</sup> Gorter, Pannekoek et Van Ravesteyn 1909, p. 6.

<sup>44</sup> Il n'était pas rare que les ouvriers travaillent plus de 14 heures par jour, six jours par semaine. Sur les conditions inhumaines des cheminots ainsi que sur le développement du mouvement ouvrier hollandais à cette époque, voir Rüter 1935.

Contre de telles conditions, le 31 janvier 1901 surgissait de la base des cheminots, et non des syndicats corporatistes, une grève spontanée. Celle-ci se présenta comme une grève de masses : non seulement elle toucha toutes les catégories du personnel des transports mais elle s'étendit à tout le pays. Elle fut aussi une grève de masses en partant non de revendications spécifiques mais d'un mouvement de solidarité avec les ouvriers du port d'Amsterdam, partis en grève. Refusant de servir de briseurs de grève, en continuant le travail, les ouvriers des transports empêchaient les tentatives des patrons de faire transiter leurs marchandises par les chemins de fer. Cet élan de solidarité, caractéristique des grèves de masses, faisait alors boule de neige : les boulangers et les métallos du matériel de transport donnaient leur appui<sup>45</sup>. Mais l'originalité du mouvement – qui ne réussit pas à s'étendre aux autres couches du prolétariat néerlandais – se trouvait incontestablement dans la création d'un Comité de grève élu et contrôlé par la base et non désigné par le syndicat des transports et le SDAP, même si leurs membres y participaient<sup>46</sup>.

Par toutes ces caractéristiques, la grève de 1901 cessait d'être une simple grève catégorielle, d'essence économique; elle devenait peu à peu une grève politique par une confrontation directe avec l'État. En effet, le 6 février, le gouvernement hollandais, par décret du ministre de la guerre, décidait la mobilisation des soldats; il mettait aussi sur pied un organisme, où s'activaient les syndicats catholiques et protestants, ainsi que les briseurs de grève de toute espèce<sup>47</sup>. Cette offensive de la bourgeoisie culminait enfin le 25 février par le dépôt d'un projet de loi contre la grève : les grévistes étaient menacés d'emprisonnement et le gouvernement décidait de mettre sur pied une compagnie de transport militaire pour briser la grève.

Mais plus que par les menaces et les mesures gouvernementales, la grève allait être sapée de l'intérieur, par le SDAP de Troelstra. Le 20 février, au cours d'un meeting représentant 60.000 grévistes, et non ouvert – à la différence du Comité de grève – Troelstra proposait la création d'un «Comité de défense» composé de différentes organisations politiques et syndicales. Ce Comité était composé de Vliegen, un révisionniste du SDAP, du chef syndicaliste des transports Oudegeest, du NAS et de partisans anarchistes de Nieuwenhuis, ce dernier ayant refusé de participer à un tel organisme. L'orientation allait se révéler néfaste à la conduite de la grève projetée contre les mesures gouvernementales. Vliegen déclara que la grève ne pouvait être proclamée, en l'absence d'une promulgation des décrets du gouvernement clérical Kuyper. En fait, l'attitude du «Comité de défense» autoproclamé par différentes organisations – et particulièrement celle du SDAP – allait vite se

---

<sup>45</sup> Ces syndicats de métier, héritage de la période artisanale du mouvement ouvrier, furent remplacés progressivement par les syndicats d'industrie. Ceux-ci regroupaient tous les ouvriers par branche, quel que fut le métier exercé. Le développement de la grève de masse au début du siècle allait montrer cependant que – lors de la lutte ouverte contre le capital – l'organisation en branches d'industrie était dépassée par l'organisation massive des ouvriers de toutes les branches. L'idée d'une «grande union» (*one big union*) propagée par les IWW américains allait vite se révéler inadéquate, en ne voyant que la lutte économique par branche, alors que la grève de masse d'économique devenait politique par la confrontation de toute une classe à l'État du capital.

<sup>46</sup> A. De Jong 1935, un point de vue libertaire sur la grève des chemins de fer de 1903.

<sup>47</sup> Pannekoek raconte de façon très vivante la grève, d'un point de vue marxiste, dans ses *Herinneringen* (Pannekoek 1982, p. 86-93. Il décrit très bien le surgissement spontané du comité de grève et l'extension rapide du mouvement.

montrer négative. Non seulement l'opposition entre libertaires, partisans de Domela Nieuwenhuis<sup>48</sup>, et social-démocrates paralysait le Comité, mais le poids écrasant de Troelstra, qui n'en était pas membre bien que l'ayant suscité, en faisait un organisme étranger à la lutte.

Troelstra, prétextant la lutte contre «l'aventurisme anarchiste», se prononçait contre la grève politique; il prétendait que celle-ci – si elle était décidée par les ouvriers des transports en réaction aux «lois scélérates» – ne ferait que renforcer la dureté des lois antigrève à la Chambre des députés. Ces propos étaient tenus dans le quotidien social-démocrate<sup>49</sup>, sans en référer ni au Comité de défense ni aux instances du Parti<sup>50</sup>. De façon tangible, cet acte d'indiscipline était la preuve que la direction révisionniste estimait n'avoir aucun compte à rendre devant les ouvriers et les militants du Parti. Elle s'était rendue autonome pour mieux se placer sur le terrain de la conciliation avec la bourgeoisie. La Gauche, par la plume de Pannekoek, critiqua vivement cet acte, qui était le début d'une longue suite d'actes de trahison de la lutte. Il fit fin mars, dans le quotidien même du parti, cette remarque acerbe à Troelstra :

Votre attitude molle et hésitante ne peut que servir la classe possédante et le gouvernement<sup>51</sup>.

C'est lors de la deuxième grève des transports, en avril, que la capitulation devint patente. Le gouvernement avait fait voter les lois antigrève interdisant la cessation du travail dans les transports publics. Au lieu d'avoir une attitude énergique, les chefs du Comité de tendance social-démocrate comme Oudegeest – se prononcèrent contre la grève générale de tous les ouvriers aux Pays-Bas. Pourtant, au même moment, se déroulaient des grèves qui donnaient un contexte social plus favorable à la lutte de classe qu'en janvier-février : à Amsterdam, se déroulait la grève des bateliers, des forgerons, des cantonniers et terrassiers, des métallos; et les travailleurs communaux s'étaient mis en grève par solidarité.

Le 8 avril 1903, sous la pression de la base, la grève générale fut proclamée. Sa faiblesse était flagrante : les réunions des ouvriers des chemins de fer étaient secrètes et fermées aux autres catégories de travailleurs. Malgré l'occupation des gares et des voies ferrées par la troupe, qui aurait pu développer la généralisation de la grève, celle-ci ne fut pas générale. Elle fut malgré tout spontanée dans son mouvement d'extension : à Utrecht, Amsterdam, les métallos et les maçons se joignirent au mouvement de solidarité. Ni la menace de 5 ans d'emprisonnement pour les agitateurs et de 2 ans pour les grévistes, peines prévues par les «lois scélérates», ni la présence de l'armée ne suffirent à arrêter l'ardeur des ouvriers en grève, qui

---

<sup>48</sup> A. de Jong 1935, p. 17-19.

<sup>49</sup> Les anarcho-syndicalistes avaient de très loin l'attitude la plus énergique dans la grève, mais ils restaient prisonniers de leur théorie de la grève générale. Dans la pratique, le NAS anarcho-syndicaliste qui participait au «Comité de défense» avait une attitude plutôt oscillante, se trouvant souvent plus 'à droite' que sa base.

<sup>50</sup> Article intitulé "Wat nu?" ("Et maintenant?"), *Het Volk*, 17 mars 1903.

<sup>51</sup> Réponse de Pannekoek à Troelstra, dans *Het Volk*, 26 mars 1903. Sans employer le mot de trahison, Pannekoek dénonçait «un crime» contre l'unité, ainsi que le «préjudice causé au mouvement ouvrier» et le «dshonneur pour le parti».

avaient connu dès janvier «*la joie de lutter*»<sup>52</sup>.

L'ardeur et l'élan des ouvriers furent arrêtés par les décisions prises par les dirigeants social-démocrates du «Comité de défense» qui prétendait diriger la lutte. Le 9 avril, Vliengen fait décider la cessation du mouvement de grève. Devant l'incrédulité et la colère des ouvriers des transports, le Comité devient introuvable. Lors d'une réunion de masses, ceux-ci empêchent Vliengen de parler aux cris de : «*Il nous a trahis!*». Même la Gauche se voit privée de parole : ne faisant aucune distinction entre les révisionnistes et les marxistes, les ouvriers couvrent le discours de Henriëtte Roland Holst par le cri : «*Grève!*». Ainsi, l'attitude des chefs révisionnistes allait entraîner pour longtemps, de la part de la classe ouvrière hollandaise, un rejet de la social-démocratie, même sous sa forme marxiste, au profit de l'anarcho-syndicalisme<sup>53</sup>.

La grève des transports de 1903 n'a pas de racines purement «hollandaises». Elle marque un tournant dans la lutte de classe en Europe. C'est en tant que grève de masses spontanée qu'elle surgit, devenant une force consciente capable de faire reculer sur le plan politique la bourgeoisie et donnant aux ouvriers un incontestable sentiment de victoire. Mais c'est en tant que grève générale, lancée par les syndicats et les partis, qu'elle échoue.

Elle s'inscrit dans toute une période historique marquée par la combinaison des grèves politiques et des grèves économiques, période qui culmine avec le mouvement révolutionnaire de 1905 en Russie. En effet, comme le souligna Rosa Luxemburg<sup>54</sup>,

ce n'est que dans une situation révolutionnaire, avec le développement de l'action politique du prolétariat, que l'importance et l'ampleur de la grève de masse apparaissent dans leur pleine dimension.

Plus qu'aucun autre – sauf Pannekoek – Luxemburg a su montrer dans sa polémique contre les révisionnistes l'homogénéité de la lutte, c'est-à-dire l'identité du phénomène dans sa simultanéité, dans toute l'Europe, Hollande incluse, et jusque sur le continent américain, au début du siècle :

En 1900, c'est la grève de masse des mineurs de Pennsylvanie qui, selon les camarades américains, a fait d'avantage pour la diffusion des idées socialistes que dix ans d'agitation; en 1900 encore, c'est la grève de masse des mineurs en Autriche, en 1902 celle des mineurs en France, en 1902 encore celle qui paralyse tout l'appareil de production à Barcelone, en solidarité avec les métallurgistes en lutte, en 1902,

---

<sup>52</sup> C'est cette joie de lutter qui, selon H. Roland-Holst, caractérisait la grève de masse : «*Plus que de l'organisation, de l'habileté à lutter, il y eut au début du XX<sup>e</sup> siècle un plaisir de lutter chez les ouvriers des Pays-Bas*», se traduisant par «*une résistance spontanée à petite et grande échelle*». (H. Roland Holst 1903).

<sup>53</sup> Le maintien de l'anarchisme et le développement du syndicalisme-révolutionnaire étaient, selon les théoriciens de la Gauche marxiste, «le prix payé au développement de l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier socialiste». Néanmoins, aux Pays-Bas, en France, Espagne, Italie, etc., bien des syndicalistes révolutionnaires allaient se rallier au Parti communiste après 1920.

<sup>54</sup> R. Luxemburg 1910. Les prises de position de Kautsky en faveur de la révolution sont rappelées par Rosa de façon polémique. *Le chemin du pouvoir (Der Weg zur Macht)*, publié en allemand en 1909, est le chant du cygne du «pape du marxisme». Le livre a été republié en français par les Éditions Anthropos en 1969, avec une présentation de Victor Fay, qui cite les prises de position successives de Lénine à l'égard de Kautsky.

toujours, la grève de masse démonstrative. En Suède pour le suffrage universel égalitaire, la même année en Belgique encore pour le suffrage universel égalitaire également; la grève de masse des ouvriers agricoles dans l'ensemble de la Galicie orientale (plus de 200.000 participants) en défense du droit de coalition, en janvier et avril 1903, deux grèves de masse des employés de chemin de fer en Hollande, en 1904 grève de masse des employés de chemins de fer en Hongrie, en 1904 grève démonstrative en Italie, pour protester contre les massacres en Sardaigne, en janvier 1905, grève de masse des mineurs dans le bassin de la Ruhr, en octobre 1905 grève démonstrative à Prague et dans la région pragoise (100.000 travailleurs) pour le suffrage universel au Parlement de Bohême, grève de masse démonstrative à Lemberg pour le suffrage universel égalitaire au Parlement régional de Galicie, en novembre 1905 grève de masse démonstrative dans toute l'Autriche pour le suffrage universel égalitaire au Conseil d'Empire, en 1905 encore grève de masse des ouvriers agricoles en Italie, en 1905 toujours grève de masse des employés des chemins de fer en Italie<sup>55</sup>.

La grève de masse, en préparant la confrontation politique avec l'État, mettait à l'ordre du jour la question de la révolution. Non seulement elle manifestait «l'énergie révolutionnaire» et «l'instinct prolétarien» des masses ouvrières – comme le soulignait Gorter après la grève de 1903<sup>56</sup> – mais elle signifiait un profond changement de situation au début du siècle :

Nous avons toutes les raisons de penser que nous sommes entrés maintenant dans une période de combats dont l'enjeu est les institutions et le pouvoir d'État; des combats qui peuvent au fil de vicissitudes diverses, durer des décennies; dont les formes et la durée ne sont pas pour le moment encore prévisibles, mais qui, très vraisemblablement, introduiront à brève échéance des changements fondamentaux dans les rapports de force en faveur du prolétariat, si ce n'est l'instauration de son pouvoir en Europe occidentale<sup>57</sup>.

Ces remarques de Kautsky dans son livre *Der Weg zur Macht* («Le Chemin du pouvoir»), la Gauche hollandaise allait les faire siennes contre Kautsky et ses partisans aux Pays-Bas, tels Troelstra et Vliegen. La grève de 1903 posait en effet l'alternative «réforme ou révolution» et débouchait dans le SDAP inévitablement sur une confrontation avec les réformistes qui trahissaient non seulement l'esprit révolutionnaire du Parti mais la lutte immédiate.

#### 8. *L'opposition marxiste dans le SDAP (1903-1907)*

L'opposition dans le parti allait être d'autant plus vive que les conséquences de l'échec de la grève, sabotée par la direction Troelstra-Vliegen, étaient catastrophiques pour le mouvement ouvrier. Le total des ouvriers licenciés pour fait de grève était d'environ 4.000. Le nombre des adhérents du NAS, qui avait pourtant pris une position militante dans la lutte et s'était opposé à Vliegen, tombait de 8.000 en 1903 à 6.000 en 1904. Le SDAP de Troelstra, traînant dorénavant une réputation de trahison, perdait un nombre considérable d'adhérents : il comptait à la fin de 1903 environ 5.600 membres contre 6.500 un an plus tôt<sup>58</sup>. Par contre, signe du reflux voire même de la démoralisation après l'échec de la grève, les syndicats religieux

---

<sup>55</sup> Ibid.

<sup>56</sup> Intervention de Gorter lors du neuvième congrès du SDAP (1903). Souligné par Rüter 1935, p. 573.

<sup>57</sup> Karl Kautsky, cité par R. Luxemburg 1910.

<sup>58</sup> Chiffres fournis par Rüter 1935, p. 550.

des transports, en particulier catholiques, connurent un rapide essor numérique. Politiquement, le mouvement syndical le plus combatif, le NAS, qui aurait pu devenir l'organisation économique du SDAP, se raccrochait aux positions anarchistes de Domela Nieuwenhuis. Il continua sa chute numérique jusqu'au moment où apparut le mouvement tribuniste qui l'influença progressivement<sup>59</sup>.

Par contre, en 1905, les syndicats socialistes liés au SDAP créaient leur propre centrale syndicale : le NVV (Confédération des syndicats professionnels des Pays-Bas). Celui-ci, fortement influencé par le syndicat réformiste des ouvriers diamantaires d'Henri Polak<sup>60</sup>, devenait la principale confédération syndicale des Pays-Bas. Dès le départ, le NVV se refusait à contribuer à l'extension de la lutte dans le bâtiment; les années suivantes il allait avoir la même attitude de retrait et de non-solidarité avec les ouvriers grévistes<sup>61</sup>.

Face au développement du réformisme dans le Parti et à son affaiblissement comme parti ouvrier, l'attitude des marxistes fut d'abord modérée. Non seulement ils hésitaient à former une fraction résolue pour conquérir la direction du parti, mais leurs attaques contre Troelstra restaient encore extrêmement prudentes. Bien que Troelstra ait par son action mit fin à la grève, ils hésitaient encore à parler de trahison. Lorsque, au cours du 9<sup>e</sup> congrès du SDAP, à la fin de 1903, fut discuté le bilan de la grève des transports, Gorter parla en termes très mesurés. Tout en affirmant qu'il était «un adversaire de la direction de Troelstra, non seulement dans cette grève, mais aussi dans les grandes affaires» il hésitait à parler de trahison de la direction :

De trahison il n'est, naturellement, nullement question, mais il s'agit bien de la faiblesse de la conception politique de Troelstra et de ses oscillations permanentes<sup>62</sup>.

Le congrès d'Enschede de 1903 n'eut pas l'effet salvateur souhaité par les marxistes du groupe *De Nieuwe Tijd*. Bien que Troelstra dussent abandonner à un membre de l'opposition<sup>63</sup> la rédaction en chef de *Het Volk* («Le Peuple»), Gorter fut contraint de lui serrer – à contrecœur – la main au nom de la «solidarité» et de «l'unité» dans le parti, contre «l'ennemi commun à l'extérieur»<sup>64</sup>. Il réussit à faire accroire que Gorter et ses partisans l'attaquaient non politiquement, mais personnellement. Se plaignant qu'on voulait le priver de ses responsabilités de chef, il posa la question de

---

<sup>59</sup> À partir de 1909, date de la scission dans le parti, le NAS fut très influencé par Sneevliet qui était président de l'Union ouvrière des ouvriers des chemins de fer et trams (*Nederlandsche Vereeniging van Spoor- en Tramwegpersoneel*) [NVSTP]. Il la quitta en 1912 après la défaite d'une grève de marins en 1911.

<sup>60</sup> Henri Polak Henri Polak, après quelques velléités «marxistes» et sympathies tribunistes, devint révisionniste. Il fut député du SDAP de 1913 à 1937.

<sup>61</sup> Sous prétexte de ne pas suivre les consignes d'«action directe» du NAS, le NVV se situa en retrait des grèves, refusant de manifester la moindre solidarité : grève du bâtiment d'Amsterdam en 1909-1910; grève des marins en 1911.

<sup>62</sup> Procès-verbal du neuvième congrès, cité dans Gorter, Pannekoek et Van Ravesteyn 1909.

<sup>63</sup> La nomination de l'écrivain et journaliste Pieter Lodewijk Tak (1848-1907) fut la seule concession faite à la Gauche. Cf. biographies par W. Thys 1956 et G.W.B. Borrie in *BWN* 1979.

<sup>64</sup> A la différence de Wijnkoop et Van Ravesteyn, Gorter eut toujours le souci de maintenir l'unité de l'organisation, tout en restant intransigeant dans les débats politiques.

confiance. Au lieu d'apparaître comme l'un des principaux responsables de l'orientation opportuniste du parti, il se présenta comme victime, et comme telle il obtint la confiance de l'ensemble du Parti. De cette façon, la direction révisionniste évitait que la discussion s'engage sur les questions vitales de principes et de tactique dans la lutte de classe. Bien que complètement isolée, la minorité marxiste ne capitula pas et s'engagea avec résolution dans le combat. De 1905 à 1907, le courant marxiste se trouvait confronté à une contre-offensive vigoureuse des révisionnistes.

### 8.1 *Du Congrès de La Haye (1905) au Congrès d'Utrecht (1906)*

En effet, la fraction parlementaire, qui dirigeait de fait le parti, alla toujours plus loin dans la collaboration avec la bourgeoisie. En 1905, lors des élections pour les États provinciaux, la question était posée par les révisionnistes de soutenir les libéraux contre le gouvernement Kuyper, qui avait brisé la grève des ouvriers des transports. La Gauche ne refusait pas – lors des ballottages électoraux – de soutenir les candidats libéraux qui se prononçaient pour le suffrage universel contre le suffrage censitaire. Dans ce sens, elle fit adopter une résolution, dite motion Troelstra-Pannekoek, lors du congrès de La Haye (1905) :

(Le parti) déclare vouloir soutenir, lors des ballottages, uniquement les candidats qui se prononcent pour l'urgence [de l'instauration] du suffrage universel<sup>65</sup>.

Pour les marxistes, il ne s'agissait pas de faire de ce soutien purement tactique et temporaire, un principe. En aucun cas, comme le souhaitait Troelstra, il ne pouvait être question d'apporter les suffrages ouvriers aux «libéraux de tout acabit» fussent-ils anticléricaux. D'un point de vue de classe, le combat n'avait pas à être mené contre un parti capitaliste déterminé mais contre le capitalisme comme totalité, de façon à empêcher toute confusion avec les éléments petits-bourgeois et petits-paysans. Il s'agissait d'éclairer les ouvriers sur leur identité. Comme l'écrivaient Pannekoek, Gorter et Van Ravestayn dans *La Fondation du SDP*, brochure distribuée à la presse social-démocrate allemande pour expliquer la scission de 1909 :

Il importait que le parti en toute occasion mette devant les yeux des ouvriers que leurs ennemis siégeaient au Parlement aussi bien au côté gauche qu'au côté droit...<sup>66</sup>.

Or au lieu de respecter la résolution du congrès, la direction du parti, la fraction parlementaire et le quotidien socialiste *Het Volk* laissèrent les électeurs socialistes libres de voter pour qui leur semblerait bon parmi tous les candidats libéraux en ballottage. Mais les marxistes se trouvèrent isolés. Troelstra joua à fond là-dessus.

Il y eut cependant des réactions dans le parti. Le parti, malgré les événements de 1903, était loin d'avoir succombé au révisionnisme; il était encore capable

---

<sup>65</sup> Gorter, Pannekoek et Van Ravesteyn 1909, p. 8.

<sup>66</sup> Ibid.



de réactions de gauche face à la politique de la fraction parlementaire de Troelstra. Le congrès de La Haye de 1905, sans doute aussi sous la pression des événements révolutionnaires qui agitaient la Russie, élit un nouveau comité directeur du parti, composé cette fois d'une majorité de marxistes, dont Gorter<sup>67</sup>. Il s'ensuivit une opposition entre le nouveau comité et la fraction parlementaire de Troelstra. Celui-ci voulait soutenir le nouveau gouvernement libéral «pour le pousser sur la voie des réformes». Pour le comité directeur, s'appuyant sur le groupe *De Nieuwe Tijd*, il n'en était pas question. Il s'agissait avant tout de développer l'agitation contre les limitations du droit de grève, quel que fût le gouvernement, libéral ou clérical. Une fois de plus Troelstra viola la discipline du parti, par une prise de position qui condamnait l'agitation ouvrière. Le 9 mars 1906, ouvertement, face aux parlementaires bourgeois, il renia l'action menée par les ouvriers et soutenue par le parti; et cela malgré son appartenance au Comité directeur<sup>68</sup>.

Ce conflit posait une question vitale dans le mouvement ouvrier : était-ce la fraction parlementaire ou le comité directeur, élu par le parti, qui déterminait la politique de l'organisation? Il s'agissait de savoir si le parti était au service d'un groupe incontrôlé de parlementaires menant une politique de collaboration avec la bourgeoisie, ou si ce groupe était étroitement soumis dans son action aux décisions prises par les congrès. Ce conflit d'influence et de décision n'était pas propre aux Pays-Bas.

Mais c'est en Allemagne, et de la façon la plus aiguë, que Rosa Luxemburg posa la vraie question : derrière l'apparente indiscipline de la direction parlementaire, se dissimulait le réformisme parlementariste prêt à tous les compromis avec la «démocratie» :

...ce qui compte avant tout, c'est l'organisation générale de notre agitation et de notre presse afin d'amener les masses laborieuses à compter de plus en plus sur leurs propres forces et sur leur action autonome et à ne plus considérer les luttes parlementaires comme l'axe central de la vie politique... [Du point de vue révolutionnaire, il faut] prévenir la classe ouvrière consciente contre cette illusion pernicieuse selon laquelle il est possible de ranimer artificiellement la démocratie et l'opposition bourgeoise au parlement en modérant et en émoussant la lutte de classe social-démocrate<sup>69</sup>.

Le problème du parti social-démocrate était bien celui du maintien de son orientation révolutionnaire. En Russie, après 1905, lorsque les bolcheviks eurent des députés à la Douma d'empire, leur fraction parlementaire se trouva étroitement placée sous le contrôle du comité central; et ce n'est nullement un hasard si cette fraction fut l'une des très rares qui en août 1914 vota contre les crédits de guerre.

Cette opposition entre Troelstra et le comité directeur posait ouvertement la question sous-jacente : réforme ou révolution. Dans une brochure parue avant le congrès d'Utrecht (15-17 avril 1906) – où il attaquait la nouvelle

---

<sup>67</sup> Gorter, Pannekoek et Van Ravesteyn 1909, p. 9. Wijnkoop, Mendels et Wibaut avaient été élus dans ce comité.

<sup>68</sup> Gorter, Pannekoek et Van Ravesteyn 1909, p. 9. Le Comité se contenta timidement d'exprimer son "étonnement" devant cette prise de position de Troelstra.

<sup>69</sup> R. Luxemburg, *Sächsische Arbeiterzeitung*, 6 déc. 1904.

direction du parti <sup>70</sup> – Troelstra, selon son habitude, prétendit qu'on l'attaquait personnellement, que la nouvelle centrale marxiste était «doctrinaire» et «dogmatique». Se présentant comme une victime innocente de la persécution du groupe de Gorter, il ne pouvait cependant dissimuler le fond de sa pensée : faire du SDAP non un parti socialiste internationaliste, mais un parti national. Le parti devait passer par des compromis avec la petite et la grande bourgeoisie : non seulement il devait tenir compte des préjugés petits-bourgeois existant dans la classe ouvrière — «*le caractère confessionnel et en partie petit-bourgeois du prolétariat*»<sup>71</sup> – mais il devait «utiliser les oppositions des groupes bourgeois entre eux». Pour faire accepter cette orientation réformiste, Troelstra n'hésitait pas à afficher une démagogie tournée contre les «intellectuels»<sup>72</sup> : les marxistes étaient des «ultras infantiles» voulant transformer le parti en un «club de propagande». Au rêve marxiste il fallait opposer la solide réalité matérielle du Parlement :

Le parti planera-t-il au-dessus des travailleurs réels, en s'enracinant dans un prolétariat de rêve, ou bien, comme il l'a fait dès le début de son existence et de son action au Parlement et dans les conseils municipaux, pénétrera-t-il toujours plus profondément dans la vie réelle de notre peuple?<sup>73</sup>.

Ainsi pour Troelstra, la seule existence possible du prolétariat qu'il confondait d'ailleurs de façon volontaire avec les autres «couches populaires» – jaillissait non plus de la lutte de classe mais du parlement.

Pour parvenir à ses fins, – faire du parti un parti purement parlementaire et national hollandais – Troelstra proposait ni plus ni moins que l'élimination de la direction marxiste, la réorganisation du parti en donnant pleins pouvoirs à la fraction parlementaire, qui jusqu'alors statutairement n'avait que deux représentants dans le comité directeur. À l'exécutif du comité du parti, élu par les militants, devait se substituer l'exécutif de la fraction au parlement; celle-ci – selon lui – représente le parti, il est vrai non officiellement, mais de fait, au Parlement, de même dans la politique pratique<sup>74</sup>. Il s'agissait en fait d'établir une véritable dictature de la fraction révisionniste; elle ne souhaitait rien moins que diriger tous les organes du parti pour empêcher toute liberté de critique à sa gauche, qui devenait fort gênante.

Toute une habile campagne menée par Troelstra, Vliegen et Schaper auprès des militants leur permit de se présenter comme les victimes d'une chasse aux sorcières non contre le révisionnisme mais contre leur propre personne. Ils firent si bien qu'une résolution adoptée au congrès d'Utrecht se proposait de limiter la liberté de discussion et de critique dans le parti :

(Considérant) que l'unité du parti est nécessairement menacée, le congrès déplore cet abus de la liberté de critique, qui dans notre parti est au-dessus de tout soupçon, et impose à tous les camarades de maintenir la critique à l'intérieur de limites telles que

---

<sup>70</sup> Troelstra 1906.

<sup>71</sup> Idem, p. 96.

<sup>72</sup> Troelstra était un 'artiste' dans l'utilisation de la démagogie ouvriériste contre la Gauche marxiste. Elle fut remise à l'honneur dans les années 1920 avec la bolchevisation des partis communistes, pour écraser la Gauche communiste.

<sup>73</sup> Troelstra 1906, p. 96, cité par Gorter, Pannekoek et Van Ravesteyn 1909, p. 14.

<sup>74</sup> Troelstra 1906, p. 101.

ces camarades entre eux respectent la dignité et l'union du parti<sup>75</sup>.

## 8.2 *Le nouveau cours révisionniste (1906-1907)*

Il ne faisait aucun doute que cette résolution était une véritable épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête des marxistes, en vue d'abord de les terroriser et ensuite, si possible, les faire capituler devant le révisionnisme. Troelstra, après le congrès, pouvait ouvertement menacer Gorter :

Si Gorter s'aventurait à parler encore une fois de 'rapprochement avec la démocratie bourgeoise', la pointe de cette assertion serait éliminée par une résolution<sup>76</sup>.

Ce triomphe du diktat révisionniste laissait à présent la voie libre pour une révision du programme marxiste du parti. Une commission de révision du programme fut formée au mépris des règles de fonctionnement du parti : le comité du parti qui avait décidé de nommer la commission le faisait sans mandat du congrès, seule instance suprême à même de décider une révision du programme. La Commission, sous l'influence des révisionnistes, ne proposait rien moins que de modifier les conditions d'adhésion marxistes au parti : si le parti se basait sur le système de Marx, aucune acceptation de ses soubassements philosophiques matérialistes n'était nécessaire pour adhérer. La porte était ainsi ouverte à des éléments religieux, et même bourgeois, non marxistes.

Le congrès de Haarlem (1<sup>er</sup> et 2 avril 1907) ne fit que confirmer le triomphe du révisionnisme. Les quelques marxistes entrés dans la commission ne purent guère faire entendre leur voix. Il en sortit une déclaration du congrès situant le parti au centre, entre le marxisme et le révisionnisme :

Le programme ne peut être ni marxiste orthodoxe ni révisionniste ni un compromis entre les deux orientations<sup>77</sup>.

Quant au marxisme représenté par Gorter, Pannekoek, Henriëtte Roland-Holst, il ne pouvait être qu'une «*opinion privée*»<sup>78</sup>.

La défaite du marxisme était telle que ni Pannekoek ni Van der Goes ne purent diffuser leurs propres brochures pendant ce congrès : *Théorie et principes du mouvement ouvrier* et *Une mauvaise direction du parti* <sup>79</sup>. Une résolution du congrès adoptée à l'unanimité, ne fit que durcir celle du congrès d'Utrecht l'exercice du droit de critique était suspendu au respect de «l'unité du parti». La démocratie dans le parti était ouvertement foulée au pied avec l'accord de la grande majorité de ses membres qui souhaitait que cessent ce qu'elle considérait être de «*simples querelles personnelles*».

---

<sup>75</sup> Gorter, Pannekoek et Van Ravesteyn 1909, p. 15.

<sup>76</sup> Gorter, Pannekoek et Van Ravesteyn 1909, p. 16.

<sup>77</sup> Gorter, Pannekoek et Van Ravesteyn 1909, p. 20.

<sup>78</sup> Ibid.

<sup>79</sup> Pannekoek 1906; Van der Goes 1907.

Pour les marxistes, très minoritaires, le choix était entre la capitulation et le combat : ils choisirent le combat pour sauver l'ancienne orientation marxiste du parti. Pour cela, ils fondèrent leur propre revue : *De Tribune* («La Tribune»), qui allait donner son nom à ses partisans.

Plus tard, dans les années trente, Wijnkoop, devenu chef stalinien, prétendit (*De Tribune*, 19 octobre 1932) que ce fut à l'instigation de Lénine, au congrès international de Stuttgart qu'avait été prise la décision de fonder *De Tribune*. Il s'agit d'une «légende dorée» forgée a posteriori pour montrer une filiation du tribunisme au «léninisme», doctrine tricotée après 1925 par Zinoviev et Staline.

### 9. La naissance du mouvement tribuniste

C'est en octobre 1907 que les radicaux marxistes commencèrent à publier leur propre «hebdomadaire social-démocrate». À la tête de *De Tribune* on trouvait les futurs chefs de l'organisation «tribuniste» : Wijnkoop, Ceton et Van Ravesteyn, qui disposaient du soutien inconditionnel du 3<sup>e</sup> rayon d'Amsterdam, le plus révolutionnaire du parti, de la section de Leiden (Pannekoek) et de la section de Bussum (Gorter). Tous étaient animés par l'espérance d'une future révolution; la période était plus favorable que jamais historiquement avec le début d'une crise économique, qu'ils n'analysaient pas néanmoins comme les prodromes de la crise générale du capitalisme.

L'orientation était déjà antiparlementaire; il s'agissait de rattacher la lutte des ouvriers à la lutte internationale en les libérant des illusions parlementaire et nationale. Le but était en effet de :

- 1° démasquer la signification réelle des manœuvres trompeuses de la démocratie bourgeoise en matière de droit de vote et de transformations sociales; et
- 2° donner une idée aux ouvriers de la signification des relations internationales et de la lutte de classe à l'étranger<sup>80</sup>.

Il est remarquable de constater que cette ligne politique préfigurait idéologiquement celle du courant d'Amadeo Bordiga, par la proclamation de la lutte politique et théorique contre la démocratie bourgeoise et l'affirmation de l'internationalisme<sup>81</sup>. La différence essentielle, liée à l'époque, tenait cependant dans le fait que le combat organisé du marxisme contre le révisionnisme était conçu autour d'une revue théorique et sous la forme d'une opposition. C'est beaucoup plus tard dans le mouvement ouvrier que s'imposa peu à peu la nécessité de former une fraction organisée et non une opposition dans le parti.

Il est certain que les «tribunistes» ne pouvaient guère avoir une activité organisée en dehors des sections – comme celle d'Amsterdam – où ils étaient majoritaires. Chassés par les révisionnistes des organes centraux, ils concevaient leur lutte essentiellement sous l'aspect théorique. Les apports

---

<sup>80</sup> Gorter 1909, p. 122.

<sup>81</sup> Bourrinet 1980.

théoriques du courant marxiste tribuniste de 1907 à 1909 ont été d'ailleurs extrêmement importants et décisifs, dans la constitution d'une gauche communiste internationale.

Mais le combat politique – avec la publication de *De Tribune* qui était un brûlot contre le révisionnisme allait vite se durcir au point de poser rapidement la question de la scission. Une chasse aux sorcières «tribunistes» était enclenchée. À Rotterdam, les chefs révisionnistes firent destituer la rédaction marxiste de l'organe local, juste après le congrès d'Arnhem (19-21 avril 1908) qui avait rejeté la proposition de Troelstra d'interdire *De Tribune*. Par la suite, c'est le même processus d'interdiction des autres organes locaux d'inspiration marxiste qui se généralisa<sup>82</sup>. La crise du parti était ouverte; elle allait se précipiter avec les interventions publiques de Troelstra contre les positions marxistes en plein parlement, face aux partis politiques bourgeois.

### 9.1 La question de la période et de la crise

Le choc frontal avec les «tribunistes» se produisit à l'automne 1908 à l'occasion d'une prise de position de Troelstra au parlement. Celui-ci niait publiquement la nécessité pour les ouvriers d'appréhender le devenir du capitalisme de façon théorique, dans le cadre du marxisme; il soutenait qu'il n'y avait «pas de besoin de théorie logique abstraite»<sup>83</sup> dans la lutte de classe. Finalement sans la nécessité d'une révolution, et donc de façon pacifique et automatique — «*le capitalisme (conduirait) de lui-même au socialisme*»<sup>84</sup>. Autant dire que le socialisme n'était plus déterminé par l'existence des conditions objectives de la crise et la maturation de la conscience du prolétariat; il devenait une simple croyance religieuse. À ces affirmations, *De Tribune* réagit très violemment et de façon mordante contre la personne de Troelstra, symbole du révisionnisme dans le parti :

Un politicien pratique de la social-démocratie doit aussi comprendre la théorie; il doit la connaître et pouvoir la défendre. C'est peut-être pour un 'bourgeois' une lourde tâche, mais la classe ouvrière ne s'accorde pas moins avec son chef. Ce savoir, cette science socialiste est certes souvent plus facile à atteindre chez un ouvrier que pour un homme qui est issu de la bourgeoisie. L'ouvrier peut savoir immédiatement à partir de sa propre vie ce que le socialiste issu de la bourgeoisie doit auparavant apprendre de la théorie; par exemple, ce qui pour Troelstra n'est pas encore certain : que le fossé économique entre les deux classes devient toujours plus profond... Si la possibilité existe que le fossé entre les classes ne devienne pas plus profond, alors notre socialisme sombre dans une croyance; la certitude devient une attente. Avec la croyance et l'espoir les ouvriers sont suffisamment floués. Pour cela ils n'ont pas besoin de socialisme. L'Église aussi leur apporte la croyance que cela ira mieux dans l'au-delà et les braves libéraux et démocrates espèrent que cela ira mieux bientôt<sup>85</sup>.

Mais le plus important dans la dénonciation du révisionnisme par les tribunistes était l'affirmation théorique de la marche du capitalisme vers une

---

<sup>82</sup> Cf. chapitre "De Tribune in de SDAP" in Van Ravesteyn 1948.

<sup>83</sup> Gorter, Pannekoek et Van Ravesteyn 1909, p. 28.

<sup>84</sup> Ibid.

<sup>85</sup> Ibid.

crise mondiale. En cela, la Gauche hollandaise rejoignait la position de Rosa Luxemburg qu'elle devait exposer en 1913 dans *L'Accumulation du capital* :

La prétendue 'prophétie' de Marx est aussi pleinement réalisée dans le sens que les périodes de développement capitaliste moderne deviennent toujours plus courtes, que en général les 'crises' comme force transitoire d'une production forte à une production faible doivent toujours encore persister et que avec le développement du capitalisme elles s'élargissent, deviennent plus longues, les maux limités localement devenant toujours plus des calamités mondiales<sup>86</sup>.

Ces attaques portées contre les théories révisionnistes de Troelstra furent considérées par une majorité du SDAP comme de simples attaques personnelles. Fait extrêmement grave dans l'histoire du mouvement ouvrier, en contradiction avec la liberté de critique dans un parti ouvrier, les révisionnistes interdirent le colportage de *De Tribune* lors d'une réunion publique où parlait Troelstra. C'était le début du processus d'exclusion des positions marxistes, processus qui allait brutalement s'accélérer à la veille de l'année 1909.

### 9.2 Gorter attaque Troelstra sur la question de la «morale prolétarienne» (décembre 1908)

*De Tribune* avait sorti en feuilleton au cours de l'année 1908 l'une des contributions majeures de Gorter à la vulgarisation du marxisme : *Le matérialisme historique expliqué aux ouvriers*. Prenant à titre d'exemple la grève de 1903, Gorter montrait que la lutte de classe faisait surgir une authentique morale de classe qui entraînait en contradiction avec la «morale générale» commune défendue par les tenants de l'ordre existant. La conception matérialiste, défendue par Gorter, qui sapait les fondements de toute morale religieuse, fut violemment attaquée au Parlement par le député calviniste De Savornin Lohman les 19 et 20 novembre 1908. Celui-ci, en défendant l'unité de la nation, accusa la social-démocratie de vouloir susciter la guerre entre les classes et d'intoxiquer ainsi la classe ouvrière avec le marxisme.

Au lieu de faire bloc avec Gorter face aux attaques du député conservateur, Troelstra se lança dans une diatribe contre Gorter, qu'il présenta comme non représentatif du parti et une simple caricature du marxisme. Pour lui, la morale n'était pas déterminée par les rapports sociaux; elle était valable autant pour les prolétaires que pour les bourgeois. Il s'appuyait sur les concepts ambigus qu'avait utilisés Marx dans les statuts de l'AIT : ceux de «droits», de «devoirs» et de «justice»<sup>87</sup>. Mais Troelstra, en confondant à dessein les valeurs communes à l'espèce humaine et la morale officielle qu'il présentait comme universelle transformait la morale de la lutte ouvrière – guidée par des intérêts communs et une action tendue vers la victoire – en

<sup>86</sup> R. Luxemburg 1969 [1913]. La critique de Pannekoek – «Theoretisches zur Ursache der Krisen» - a été publiée dans *Die Neue Zeit*, vol. 31 (1912-1913), p. 780-792.

<sup>87</sup> Dans une lettre du 29 novembre 1864 à Lion Philips, Marx était très explicite sur la raison de ces figures de style héritées d'une période révolue : «Par politesse pour les Français et les Italiens qui emploient toujours de grandes phrases, j'ai dû accueillir dans le Préambule des Statuts, mais non dans l'Adresse, quelques figures de style inutiles». [Cité par Dangeville 1973].

une monstruosité. Le matérialisme de Gorter serait un pur appel au meurtre et aboutirait à un état de barbarie. Selon lui, Gorter, par exemple, serait contre le fait qu'un ouvrier «sauve un fils de capitaliste en train de se noyer»<sup>88</sup>. La démagogie de Troelstra dans l'argumentation était dans ce cas identique à celle de De Savornin Lohman, à laquelle il se rangeait.

Gorter répliqua fougueusement, selon son habitude, aussi bien à De Savornin Lohman qu'à Troelstra, par une brochure vite écrite et publiée : *Morale de classe. Une réponse à MM. De Savornin Lohman et P.J. Troelstra, membres de la Seconde Chambre* <sup>89</sup>. Il concentra la pointe la plus acérée de sa plume sur la personne de Troelstra qui

en réalité, au plus profond de ses dires, a choisi le camp de la bourgeoisie<sup>90</sup>.

Il montrait d'autre part que Troelstra trahissait la pensée profonde de Marx en utilisant les termes ambigus des Statuts de l'A.I.T. D'autre part, Gorter répliquait vigoureusement à l'accusation que la morale du prolétariat visait à s'attaquer aux individus capitalistes, au mépris de tout sentiment d'humanité. La morale du prolétariat était essentiellement une morale de combat qui visait à la défense de ses intérêts contre la classe bourgeoise, comme catégorie économique, et non comme somme d'individus. Elle était une morale visant à s'abolir dans la société sans classes, pour laisser la place à une véritable morale, celle de l'humanité tout entière émancipée de la société de classes.

Suite à cette polémique, la scission devint inévitable. Elle était souhaitée par Troelstra, qui tenait à éliminer du parti toute tendance critique marxiste. Dans une lettre à Vliegen du 3 décembre 1908, le chef révisionniste ne dissimulait pas ses plans :

Le schisme est déjà là; la seule ressource ne peut-être que la scission<sup>91</sup>.

#### 10. *La scission du Congrès extraordinaire de Deventer (13-14 février 1909)*

Pour éliminer les tribunistes et leur revue, les chefs révisionnistes proposèrent un référendum pour examiner la question de la suppression de la revue *De Tribune* lors d'un congrès extraordinaire. Le comité du parti était hésitant et même contre de telles mesures extraordinaires. Troelstra passa par dessus le comité et par référendum obtint des 2/3 du parti la convocation du congrès. Il se manifestait ainsi que la très grande majorité du SDAP était gangrenée par le révisionnisme; elle était même à la base plus révisionniste que le «sommet», que ses organes directeurs.

---

<sup>88</sup> L'assertion de Troelstra est citée dans la brochure polémique de Gorter 1908 : *Klassemoraal. Een Antwoord aan Jhr. De Savornin Lohman en Mr P.J. Troelstra, leden der Tweede Kamer*. [Pour la biographie de Messire (*jonkheer*) De Savornin Lohman, politicien calviniste, fondateur de la *Christelijk Historische Unie* (CHU), voir Suttorp 1948].

<sup>89</sup> La brochure synthétise des articles publiés dans *De Tribune* du 5 décembre 1908.

<sup>90</sup> Gorter 1908, p. 11.

<sup>91</sup> Hagen 2010.

D'autre part, les éléments marxistes issus du *De Nieuwe Tijd* et collaborateurs de *De Tribune* capitulèrent devant Troelstra. Au cours d'une conférence tenue le 31 janvier, sans même que soient invités les principaux rédacteurs tribunistes, Henriëtte Roland Holst et Wibaut<sup>92</sup> se déclarèrent prêts à quitter la rédaction de la revue pour diriger un futur supplément hebdomadaire (*Het Weekblad*) de *Het Volk* – le quotidien du SDAP débarrassé de toute critique marxiste contre le révisionnisme. Au lieu de se solidariser avec leurs camarades de combat, ils firent un serment d'allégeance à Troelstra en se déclarant prêts pour «*un travail commun de loyale camaraderie de parti*»<sup>93</sup>. Ceux-ci se proclamèrent «marxistes de paix», essayant de se réfugier dans une attitude centriste de conciliation entre la droite et la gauche marxiste. Les tribunistes ne manquèrent pas de reprocher à Roland-Holst sa capitulation : son attitude ne faisait que rendre plus certaine la scission souhaitée par les révisionnistes.

Il est vrai que de leur côté, la minorité marxiste était loin d'être homogène pour mener le combat à l'intérieur du SDAP. Wijnkoop, Van Ravesteyn et Ceton, qui constituaient la véritable tête organisationnelle de la minorité, s'étaient déjà résolus à la scission avant le congrès, pour maintenir en vie *De Tribune*. Par contre, Gorter – qui n'était pas formellement dans la rédaction – restait beaucoup plus réservé. Il se méfiait de la fougue de cette triade et ne voulait en aucun cas précipiter la scission. Il souhaitait que Wijnkoop se modère et que les tribunistes restent dans le parti, au prix même de l'acceptation de la suppression de *De Tribune* en cas d'échec au congrès de Deventer. Dans une lettre envoyée à Kautsky le 16 février, deux jours après la fin du congrès, Gorter résumait sa position :

J'ai continuellement dit – en opposition à la rédaction de *De Tribune* – : nous devons tout faire pour attirer les autres vers nous, mais si cela échoue – après que nous nous soyons battus jusqu'au bout et que tous nos efforts aient échoué –, alors nous devons céder<sup>94</sup>.

Lors du Congrès extraordinaire de Deventer (13 et 14 février), les tribunistes se battirent pendant deux jours avec acharnement et dans des conditions extrêmement difficiles<sup>95</sup>. Souvent interrompus par Troelstra qui usait systématiquement d'une démagogie ouvriériste en criant haro contre les intellectuels – ironisant sur les «professeurs» de *De Tribune* –, affrontant le plus souvent les rires d'incompréhension de la majorité du congrès, ils restèrent offensifs. Ils se battirent pour maintenir l'essence révolutionnaire du parti, «le sel du parti», selon la formule lancée par Gorter. Sans la liberté de critique marxiste contre l'opportunisme, liberté exercée dans les grands partis – comme le parti allemand –, on supprimerait la possibilité «*d'éveiller la conscience révolutionnaire*»<sup>96</sup>. Plus qu'aucun autre, Gorter sut exprimer lors du congrès la conviction révolutionnaire des tribunistes; une période

---

<sup>92</sup> «De ideologische en organisatorische aspecten van het Tribune-conflict 1907-1909», *Cahiers over de geschiedenis der CPN*, n° 7, sept. 1982.

<sup>93</sup> «Het Deventer Congress», *Vrij Nederland*, 18 février 1984, p. 14-15.

<sup>94</sup> Archives Karl Kautsky, IISG d'Amsterdam (D XI 241). La lettre de Gorter est citée par De Liagre Böhl 1973, p. 45.

<sup>95</sup> SDAP 1909.

<sup>96</sup> *Vrij Nederland*, op. cit., p. 19-23.



décisive de guerre menaçante et de révolution future en Allemagne s'ouvrait, qui entraînerait la Hollande dans la tourmente :

Internationalement, la période (actuelle) revêt une grande importance. La guerre internationale menace. Alors le prolétariat allemand passera à l'insurrection. Alors la Hollande devra choisir sa 'couleur'. Alors le parti devra se réjouir qu'il y ait eu des hommes qui mettaient au premier plan l'aspect révolutionnaire de notre combat<sup>97</sup>.

Conscient finalement du naufrage du SDAP, Gorter concluait à la fin du congrès par un vibrant appel au regroupement des marxistes autour de «De Tribune» :

Venez-vous joindre à nous autour de *De Tribune* ! Ne laissez pas le navire couler !

Cet appel n'était cependant pas une invitation à la scission et à l'édification d'un nouveau parti. Gorter était conscient de la nécessité de rester dans le parti, faute de quoi les tribunistes perdraient toute possibilité de se développer :

Notre force dans le parti peut grandir, mais notre force en dehors du parti ne pourra jamais s'accroître<sup>98</sup>.

Mais ce combat pour rester à l'intérieur du parti échoua. De vieux adversaires du révisionnisme, comme Van der Goes, tout en refusant l'exclusion des tribunistes se prononcèrent pour l'interdiction de *De Tribune*. Les «marxistes de paix», devenus «centristes», lâchaient les révolutionnaires. La scission devenait inévitable au nom de «l'unité du parti».

Le congrès décida de façon écrasante – par 209 mandats contre 88 et 15 blancs – la suppression de *De Tribune*, remplacé par un hebdomadaire dirigé principalement par Henriëtte Roland-Holst. Mais, surtout, il excluait du parti les trois principaux rédacteurs tribunistes : Wijnkoop, Van Ravesteyn et Ceton. Dans l'esprit des révisionnistes, il s'agissait de décapiter la tête organisationnelle, de séparer les «chefs» de la masse des sympathisants tribunistes dans le parti.

Cette manœuvre, néanmoins, échoua. Après le choc de l'exclusion des porte-parole du tribunisme, dans les sections les militants se ressaisirent et se solidariserent avec les trois rédacteurs. Rapidement, ce qui était jusque là une tendance informelle se transforma en groupe organisé. Aussitôt après le congrès – preuve que les tribunistes avaient envisagé cette possibilité avant la scission – une commission permanente d'organisation fut formée pour regrouper la tendance tribuniste. Des membres du groupe *De Nieuwe Tijd*, dont Gorter et Mendels, finirent par rejoindre la commission<sup>99</sup>. Gorter, après six semaines d'hésitations et de doutes, finit par se résoudre à s'engager dans un travail avec les exclus. Il mettait en garde, cependant, contre la

---

<sup>97</sup> SDAP 1919, p. 20.

<sup>98</sup> *Vrij Nederland*, op. cit., p. 22.

<sup>99</sup> Maurits Mendels, dit *Ictus*, journaliste, avocat à Amsterdam, retourna au SDAP peu de temps après. Cf. Buiting 1989. Les autres militants comme Van der Goes et H. Roland Holst restèrent dans le SDAP.

fondation d'un second parti qui serait purement volontariste.

C'est en fait la publication le 13 mars par le SDAP du référendum dans le parti, pour approuver les décisions de Deventer, qui poussa les exclus à former un second parti. Par 3.712 voix contre 1.340, le SDAP avalisait l'exclusion du parti de toute la rédaction de *De Tribune* <sup>100</sup>.

Or, entre-temps, avant que l'annonce d'exclusion définitive ne fût connue, Gorter et Wijnkoop se rendirent à Bruxelles le 10 mars. Trois membres du Bureau socialiste international – Camille Huysmans, Émile Vandervelde et Édouard Anseele, tous situés soit au centre soit à droite<sup>101</sup> – dont le siège était dans la capitale belge, les attendaient pour résoudre la question hollandaise. Contrairement à leurs craintes, Gorter et Wijnkoop trouvèrent une grande compréhension dans le BSI, lequel s'indigna de l'exclusion décidée à Deventer, et tenta d'obtenir la réintégration des exclus comme la libre expression du marxisme dans le SDAP. Pour jouer les médiateurs, Huysmans, le secrétaire en titre du BSI, se rendit en Hollande le 15 mars pour obtenir des instances du SDAP les décisions suivantes :

- 1° L'annulation de la décision d'exclusion de Deventer;
- 2° L'acceptation d'un des rédacteurs exclus dans le nouvel hebdomadaire dirigé par Henriëtte Roland Holst;
- 3° La reconnaissance du droit d'expression pour la minorité marxiste.

Sur tous ces points, les instances dirigeantes du SDAP semblèrent ébranlées par les propositions de Huysmans. Mais, la veille, le 14 mars, s'était tenu à Amsterdam le congrès de fondation du parti tribuniste qui prit le nom de SDP (Parti social-démocrate). Sa fondation avait donc été décidée par ses membres sans même attendre les résultats des négociations du BSI avec le SDAP. Ce dernier, pourtant au courant des discussions menées depuis le 10 mars, avait fait avaliser l'exclusion le 13 mars.

C'est donc dans une situation d'extrême confusion que naquit le SDP. Il s'agissait d'un petit parti de 419 membres divisé en 9 sections. Son programme était celui de l'ancien parti d'avant 1906, avant les modifications révisionnistes.

Wijnkoop était nommé par le congrès président du parti, en raison de ses capacités d'organisateur. Gorter devenait membre de la direction du SDP. Mais son poids organisationnel était trop faible pour contrecarrer la politique personnelle, voire ambitieuse, de Wijnkoop, prêt à sacrifier toute possibilité d'unité sur l'autel de son groupe. Une telle politique n'était pas sans arranger la majorité révisionniste du SDAP qui souhaitait la scission définitive d'avec le courant marxiste.

Pour toutes ces raisons, les tentatives faites par le BSI pour mettre fin à la scission échouèrent. Un congrès extraordinaire convoqué d'urgence pour le 21

---

<sup>100</sup> De Liagre Böhl 1973, p. 49.

<sup>101</sup> Tous, en août 1914, se joignirent à l'Union sacrée contre l'Allemagne.

mars, une semaine après celui de sa fondation, rejeta majoritairement les propositions faites par Huysmans de retourner dans le SDAP. Gorter était, avec quelques-uns qui appartenaient à la vieille garde du SDAP, pour. Il jugeait particulièrement irresponsable l'attitude de Wijnkoop dont il dénonçait en privé «*l'opiniâtreté sans limites*»<sup>102</sup>. Il était à ce point démoralisé qu'il songea même un moment démissionner du SDP. Le rejet par le BSI et le SDAP des conditions de réintégration des militants tribunistes le décida cependant à s'engager à fond dans l'activité du nouveau parti.

En effet, le congrès du 21 mars, en dépit de l'attitude peu claire de Wijnkoop, avait laissé la porte ouverte à une réintégration dans l'ancien parti. Une résolution du congrès montrait le souhait de la majorité de maintenir aux Pays-Bas un seul parti; pour cela le congrès posait des conditions qui permettraient aux tribunistes de continuer leur travail de critique et d'activité marxistes dans le SDAP, si elles étaient acceptées:

(Le congrès) souhaite que pour la Hollande il n'y ait qu'un seul parti social-démocrate et charge le comité du Parti, dans l'intérêt de l'unité, de lui donner pleins pouvoirs pour dissoudre le SDP, dès que :

– le SDAP, par référendum, aura levé l'exclusion des trois rédacteurs;

– le SDAP reconnaît dans une résolution clairement formulée la liberté de tous ses membres ou de tout groupe de membres, ouvertement, sous toute forme, écrite et orale, de proclamer les principes consignés dans le programme et d'exercer leur critique<sup>103</sup>.

Le rejet de ces conditions, qui apparurent comme un ultimatum, pour le BSI et le SDAP créait une situation nouvelle dans l'Internationale. Il y avait dans un pays comme les Pays-Bas deux partis socialistes se réclamant tous deux de la II<sup>e</sup> Internationale. Cette situation était exceptionnelle. Il y avait certes le cas russe, où le Parti socialiste-révolutionnaire, le Bund juif et le POSDR (Parti ouvrier social-démocrate de Russie) faisaient partie de la II<sup>e</sup> Internationale. Mais dans le POSDR lui-même, après la scission de 1903, les fractions menchevik et bolchevik, et les hors-fractions, restaient membres du parti. Cela dura du moins jusqu'à la scission de Prague (1912). Il était cependant très clair pour les militants marxistes du SDP que leur parti était un parti de l'internationale. La scission était une scission locale non une scission d'avec l'Internationale. Il était évident pour eux que la II<sup>e</sup> Internationale restait un corps vivant et qu'elle n'avait nullement fait faillite. La faillite du SDAP de Troelstra n'était nullement celle de l'Internationale. Pour le SDP, le modèle de parti restait encore, comme pour les bolcheviks, la social-démocratie allemande, avec laquelle il avait des liens étroits. Gorter, comme membre de la direction du SDP, restait en correspondance régulière

---

<sup>102</sup> Lettre de Louise Gorter à Pannekoek du 23 mars 1909, citée par De Liagre Böhl 1973. Bien que suivant de loin la situation, à Berlin où il enseignait à la *Parteischule* du SPD depuis 1906, Pannekoek partageait entièrement le point de vue de Gorter. Il était contre toute scission précipitée, de façon à gagner «une très grande partie de l'ancien parti». Dans une lettre à Wijnkoop, il conseillait de former un groupe marxiste compact et «d'accepter même la suppression de *Tribune*». Bien que se situant totalement au côté du nouveau parti, Pannekoek était très critique sur la politique de Wijnkoop et Van Ravesteyn. Dans ses souvenirs écrits en 1944, il estimait que les deux chefs tribunistes n'avaient en tête que la constitution de «leur propre parti» [*Herinneringen* 1982, p. 143-145].

<sup>103</sup> Résolution du Congrès, citée par Gorter, Pannekoek et Van Ravesteyn 1909, p. 44-45.

avec Kautsky, du moins jusqu'en 1911, date de la rupture de la Gauche avec le Centre kautskyste. Pannekoek, qui s'était installé en Allemagne depuis 1906 et était depuis la scission militant du SDP, s'inscrivit à la section de Brême du SPD, après avoir enseigné dans l'École du Parti à Berlin.

Pour être reconnu section de l'Internationale, le SDP entreprit promptement des démarches auprès du Bureau socialiste international (BSI). Gorter et Wijnkoop furent mandatés pour exposer au BSI les motifs de la scission en s'appuyant sur les rapports spécialement rédigés à l'adresse de l'Internationale<sup>104</sup>. La validation du nouveau parti comme section à part entière fut en fait l'objet d'un conflit entre une gauche représentée par Paul Singer (SPD) et Édouard Vaillant et une droite, dont l'Autrichien Victor Adler était le porte-parole. C'est à une faible majorité que l'acceptation du SDP dans l'Internationale fut rejetée : la résolution Adler recueillait 16 voix, contre l'acceptation; celle de Singer 11 voix pour<sup>105</sup>. Ainsi, le 7 novembre 1909, par ce vote, le SDP était de fait exclu de mouvement ouvrier international, par une majorité du BSI qui prenait fait et cause pour le révisionnisme.

Le SDP trouva néanmoins un appui inconditionnel dans la gauche bolchevik. Lénine – qui avait pris contact avec Gorter avant le BSI – condamna avec indignation la décision du Bureau socialiste international de Bruxelles. Pour lui, il ne faisait aucun doute que les révisionnistes étaient responsables de la scission :

(Le BSI) adopta une position formaliste et, prenant nettement parti pour les opportunistes, rendit les marxistes responsables de la scission<sup>106</sup>.

Lénine approuvait sans réserves les tribunistes qui n'avaient pas accepté la suspension de *De Tribune*. Comme les tribunistes, il condamnait le centrisme de Henriëtte Roland-Holst «*qui fit malheureusement preuve d'un désolant esprit de conciliation*». Comme à son habitude, Lénine condamnait la moindre concession à l'«opportunisme», dont – selon lui – Kautsky, Trotsky et H. Roland Holst étaient la parfaite incarnation :

Madame Roland Holst est à mon avis un Kautsky hollandais ou un Trotsky hollandais... décidément pas d'accord avec les opportunistes mais d'accord en pratique sur toutes les choses importantes<sup>107</sup>.

Ainsi débutait entre le SDP et les bolcheviks une communauté d'action qui allait devenir de plus en plus étroite. En partie grâce à la Gauche russe, le SDP finit par être accepté en 1910 comme section de plein droit de l'Internationale. Disposant de 1 mandat contre 7 au SDAP, il put participer aux travaux des congrès internationaux, à Copenhague en 1910 et à Bâle en

---

<sup>104</sup> Depuis le Congrès international d'Amsterdam (1904), il ne pouvait y avoir qu'une seule section par pays rattachée à la II<sup>e</sup> Internationale. Pour l'admission du SDP, les tribunistes rédigèrent en français la brochure *Rapport du P.S.D. en Hollande au B.S.I.* (cf. Wijnkoop et Mensing 1985). Maria Mensing (1854-1933) était la secrétaire du *Bond van Sociaal-Democratische Vrouwenclubs* (Ligue des clubs féminins social-démocrates).

<sup>105</sup> *Bulletin périodique* n° 2, mars 1910, p. 39-42. Ce Bulletin du BSI donne un compte rendu intégral des interventions durant la session du Bureau en date du 7 novembre 1909 [Haupt et Winock (éd.) 1979-1985].

<sup>106</sup> Lénine 1963.

<sup>107</sup> Lénine 1963 [*Briefe*, Band IV, p. 101-110].

1912<sup>108</sup>.

Ainsi, malgré les manœuvres des révisionnistes, le SDP s'intégrait dans le mouvement ouvrier international. Mais la scission avait affaibli le camp marxiste en Hollande. La majorité du tribunisme n'avait pas su lutter jusqu'au bout dans le SDAP, soit pour le reconquérir, soit pour amener à elle au moins une majorité d'ouvriers. En rompant de façon précipitée, les chefs tribunistes n'amenèrent pas dans leur rang des éléments comme Henk Sneevliet, Henriëtte Roland Holst et Frank van der Goes, qui restaient marxistes, mais dans une position d'attente. Mais le petit parti tribuniste constituait incontestablement un pôle de clarté et de regroupement des meilleurs éléments révolutionnaires.

### 11. *L'activité du SDP en Hollande jusqu'à l'éclatement de la guerre*

Jusqu'à la première guerre mondiale, le SDP connut une «traversée du désert». Il resta un petit parti, sans grande influence sur le prolétariat néerlandais : quelques centaines de militants contre plusieurs milliers au SDAP de Troelstra. Sa croissance numérique fut très lente et limitée, en dépit de son esprit militant : au moment de la scission, le SDP comptait 408 militants; en 1914, 525<sup>109</sup>. En pourcentage, le parti avait perdu des militantes : le SDP comptait 38 % de femmes en 1912, 28 % en 1914, selon *De Tribune* du 13 mai 1914. Le nombre d'abonnés à *De Tribune* resta limité et fluctuant : 900 lors du congrès de Deventer; 1.400 en mai 1909 et 1.266 en 1914. À cause de sa faible audience, le SDP ne fut jamais un parti parlementaire – il le devint à la fin de la guerre; sa participation aux élections fut toujours une débâcle. Lors des élections de juin 1909, il obtint 1,5 % des voix par district. Même Gorter, qui était réputé être le meilleur orateur du parti, le seul capable de susciter l'enthousiasme des ouvriers<sup>110</sup>, connut un échec retentissant : poussé à être candidat aux élections de 1913, à Amsterdam et dans la ville industrielle d'Enschede, il obtint 196 voix pour le SDP contre 5.325 pour le SDAP dans cette dernière ville.

Une remarque doit être faite. Ces faibles résultats électoraux ne marquaient pas l'absence d'audience idéologique dans le prolétariat, mais seulement une orientation différente et intransigeante. Même s'il participait aux élections, le terrain du SDP n'était pas l'électoratisme, terrain où s'était enlisé le SDAP de Troelstra.

Réduit à une petite cohorte, le SDP – par suite des mauvaises conditions dans lesquelles s'était accomplie la scission de Deventer – ne put rallier

---

<sup>108</sup> *De Tribune*, 10 septembre 1910. Wijnkoop et Van Ravesteyn (remplaçant de Gorter, malade) furent délégués du SDP au Congrès de Copenhague de 1910.

<sup>109</sup> Chiffres donnés par De Liagre Böhl 1973, p. 58.

<sup>110</sup> D'après H. Roland Holst 1902, p. 93. Gorter était le seul capable «de toucher le cœur des ouvriers et d'y éveiller un véritable enthousiasme». Mais de par son éducation bourgeoise – mais aussi à une époque où les «chefs» des partis ouvriers étaient bien souvent éloignés de la «base» – Gorter maintenait une distance avec les ouvriers réels. Une anecdote le prouve : invité à faire une tournée de propagande dans la ville textile d'Enschede, Gorter, à la descente du train, alla tranquillement boire son café dans un établissement renommé, en laissant attendre dehors l'ouvrier Van het Reve, qui l'accompagnait. Ce dernier devint par la suite, après 1920, un important dirigeant du CPH [Anecdote rapportée par Van het Reve 1982, p. 62].

l'organisation des jeunesses, qui traditionnellement se tenait à la pointe de la lutte contre le capitalisme et la guerre, de façon active et radicale. L'organisation de jeunesse, avec la revue *De Zaaier* («Le Semeur»), qui avait été créée en 1901, voulut rester autonome : ses sections étaient libres de se rattacher à l'un ou à l'autre des deux partis<sup>111</sup>. Lorsque, en 1911, le SDAP créa sa propre organisation de jeunesse, essentiellement pour contrer l'activité antimilitariste du groupe «*De Zaaier*», celui-ci éclata. Les quelques militants restant (100 environ) refusèrent néanmoins de suivre le SDP, malgré l'orientation commune.

Le risque était grand, malgré la solidité théorique du parti, que le SDP s'enfonçât dans le sectarisme. Les attaches du parti avec le prolétariat d'industrie étaient distendues depuis la scission. Moins de la moitié des militants travaillaient dans les usines ou les ateliers; une grosse partie était composée d'employés et d'instituteurs. Le sommet du parti – du moins jusqu'en 1911<sup>112</sup> – était composé d'intellectuels, solides théoriciens<sup>113</sup>, mais – sauf Gorter – souvent sectaires et doctrinaires.

La lutte contre le sectarisme au sein du SDP se posa dès le départ. En mai 1909, Gerrit Mannoury – un mathématicien connu, dirigeant du parti déclara que le SDP était le seul et unique parti socialiste, le SDAP étant devenu un parti bourgeois. Gorter, d'abord minoritaire, se battit avec acharnement contre cette définition sommaire; il montra que – bien que le révisionnisme menât à l'intégration au camp bourgeois – le SDAP était avant tout un parti opportuniste au sein du camp prolétarien. Cette position avait des implications directes au niveau des activités d'agitation et de propagande. Il était possible de se battre avec le SDAP chaque fois que celui-ci défendait un point de vue de classe, mais sans la moindre concession théorique.

«*Secte ou parti ?*», telle était la question que Gorter posa très clairement devant l'ensemble du parti en novembre 1910, en montrant qu'une petite phalange compacte n'était pas moins soumise au danger de désagrégation qu'une immense armée opportuniste<sup>114</sup>.

Gorter posait en fait une question concrète de tactique et non de principe. Il s'agissait de savoir si le SDP s'associerait à une pétition lancée par le SDAP pour le suffrage universel. Le SDP, comme tous les partis socialistes de l'époque, se battait pour le suffrage universel. La question centrale était donc

---

<sup>111</sup> Ger Harmsen 1961.

<sup>112</sup> En 1911, entrèrent dans la direction du SDP des travailleurs, tel Barend Luteraan, qui joua un rôle actif dans le mouvement de jeunesse «*De Zaaier*» pendant la guerre, puis à la tête de l'opposition de gauche du CPH/CPN en 1919-1921.

<sup>113</sup> Willem van Ravesteyn était historien et bibliothécaire; Cornelis Ceton, professeur de biologie; Gerrit Mannoury un célèbre mathématicien et logicien; Johannis A.N. Knuttel (1878-1965), un membre de la Commission de philologie et littérature de la Société de littérature néerlandaise, un contributeur réputé du *Woordenboek der Nederlandse Taal* (Dictionnaire de langue néerlandaise).

<sup>114</sup> «*Sekte of Partij ?*», *De Tribune*, 19 nov. 1910. De façon lucide, Gorter soulignait que la petitesse d'une organisation n'était pas en soi une garantie et recelait tout autant de danger que l'organisation de masse opportuniste : «*Nos ennemis condamnent le petit groupe à l'impuissance par l'exclusion; et dans le petit groupe il existe la possibilité qu'il se referme sur lui-même. Ce danger menace la petite organisation, eût-elle les meilleurs principes du monde. Ce danger menace aussi constamment notre petit parti*».

l'analyse de classe du SDAP, mais aussi la lutte contre l'inaction sectaire lors des luttes politiques. Au départ, seule une petite minorité, menée par Gorter, soutint l'idée de la pétition et de l'agitation sur le suffrage universel. Il fallut tout le poids de Gorter pour qu'enfin une faible majorité se dessinât en faveur d'une activité commune avec le SDAP. Gorter montra le danger d'une tactique de non-participation, qui risquait de pousser le parti à un isolement total. Vis-à-vis du SDAP, qui n'était certes pas un vrai parti, mais «*un rassemblement, une masse attroupée pour une troupe de démagogues*», la tactique devait être celle du «frelon» l'aiguillonnant dans le bon sens. Cette attitude fut finalement celle du parti jusqu'à la guerre, moment où le SDAP franchit le Rubicon en votant les crédits de guerre.

L'évolution du SDAP confirmait d'ailleurs la validité du combat mené dès le début par les tribunistes contre le révisionnisme. Celui-ci, progressivement, était happé par l'idéologie et l'appareil d'État bourgeois. En 1913, le SDAP se prononça pour la mobilisation militaire en cas de guerre, et Troelstra proclamait ouvertement l'adhésion du révisionnisme au nationalisme et au militarisme : «*Nous devons accomplir notre devoir*», écrivait-il dans le quotidien du SDAP<sup>115</sup>.

Fort de ses succès électoraux en 1913, le SDAP qui avait obtenu 18 sièges, se déclarait prêt à prendre des portefeuilles ministériels dans le nouveau gouvernement libéral. La participation à un gouvernement bourgeois aurait signifié sa transformation en parti bourgeois intégré à l'appareil d'État. Il y eut cependant un faible et dernier «sursaut prolétarien» dans ce parti : lors de son congrès tenu à Zwolle, contre l'avis de Troelstra, une faible majorité se dégagea (375 voix contre 320) contre la participation ministérielle<sup>116</sup>. Il est vrai que l'agitation faite par le SDP – sous la forme d'une *Lettre ouverte* écrite par Gorter et adressée au congrès qui n'en eut même pas connaissance – contre la participation ne fut pas étrangère à ce dernier sursaut<sup>117</sup>.

L'activité du SDP ne se limita plus à critiquer le SDAP. Elle se déploya essentiellement dans la lutte de classe, dans les luttes économiques et dans l'action contre la guerre.

La reprise de la lutte de classe internationale au début des années 1910 favorisa l'activité du parti qui y puisa enthousiasme et confiance. Ses militants participèrent avec ceux du NAS aux luttes des maçons d'Amsterdam en 1909 et 1910, qui se défiaient du SDAP, jugé «parti d'État». En 1911, le parti formait avec le NAS un «Comité d'agitation contre la vie chère». Ainsi débutait une longue activité commune avec les syndicalistes-révolutionnaires, qui ne fut pas sans développer l'influence du SDP avant et pendant la guerre, au sein du prolétariat néerlandais. Cette activité commune eut pour conséquence de réduire progressivement le poids des éléments anarchistes au sein du petit syndicat et de développer une

---

<sup>115</sup> *Het Volk*, 19 mai 1913.

<sup>116</sup> De Wolff 1978, p. 121. Rosa Luxemburg, peu au fait des affaires hollandaises, donnait pourtant en exemple le SDAP pour son «intransigeance» dans l'Internationale face à la question des «portefeuilles ministériels».

<sup>117</sup> De Liagre Böhl 1973, p. 113.

réceptivité aux positions marxistes révolutionnaires.

Un événement majeur devait renforcer l'audience du SDP et du NAS dans le prolétariat néerlandais : la grève internationale des marins en 1911. Le 14 juin 1911, simultanément, les marins d'Angleterre Belgique et Pays-Bas – et plus tard ceux des USA – se mettaient en grève, avec le soutien de la Fédération internationale des ouvriers des transports, dont le siège était à Londres. Il s'agissait d'une des premières tentatives de grève générale dans un secteur international du prolétariat. Mais un grand nombre d'organisations nationales ne participa pas à cette grève, en dépit du succès rencontré dans certains pays, comme la Belgique et la Grande-Bretagne. Aux Pays-Bas, cette grève révéla la profonde division du mouvement ouvrier. Le syndicat NW, rattaché au SDAP, mena la grève de son côté à Rotterdam, sans se soucier de son extension aux autres ports et à d'autres secteurs, comme les dockers, prêts à entrer en grève, et les ouvriers des transports. Cette grève obtint un certain succès à Rotterdam. À Amsterdam, il n'en fut pas de même. Dans cette ville, le NAS, adhérent à la Fédération internationale des ouvriers des transports (ITF), mena une grève très combative, et obtint la solidarité active des dockers qui se mirent en grève. Mais, à l'appel des armateurs, le gouvernement fit occuper le port par la police, la gendarmerie et l'armée, au prix d'affrontements sanglants avec les grévistes. À ce moment, le NW décida de mettre fin à la grève; et le 9 août, les marins durent reprendre le travail, isolés et battus. Mais la cause de la défaite était surtout imputable à la politique du NW et du SDAP : ceux-ci refusèrent de donner le moindre soutien financier aux grévistes qui suivaient le NAS. Seule l'Union des cheminots et traminois (NV), adhérente au NVV et dirigée par Sneevliet, fit preuve de solidarité. Sneevliet et Henriëtte Roland Holst dénoncèrent alors la politique de Troelstra et du NW.

En 1912, Henriëtte Roland Holst et Sneevliet quittaient le SDAP. Mais à la différence de Sneevliet, qui rejoignait momentanément le SDP, Henriëtte Roland Holst se retirait de l'activité politique organisée. Cette dernière, qui avait condamné en juillet 1911 la « trahison » du SDAP, lors de la grève des marins et dockers, avait fait part à Sneevliet de son intention de quitter le SDAP, sans rejoindre le SDP. Sneevliet, présent à Berlin, rapporta la chose à Rosa Luxemburg. Henriëtte Roland Holst s'attira la réponse suivante de cette dernière. Elle résume la vision de la théoricienne marxiste sur le maintien « dans le mouvement », « à l'intérieur ou à l'extérieur », comme elle le souligne.

Pour Rosa Luxemburg, Henriëtte Roland Holst devait cesser de tergiverser comme elle l'avait fait en 1909 face à la scission et adhérer soit au SDAP soit au SDP, mais jamais quitter le mouvement ouvrier organisé :

J'étais et suis d'avis que vous devez vous regrouper *tous ensemble à l'intérieur ou à l'extérieur*; un éparpillement des marxistes (à ne pas confondre avec des divergences de vue) est fâcheux. Mais maintenant que tu veux sortir du parti, je devrais de toutes mes forces t'en empêcher. Tu ne veux m'a-t-on dit – pas adhérer au SDP. Que cela soit juste ou non, je ne peux porter un jugement. Mais assez ! Tu ne veux et ne peux adhérer au SDP. Mais alors ta sortie du SDAP signifierait ta sortie du mouvement social-démocrate ! Cela tu ne le peux; aucun de nous ne le peut ! Nous ne pouvons être à l'extérieur de l'organisation, sans contact avec les masses. *Le pire parti ouvrier vaut*



*mieux que pas de parti du tout.* Et les temps peuvent certes changer. Dans quelques années, une période tumultueuse en Hollande ou dans toute l'Europe peut balayer le fumier opportuniste. Mais on ne peut pas attendre cette période au dehors; on doit continuer le combat jusqu'à l'extrême, aussi stérile puisse-t-il paraître<sup>118</sup>.

Mais en affirmant péremptoirement que «**le pire parti ouvrier vaut mieux que pas de parti du tout**», Rosa Luxembourg – à la différence des tribunistes, des bolcheviks, des *tesniki* bulgares et des «*Linksradikale*» de Brême (voir *infra*), laissait augurer une politique de repli passif dans un cours montant de lutte de classe. C'est cette politique qui fut menée par l'adhésion à l'USPD à partir de 1917, fraction centriste du SPD, qui après son exclusion avait formé une organisation pacifiste et prête au compromis avec le SPD passé dans le camp de l'Union sacrée.

Mais la période avait changé pour le SDP et il s'agissait de ne faire aucune concession au «*pire parti ouvrier*», qui travaillait ouvertement à freiner, sinon dévoyer totalement, le mouvement de luttes salariales contre la classe capitaliste néerlandaise. Il y avait maintenant une vague de lutte de classe, à laquelle le SDP participa activement en s'associant à l'activité du NAS. Elle eut pour effet de renforcer l'audience du SDP dans le prolétariat néerlandais. La conjoncture lui était favorable : le pourcentage de grèves sauvages avant 1914 était très élevé : 45 %. Le SDP, tout en restant faible numériquement, était une force politique active qui se révéla pleinement après 1914.

La lutte contre la guerre avait toujours été la préoccupation constante du mouvement tribuniste, avant même la fondation du SDP. Dès 1907, par la plume de Van Ravesteyn, les tribunistes rejetaient la distinction établie dans la II<sup>e</sup> Internationale entre «guerres défensives» et «guerres offensives». Il n'y avait plus de «guerres progressistes»; l'histoire avait changé et il était impossible de raisonner avec les schémas des «révolutions bourgeoises» du XIX<sup>e</sup> siècle :

Pour son action présente, le prolétariat peut tirer de l'histoire cette conclusion : il sera toujours impossible, aussi longtemps que subsistent la société de classe et les antagonismes nationaux, d'établir une nette distinction entre guerres offensives et guerres défensives. La guerre, chaque guerre doit être combattue par tous les moyens possibles<sup>119</sup>.

Cette position, qui attaquait les conceptions de Jaurès, était pleinement en accord avec celle de la Gauche allemande et de Rosa Luxembourg.

En novembre 1912, le SDP délégua Gorter et Wijnkoop, au congrès extraordinaire de Bâle, en Suisse, pour préconiser une politique résolument offensive contre le danger imminent de guerre. Pour cela, Gorter avait préparé un discours contre l'impérialisme et le militarisme. Ce discours, dont des

<sup>118</sup> H. Roland Holst 1935a, p. 314-315 (souligné par nous). La lettre de R. Luxembourg est datée du 11 août 1911.

<sup>119</sup> Van Ravesteyn, «Angriffskrieg oder Verteidigungskrieg? Jaurès über den Ursprung des deutsch-französischen Krieges», *Die Neue Zeit*, 1907-1908, Band I, p. 388-399. Tout autant que Van Ravesteyn, R. Luxembourg condamnait les positions opportunistes exprimées par Jaurès dans son livre *L'armée nouvelle* (1910) : «Ici nous retrouvons comme base de toute l'orientation politique cette fameuse distinction entre guerre défensive et guerre offensive qui a joué jadis un rôle important dans la politique étrangère des partis socialistes mais qui, en fonction des expériences des dernières décennies, devrait être purement et simplement mise au rancart» (*Leipziger Volkszeitung*, 9 juin 1911.)

parties furent insérées dans une brochure de Gorter écrite en octobre 1914, montrait non seulement le nature impérialiste de tous les États – position défendue alors par Rosa Luxemburg – mais le danger du courant pacifiste dans l'internationale. Il concluait, de façon significative, par l'existence d'une du prolétariat international créée par l'impérialisme. Le SDP, lors du congrès de Bâle, proposa un amendement, qui fut rejeté. L'amendement préconisait une grève de protestation en cas d'éclatement du conflit mondial, et prenait soin de se démarquer de l'idée de «grève générale» lancée par les anarchistes. Mais, suite à l'interdiction des débats sur cette question dans le congrès, le discours de Gorter ne put être lu<sup>120</sup>. Il apparaissait que le manifeste de Bâle ne disait pas un mot sur la question de la «défense de la patrie» ni sur la distinction faite par Jaurès entre guerre défensive et guerre offensive. Dans l'atmosphère religieuse de la cathédrale de Bâle rehaussée, par des sonneries de cloches, la voix révolutionnaire du SDP ne put retentir, couverte par le discours enflammé de Jaurès.

## 12. *La question coloniale indonésienne jusqu'à la fin de la guerre*

### 12.1 Colonialisme et anti-colonialisme dans la social-démocratie hollandaise : de Van Kol au tribunisme

Le mouvement ouvrier aux Pays-Bas, comme dans la plupart des pays industrialisés d'Europe, était confronté très concrètement au problème colonial. Le plus beau fleuron de l'empire colonial hollandais était l'Inde orientale (Indonésie), dont l'exploitation assurait de substantiels profits à la bourgeoisie néerlandaise. 300.000 Européens environ (pour une population de 50 millions d'habitants) étaient installés en Indonésie. Le prolétariat néerlandais était confronté à une expansion coloniale sanglante, dont le dernier épisode avait été la longue et terrible guerre de l'Atceh (nord de Sumatra), menée depuis 1873 par le royaume des Pays-Bas pour le contrôle du commerce du poivre aux mains du sultan. Une fois celui-ci destitué par la force des armes, le conflit se poursuivit sous forme de guérillas musulmanes qui perdurèrent jusqu'en 1910. Cette guerre coûta la vie à 25.000 Acehnais et à 4.000 soldats néerlandais tués ou morts de maladies tropicales. En fait, pour le capital hollandais il était vital de contrôler le détroit de Malacca après l'ouverture du canal de Suez en 1869. Les guerres coloniales menées de 1904 à 1910 avaient pour objectif le contrôle de toutes les îles de l'archipel (Moluques, Bornéo, Célèbes, Flores, Timor et Bali). Outre ses facteurs géopolitiques, le facteur économique devint de plus en plus important. L'Indonésie, et en particulier Sumatra, Bornéo et Java, se révéla être un important centre de production pétrolier, stratégique pour tous les impérialismes.

La croissance de l'impérialisme néerlandais se manifesta par des investissements massifs dans les plantations (thé, hévéa, café, sucre, cacao) et le secteur pétrolier (Shell) et une présence militaire, grandissante

Vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle le problème de l'attitude du mouvement ouvrier

---

<sup>120</sup> Préface de Gorter (oct. 1914), à sa brochure : *Het imperialisme, de Wereldoorlog en de Socialdemocratie* (Gorter 1914).

et radical était posé de façon individuelle et littéraire par le grand écrivain et pamphlétaire Multatuli (1820-1887) – pseudonyme de E. Douwes Dekker – devenu célèbre avec son roman *Max Havelaar* (1860). Ses prises de position humanistes et libertaires influencèrent des générations de marxistes hollandais. Multatuli, fonctionnaire aux Indes orientales, démis de ses fonctions en 1856 pour avoir dénoncé la corruption de riches notables achetés par le gouvernement, dénonçait l'exploitation coloniale et diffusait le mot d'ordre : *Indië los van Holland*, c'est-à-dire la pleine indépendance de l'Indonésie.

Le roman *Max Havelaar*, particulièrement important dans l'histoire littéraire des Pays-Bas, contribua fortement à l'abolition de l'esclavage en 1863 et au système de cultures forcées en 1870.

Le SDB de Domela Nieuwenhuis, au début des années 1880, préconisa à son tour l'indépendance des colonies, et surtout l'arrêt de toute guerre coloniale, dont celle de l'Atjeh (Sumatra) était emblématique de l'impérialisme colonial. Déjà, en 1874, le futur leader du SDB, encore pasteur, s'était déjà exprimé en ces termes dans le magazine *Onze Tijd* (Notre Temps), mais d'un pur point de vue de «pragmatisme» national :

Nous devons progressivement donner la liberté aux colonies où nous n'avons rien à faire, comme n'avaient rien à faire chez nous les Français et les Allemands<sup>121</sup>.

L'analyse du pasteur, avant sa «conversion» à l'athéisme, paraissait au premier abord «radicale» par rapport à l'idéologie colonialiste, mais elle ne donnait aucune réelle perspective socialiste pour les paysans et les artisans pauvres de l'archipel indonésien.

Mais un véritable intérêt pour la question coloniale, avec des prises de position politiques et théoriques, commença à se manifester bien plus tard avec le développement du mouvement ouvrier socialiste et de la II<sup>e</sup> Internationale.

Dans la II<sup>e</sup> Internationale, la question coloniale était liée à celle de l'antimilitarisme, étant donné l'emploi de l'armée dans de sanglantes guerres coloniales contre les populations dites «indigènes». Il n'était nullement question de lutte conjointe des prolétariats des pays colonisateurs et colonisés contre le capitalisme mondial. La question coloniale était rattachée à la «question nationale» et non à celle de l'émancipation de l'humanité entière de la domination du système capitaliste. C'est pourquoi la réponse donnée par les courants «orthodoxe» et «social-impérialiste» dans la II<sup>e</sup> Internationale se situait sur un terrain national. Les marxistes se prononçaient pour la formation de nouvelles nations, dans les colonies et semi-colonies; les révisionnistes pour la défense de la politique coloniale de leur pays, aménagée par une politique coloniale «socialiste» au nom de la défense de la «civilisation» contre la «barbarie» des «peuples primitifs» qu'il s'agirait d'«éduquer» pour les adapter à la réalité d'un capitalisme devenant «progressif» par la simple

---

<sup>121</sup> Haupt et Rebérioux 1967.

conquête de l'État par les partis socialistes.

## 12.2 Les sections de la II<sup>e</sup> Internationale entre patriotisme colonial et anticolonialisme. – Le cas des socialistes français et de Jean Jaurès.

En France, qui disposait d'un grand empire colonial acquis à coups de sanglantes expéditions militaires, il n'était pas rare que le Parti socialiste fasse l'apologie du colonialisme. Dans un article, publié dans *Le Matin* du 20 juillet 1896, Jean Jaurès, député socialiste de Carmaux depuis janvier 1893, plaidait pour «**la jonction du mouvement d'expansion coloniale et du mouvement socialiste**». Bien plus, après l'affaire de Fachoda (actuel Soudan du Sud), où la Grande-Bretagne arrêta l'expansion coloniale française en Afrique centrale et orientale, lui et ses camarades socialistes se prononcèrent, le 8 décembre 1896, pour un «*vote national*» d'union sacrée autour du gouvernement, pour la défense de l'Empire :

Si quelques fous songeaient à dépouiller la France de son domaine colonial, toutes les énergies françaises et toutes les consciences droites [*sic*] dans le monde se révolteraient contre une pareille tentative<sup>122</sup>.

À la veille de la guerre, on pouvait encore lire des déclarations ouvertement colonialistes et racistes dans la presse socialiste, en particulier dans la presse guesdiste. Trois articles du *Socialiste* de mai 1912 font l'apologie de l'expansion coloniale avec ce cri «*Le Maroc est à nous !*», n'hésitant pas à proclamer odieusement que les Marocains, «*comme tous les Arabes*», sont «*vicieux et cruels*»<sup>123</sup>.

Il n'est pas inutile de rappeler que cette idéologie développée en premier lieu par le très raciste Édouard Drumont – auteur de *La France juive* (1886) et «candidat antijuif» élu député d'Alger en 1898 –, trouvait un très fort écho chez les socialistes des colonies. Ceux-ci, mettaient les «Arabes» et les «Juifs» dans le même sac de l'antisémitisme, présentant même les «Juifs» comme des «usuriers» exploitant «le petit peuple» tant «chrétien» que «musulman». Même Jaurès, avant sa «conversion» de 1898, en faveur du capitaine Dreyfus et contre «*la sauvagerie antisémite en Algérie*», se risquait à souffler dans la petite trompette d'Édouard Drumont en 1895, 25 ans après l'adoption du décret Crémieux qui concédait la citoyenneté aux 35.000 Juifs d'Algérie :

Les vingt-cinq années d'hégémonie politique que [les Juifs] ont exercée leur ont suffi pour développer leurs richesses, pour devenir propriétaires de la plupart des terres arabes et des immeubles urbains.

Et Jaurès affirmait que

... sous la forme un peu étroite [*sic*] de l'antisémitisme se propage en Algérie un véritable esprit révolutionnaire<sup>124</sup>.

Mais Jaurès n'était pas un de ces «socialistes républicains», qui

---

<sup>122</sup> Manceron 2015, p. 22.

<sup>123</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>124</sup> Jean Jaurès, «Choses algériennes», *La Dépêche*, 8 mai 1895.

s'enrichissaient aux colonies et entamaient la course des «honneurs républicains» leur permettant de parvenir au faite de l'État impérialiste, dont le seul objectif était de perpétuer l'état colonial dans l'«État socialiste» du futur. Jaurès, profondément idéaliste et pénétré des idéaux de la Révolution française mais aussi de la morale kantienne, était guidé par ses idéaux de justice et d'égalité fraternelle. Aussi changea-t-il brusquement d'orientation, passant d'une acceptation patriotique du colonialisme à un virulent anticolonialisme, déjà internationaliste, où il n'était plus question de religion ni de race, mais de prolétaires des colonies réprimés avec une brutalité inouïe à Madagascar par le général républicain Gallieni, bon chrétien et nationaliste :

Ah, les 'chrétiens' et les 'nationalistes' savent bien ce qu'ils font ! En dénonçant l'exploiteur juif et en appelant sur lui seul la colère du peuple trompé, ils veulent écarter la concurrence et garder entre leurs dents toute la proie... Nous voulons leur arracher les indigènes de Madagascar et d'Algérie comme les prolétaires de France. Ô vous tous, les vaincus, les volés, les torturés, quand donc rejetterez-vous, sans distinction de religion et de race, tous ceux qui vous sucent la moelle et le sang ?<sup>125</sup>

Néanmoins, il faut le souligner, Jaurès resta un pacifiste, centriste, toujours ambigu, jonglant du patriotisme exalté de 1793 à l'internationalisme éthique se faisant le tribun du peuple des «*vaincus, volés, torturés*» des colonies, mais sans remettre en cause le colonialisme dans son cadre capitaliste. Un temps vice-président de la Chambre des députés en 1902, Jaurès défend l'idée d'une «*politique coloniale plus cohérente, plus prudente, plus humaine*». En 1904, il stigmatise «*l'erreur capitale*» des radicaux-socialistes et de Clemenceau qui rejettent un temps l'idée même de colonisation<sup>126</sup>.

Le vrai tournant chez Jaurès et chez maints socialistes, en France et en Europe, quand les bruits de bottes qui conduisent à la guerre se font entendre jusqu'au Maroc. Pour lui, la colonisation, c'est d'abord la guerre que ses camarades de parti sont déjà prêts à soutenir. Aussi mène-t-il bataille, en mars 1912, pour que ne soit pas déposée une proposition de loi favorable à la colonisation du Maroc, soutenue par Jules Guesde, et d'abord adoptée par 40 députés socialistes sur 73 le 16 février<sup>127</sup>.

À contre-courant, il faut l'avouer, Jaurès s'attaque à toute forme d'antisémitisme et d'islamophobie<sup>128</sup> qui ne font que renforcer les «nuées» guerrières qui s'amoncellent à l'horizon. De manière très kantienne, et fort peu marxiste, Jaurès rêve d'une grande fédération humaine fondée sur la «liberté» et le «droit». Des notions qui font quelque peu abstraction d'une réalité sociale fondée sur les antagonismes de classe et la proclamation comme seul droit, la liberté de commercer et d'exploiter l'homme au profit du capital.

---

<sup>125</sup> «Indigènes et colons», *La Petite République*, 29 décembre 1898.

<sup>126</sup> Manceron 2015, p. 27.

<sup>127</sup> Ibid, p. 31.

<sup>128</sup> En 1912, Jaurès met l'accent sur la nécessité pour les Français de connaître le monde musulman et la civilisation arabe et demande la création dans les universités de chaires d'histoire et de droit musulmans, pour mettre fin « au mépris qui rend possibles toutes les violences ».

\*  
\* \*

Tout autre était l'état d'esprit développé dans le SDAP, qui défendait âprement, avec une totale absence de compassion pour les victimes des colonies néerlandaises, un «colonialisme progressif», avant tout en Indonésie.

Le SDAP avait trouvé en Henri van Kol (1852-1925), qui avait travaillé comme ingénieur en Indonésie, son grand spécialiste des problèmes coloniaux. Il y avait même fait fortune... Il devint cependant l'autorité reconnue pour traiter dans la Deuxième Internationale la «question coloniale». Au congrès international de Paris (1900), il présenta une résolution qui engageait l'Internationale non seulement à lutter par tous les moyens contre le politique d'expansion coloniale des grandes puissances mais aussi à favoriser la formation de partis socialistes dans les pays coloniaux. Cette résolution, approuvée à l'unanimité, contenait l'idée, en outre, que la lutte contre un colonialisme parasitaire favoriserait un véritable essor de la production industrielle en Europe, et donc une croissance plus rapide du prolétariat. C'était la position de Karl Kautsky, partagée par les «marxistes orthodoxes».

Mais la direction du SDAP manifesta très vite dans la question coloniale des tendances au chauvinisme. En 1904, au Congrès international d'Amsterdam, le même Van Kol présenta à nouveau, au nom du congrès, une résolution demandant aux partis socialistes de «*s'opposer irréductiblement à toutes les mesures impérialistes ou protectionnistes, à toutes expéditions coloniales, à toutes dépenses pour les colonies*». La résolution appelait aussi à «dénoncer sans relâche les actes d'oppression dont les populations indigènes sont victimes»; à «*obtenir pour elles des mesures efficaces de protection contre la barbarie militariste ou l'exploitation capitaliste*».

Cependant, la résolution Van Kol – adoptée finalement par le Congrès d'Amsterdam – tout en appelant à «*l'émancipation complète des colonies*» se contredisait en réclamant «*pour les indigènes la plus large somme de liberté et d'autonomie compatible avec leur état de développement*». La conclusion préconisait ni plus ni moins qu'un «colonialisme progressiste», avec une «*exploitation effective [des colonies] sous le contrôle parlementaire*». Un esprit nationaliste et colonialiste se dégageait d'ailleurs de l'intervention de Van Kol qui proclamait que «**dans l'État socialiste il (y aurait) aussi des colonies**»<sup>129</sup>.

Cette évolution vers le chauvinisme de la part du SDAP, et de son spécialiste colonial Van Kol, se manifesta pleinement au Congrès international de Stuttgart (1907), où la question coloniale se liait à celle de la lutte contre la guerre menaçante. Un projet de résolution fut à nouveau présenté au congrès

---

<sup>129</sup> Cette position de Van Kol était déjà implicite dans son très gros livre publié en 1903 : *Uit Onze Koloniën*, A.W. Sijthoff, Leiden, 826 pages. Dans ce livre, produit «d'un voyage d'étude» à travers l'Indonésie, «un magnifique pays», on trouve des remarques désobligeantes sur les «indigènes». Van Kol juge les «Javanais indolents», les habitants d'Amboine (Moluques) «malhonnêtes et égoïstes», et les «coolies chinois marqués par de révoltantes habitudes homosexuelles», etc.

au nom de la Commission coloniale par Van Kol. Il était affirmé que la social-démocratie ne pouvait condamner en principe et pour tous les temps «toute politique coloniale, qui «en régime socialiste» pourrait être «une œuvre de civilisation». Il s'agissait de condamner la «colonisation actuelle», qui favorisait le «danger de complications internationales et de guerres», et «*aggravait les charges des prolétaires de la métropole*», et de défendre les droits des «*opprimés sans distinction de races*»; droits qui seraient garantis par un accord international entre gouvernements capitalistes. Ainsi, Van Kol défendait une motion contradictoire, reprenant l'anticolonialisme du Congrès de Paris mais le niant purement et simplement au nom d'une «*politique coloniale positive*».

Van Kol put s'appuyer sur la tendance «social-impérialiste» du Parti allemand, représentée par Eduard David (1863-1930), une tendance qui gagnait de plus en plus de terrain. Celui-ci affirmait que «*l'Europe (avait) besoin de colonies*», lesquelles étaient une œuvre de civilisation. Van Kol, dans ses discours, prenait soin de souligner les intérêts impérialistes convergents de la Hollande et de l'Allemagne. Répliquant à l'Allemand Georg Ledebour (1850-1947), qui appartenait à la gauche du SPD, Van Kol tenait un raisonnement purement capitaliste :

Que fera Ledebour de la production croissante de l'industrie européenne, si elle ne peut trouver de nouveaux débouchés dans les colonies?<sup>130</sup>

De tous ces « débats » sur la question coloniale, il apparaissait que l'Internationale laissait émerger à la surface de très fortes tendances au «social-impérialisme» qui allaient culminer dans la guerre mondiale. Le SPD, sauf la gauche, le SDAP hollandais – mais aussi les partis socialistes européens (France, Italie) – manifestaient crument ces tendances.

Il fallut une énergique bataille de Georg Ledebour — le futur chef indépendant de l'USPD en 1917 –, appuyé par le Polonais *Karski* [Julian Marchlewski (1866-1925)], les social-démocrates russes et polonais, en particulier, dans la Commission coloniale pour mettre au point une résolution modifiée qui rejetait les prémisses et conclusions de Van Kol. De façon symptomatique, exprimant une dégénérescence de l'Internationale – en dépit de la résolution adoptée contre la guerre –, la résolution Van Kol ne fut rejetée par le congrès qu'à une infime majorité : 128 mandats pour le rejet (dont celui de Lénine), 108 contre et 10 abstentions (dont la Suisse). L'amendement Ledebour élaboré par la minorité de la Commission coloniale recueillit une faible majorité : 127 voix pour; 108 contre. Son intérêt n'était pas seulement de rappeler l'hostilité à la politique coloniale capitaliste de la part du mouvement ouvrier, de condamner tout travail forcé et toute exploitation des indigènes. Son intérêt propre résidait dans l'affirmation que seul le socialisme pourrait développer une authentique civilisation «*en offrant à tous les peuples la possibilité de pleinement développer leur civilisation*». L'amendement Ledebour, cependant, perdait de sa portée en laissant transparaître une vision pacifiste et idéaliste, où il était question

---

<sup>130</sup> Pour les débats du Congrès de Stuttgart, cf. Haupt 1985.

de développer de façon pacifique la civilisation en mettant par toute la terre les richesses du sol au service de l'humanité toute entière<sup>131</sup>.

Cette résolution, qui fut défendue par toutes les tendances de gauche de l'internationale, séparait soigneusement la question nationale de la question coloniale. C'est par le biais de la critique des conceptions nationalistes et «nationalitaires» qu'une partie de la Gauche hollandaise remit en question peu à peu les solutions nationales et réformistes préconisées par l'Internationale dans la question coloniale. Ce fut le cas de Pannekoek avec des tâtonnements et des ambiguïtés – qui rejetant les concepts de peuple et nation pour celui de classe, posa les jalons de la théorie de la révolution mondiale, unissant dans les mêmes intérêts de classe antinationaux les prolétaires du monde développé et des colonies ou semi-colonies, dans une lutte commune contre toutes les bourgeoisies, y compris indigènes.

En ce qui concerne le marxisme hollandais, pris dans son activité d'opposition au courant opportuniste et révisionniste de Troelstra, il n'attaqua guère publiquement – tout en étant en désaccord – la politique coloniale socialiste de Van Kol. Se donnant tout entière aux grands problèmes politiques surgis dans le SDAP et en Europe, il considéra longtemps la question coloniale comme une question annexe. C'est le congrès de Stuttgart qui ouvrit les yeux du mouvement tribuniste, qui venait juste de surgir. Le point de vue tribuniste fut exprimé par un article de Van Ravesteyn, paru dans la revue *Die Neue Zeit* avec l'appui de Kautsky. L'article se prononçait pour l'indépendance des colonies néerlandaises et l'appui aux mouvements indépendantistes :

La classe ouvrière néerlandaise a toutes les raisons d'être reconnaissante au Congrès international de Stuttgart de déclarer de nouveau la politique coloniale principalement dommageable au prolétariat. Son attitude à l'égard de la politique coloniale néerlandaise ne peut être autrement que celle-ci : non aux colonies, c'est-à-dire déclaration d'indépendance pour tout notre domaine colonial ! Et aussi longtemps que la capacité nous fera défaut pour le réaliser : encouragement et soutien à toutes les tentatives qui peuvent mettre la population indonésienne en état d'acquérir son indépendance<sup>132</sup>.

Par la suite, entre 1909 – date de la scission de Deventer – et 1913, le courant tribuniste s'intéressa peu à la question coloniale. Entre ces deux dates, on ne trouve pratiquement aucune position sur le colonialisme et l'attitude du prolétariat socialiste dans *De Tribune*. Le SDP venait à peine de se constituer et se préoccupait prioritairement de combattre le réformisme et le danger de guerre. De façon implicite, pour les marxistes du SDP la question de la lutte de classe en Europe était, de façon évidente, bien plus cruciale. La solution au problème colonial se trouvait non dans les colonies, où le SDAP proposait une politique coloniale réformiste – sauf Van Kol qui proposa en 1908 au Bureau socialiste international (BSI) les corvées et le travail de nuit dans les «pays chauds»! –, mais dans les métropoles impérialistes. C'est ce point de vue qui semblait prédominer depuis 1907, lorsque Wiedijk avait exposé sa position dans l'organe marxiste radical *De*

---

<sup>131</sup> Haupt 1985, ibid.

<sup>132</sup> W. van Ravesteyn (Rotterdam), „Die niederländische Kolonialpolitik und ihre Bekämpfung durch die niederländische Sozialdemokratie“, *Die Neue Zeit* 1907-1908, Heft 3, p. 84-94.



C'est seulement en 1914, que le SDP remet à l'ordre du jour la question coloniale. Il s'agit pour lui de fermement condamner la politique du SDAP qui se prononce pour l'implantation d'un «capitalisme moderne» en Indonésie et pour le «développement de l'administration coloniale en direction d'une autonomie des colonies».

### 12.3 *Henk Sneevliet et la création de l'ISDV*

Lors de son congrès des 6 et 7 juin 1914, à Leiden, et à l'instigation de Wijnkoop, le SDP adopte le mot d'ordre : «*Los van Holland nu !*» («séparation immédiate de la Hollande»). Ce mot d'ordre était la concrétisation de la politique adoptée officiellement par la Deuxième Internationale. Néanmoins, la politique coloniale du SDP entraîna aussitôt des ambiguïtés à l'égard du mouvement nationaliste indonésien qui était alors en pleine expansion. Le parti se solidarisa, sans critique, avec l'Indisch Partij (parti indonésien) de E.V.E. Douwes Dekker, le lointain descendant de Multatuli, alors exilé aux Pays-Bas. Il ouvrit même les colonnes de *De Tribune* en 1914, au dirigeant nationaliste<sup>134</sup>, dont le but était d'acquérir l'indépendance en liaison avec les «élites» asiatiques, autrement dit avec la bourgeoisie nationale d'Asie, et plus particulièrement en s'appuyant sur l'impérialisme japonais. Cela annonçait une politique de soumission du prolétariat «indigène» à la bourgeoisie asiatique, et dont Sneevliet fut objectivement l'un des artisans.

Les ambiguïtés de la politique du SDP à l'égard du problème colonial se trouvèrent mises à nu lors du séjour de Sneevliet en Indonésie, entre 1913 et 1918. Sneevliet, qui était formellement membre du SDAP jusqu'en 1916, travaillait sur place avec les membres du SDP. Installé à Semarang, grand port de la côte Nord de Java, il prit la direction de l'Union des cheminots et tramwayistes (VSTP) – *Vereeniging van Spooren Tram-Personeel* – seul syndicat à admettre des ouvriers indonésiens, et qui allait constituer la base prolétarienne du futur parti communiste d'Indonésie.

En mai 1914, à l'initiative de Sneevliet, qui appliquait ainsi la résolution du congrès international de Paris, se formait l'Union social-démocrate indonésienne (ISDV) (*Indische Sociaal-Democratische Vereeniging*). Cette organisation comportait une centaine de membres hollandais, dont quelques Javanais et Indo-Européens. Elle se dota d'un bimensuel, en hollandais, *Het Vrije Woord* (Libre parole), en octobre 1915; puis en avril 1917, parut le premier journal socialiste en langue indonésienne *Soeara Merdeka* (La Voix de la Liberté). Toute l'ambiguïté de l'existence de l'ISDV découlait de ses relations privilégiées avec les organisations nationalistes. Les deux principales étaient : le Sarekat Islam (Union islamique), formé – par des commerçants musulmans<sup>135</sup>, qui étendirent leur influence sur les ouvriers et

---

<sup>133</sup> *De Nieuwe Tijd* 1907, p. 867-884.

<sup>134</sup> *De Tribune* n° 89, août 1914.

<sup>135</sup> Bien que formellement constitué en 1912, le *Sarekat Islam* avait été fondé en 1909 sous le nom de *Sarekat Dagang Islamiyah*, autrement dit «Association des marchands musulmans».

paysans; et l'Indische Partij d'Ernest Douwes Dekker (1879-1950), formé essentiellement d'employés indo-européens, qui – après sa dissolution en 1913 – se dénomma «Insulinde». Sneevliet et des membres de l'ISDV étaient adhérents en même temps au mouvement «Insulinde» mais surtout, l'ISDV noua des relations étroites avec le «Sarekat Islam», à partir de 1916, lorsque la rupture fut consommée avec «Insulinde» qui défendait une politique favorable à l'impérialisme japonais, avec le mot d'ordre nationaliste : «*Java aux Javanais*». Il se trouvait que des membres indonésiens de l'ISDV étaient simultanément adhérents et même dirigeants du mouvement islamique, tel Semaun (1899-1971), qui en 1921 fut le premier dirigeant du PKI (PC indonésien).

Pendant la, guerre, l'ISDV recruta un nombre considérable d'Indonésiens provenant du Sarekat Islam, qui comptait 20.000 membres. Pendant une brève période Ahmed Soekarno – le futur dirigeant nationaliste et président de l'Indonésie après 1946 – en fut un membre actif. Mais il est notable que beaucoup des nouveaux adhérents de l'ISDV restaient membres de Sarekat Islam. Cette politique préfigurait, à l'état embryonnaire, celle qui fut suivie en Chine – préconisée par l'I.C. et Sneevliet – après 1921, d'un front unique allant jusqu'à la fusion entre une organisation nationaliste (Kuomintang) et le parti communiste de Chine.

#### 12.4 *Marxisme internationaliste ou nationalisme islamiste ?*

Cette attitude d'alliance avec les groupes d'idéologie islamiste fut toujours étrangère, mais cependant minoritairement, à certains courants marxistes révolutionnaires. Dès 1916, un chef de la gauche tribuniste – Barend Luteraan – avait mis en garde contre «***l'erreur des révolutionnaires des pays occidentaux d'appeler à soutenir l'idéologie de l'Islam***»<sup>136</sup>.

L'ambiguïté vis-à-vis du nationalisme islamique était aussi présente chez Lénine. Pour mettre fin à l'impérialisme colonial de la Russie, Lénine et Staline – commissaire du peuple aux nationalités – proclamaient le 15 novembre 1917 une politique basée sur :

1. L'égalité et la souveraineté des peuples de Russie.
2. Le droit des peuples de Russie à disposer d'eux-mêmes, jusqu'à la séparation et la constitution d'un État indépendant.
3. La suppression de tous privilèges et limitations, nationaux ou religieux.
4. Le libre développement des minorités nationales et groupes ethniques habitant le territoire russe<sup>137</sup>.

Allant plus loin encore, Lénine et Staline lançaient, le 7 décembre 1917, un appel «*À tous les musulmans de Russie et d'Orient*», en faisant appel exclusivement à leurs sentiments religieux, au lieu de souligner les intérêts

<sup>136</sup> *De Tribune*, 14 octobre 1916. Lénine avait noté en 1913, dans son article «L'éveil de l'Asie» que dans les Indes néerlandaises, que «*le courant nationaliste a pris naissance sous le drapeau de l'islam*» [*Œuvres*, tome 19, p. 78-79].

<sup>137</sup> Labry 1920, p. 33-34 (<https://archive.org/details/unelgislationc00labr>).

antagonistes des paysans et des ouvriers face aux mollahs et aux grands propriétaires fonciers, qui s'appuyaient sur l'idéologie islamiste pour préserver les intérêts de leur propre classe :

Vous tous dont les maisons de prière et les mosquées ont été détruites, dont les croyances et les coutumes ont été piétinées par les tsars et les oppresseurs de la Russie ! Désormais, vos croyances et vos coutumes, vos institutions nationales et culturelles sont libres et inviolables. Organisez votre vie nationale librement et sans entrave ! C'est votre droit<sup>138</sup>.

Cet appel était en fait un appel à desserrer le cordon sanitaire mis en place par les impérialismes occidentaux (mais aussi le Japon qui occupait Vladivostok) autour de la Russie soviétique. Cet appel enjoignait les «*Perses, les Turcs, les Arabes et les Indiens*» à constituer un front anti-impérialiste, par tous les moyens, y compris en flattant les sentiments islamistes des «masses». Lénine, en effet, «*dans un geste de haute portée symbolique, ordonne la restitution à Tachkent du Coran d'Othman, l'une des plus anciennes copies du texte sacré*» qui était conservé à la Bibliothèque impériale de Saint-Pétersbourg<sup>139</sup>.

Mais il devint très vite clair aux yeux de Lénine et des bolcheviks, que cet appel encourageait non seulement le panislamisme mais le panturquisme, qui visaient à démembler la Russie au profit des puissances impérialistes, voire du mouvement de Mustafa Kemal qui allait triompher en 1922.

En juillet 1920 dans une Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale (II<sup>e</sup> Congrès du Komintern), Lénine soulignait avec force :

2° La nécessité de lutter contre le clergé et les autres éléments réactionnaires et moyenâgeux qui ont de l'influence dans les pays arriérés ;

3° La nécessité de lutter contre le panislamisme et autres courants analogues, qui tentent de conjuguer le mouvement de libération contre l'impérialisme européen et américain avec le renforcement des positions des khans, des propriétaires fonciers, des mollahs, etc.<sup>140</sup>

Néanmoins, malgré cette dangereuse politique frontiste avec des mouvements religieux antisocialistes, Sneevliet et son organisation maintinrent la flamme révolutionnaire contre la guerre : pour Zimmerwald, pour la Révolution russe de 1917, pour une Troisième internationale. Tout cela montrait incontestablement la nature internationaliste de l'ISDV. Dès mars 1916, Sneevliet et ses partisans quittaient le SDAP local pour adhérer au SDP tribuniste. L'Union social-démocrate prenant grâce à la Révolution russe un caractère de plus en plus révolutionnaire, la droite de l'organisation scissionna (septembre 1917) pour adhérer au Parti social-démocrate indonésien, branche du SDAP en Indonésie.

À partir de 1917, toute l'activité de l'ISDV fut orientée vers le soutien à la

---

<sup>138</sup> Cité par Renault 2017, p. 73.

<sup>139</sup> Idem, p. 74.

<sup>140</sup> Komintern 1921a, p. 137-233, pour l'ensemble des débats.

Révolution russe, puis allemande. Le seul mouvement révolutionnaire en Indonésie auquel participa l'ISDV fut celui des soldats et marins de la flotte hollandaise à Surabaya (Java) qui formèrent – sous l'influence des événements d'Allemagne et avec la participation active de Sneevliet – des conseils de marins et soldats à Soerabaja (deuxième ville de Java, sur la côte Nord). La participation de Sneevliet à ce mouvement lui valut d'être chassé d'Indonésie («externe») en décembre 1918.

La politique de Sneevliet était certes internationaliste, à la différence de celle conduite par le « marxiste musulman » Tan Malaka (voir *infra*), mais elle flotta dans l'ambiguïté. Elle était soit tirée irrésistiblement vers l'internationalisme, sous l'impulsion de la Révolution russe, soit tirée vers les mouvements radicaux nationalistes, dirigés les chefs religieux. Dans ce dernier cas, il n'y avait d'autre alternative que la soumission du mouvement prolétarien indonésien à l'islamisme, au nom de la lutte pour «la libération nationale». L'oscillation entre nation et classe internationale était bien résumée par le programme de l'ISDV lors de son congrès de mai 1918 :

L'ISDV se donne pour but l'organisation du prolétariat et des paysans de l'Inde orientale, indépendamment de leur race et de leur religion, en une union indépendante, qui conduit la lutte de classe dans leur propre pays contre une classe capitaliste dominante, et par là renforce la lutte internationale et mène, en même temps, la seule lutte possible pour la libération nationale<sup>141</sup>.

En 1920, se constituait le Parti communiste indonésien (PKI), à partir de l'ISDV et des syndicalistes indonésiens liés au mouvement nationaliste. Dans l'I.C., Sneevliet, de façon significative, représentait le PKI et l'aile gauche du Sarekat Islam. Cette alliance avec la bourgeoisie indigène islamique dura jusqu'en 1923<sup>142</sup>. Cette politique d'alliance était le fait du communiste indonésien, membre du PC hollandais, Tan Malaka (1897-1949)<sup>143</sup>, qui au IV<sup>e</sup> congrès du Komintern en 1922, critiqua la position de Lénine contre le panislamisme :

... le panislamisme n'a plus sa signification initiale mais a maintenant en pratique une signification tout à fait différente. [...] Aujourd'hui, en Indonésie, parmi les peuples coloniaux opprimés, le panislamisme représente la lutte de libération contre les différentes puissances impérialistes du monde<sup>144</sup>.

Pire, Tan Malaka affirma, lors de ce congrès, qu'il était nécessaire de combattre avec le groupe islamiste Sarekat Islam, en s'affirmant musulmans et avec «**le Coran dans les mains**», et qu'il était nécessaire que les prolétaires de l'Orient «**comprennent mieux leur religion**»... en soutenant l'Union soviétique :

Depuis le début de l'année dernière, nous avons travaillé à ré-établir le lien avec Sarekat Islam. À notre congrès en décembre de l'année dernière, nous avons dit que les musulmans du Caucase ou d'autres pays qui coopèrent avec les Soviets et luttent

---

<sup>141</sup> *Het Vrije Woord*, 20 mai 1918.

<sup>142</sup> Pour les résolutions, comptes rendus, débats consacrés à la question coloniale, cf. les reprints en 3 langues (français, anglais, allemand) : Haupt et Winock 1979-1985. Voir aussi : Haupt et Reberieux 1967, p. 212-248; 319-332 et 18-71; Max Perthuis 1976, p. 89-201; Fritjof Tichelman 1974, 1980 et 1985; Williams 1980; Mac Vey 1965; Palmier 1973.

<sup>143</sup> Cf. Poeze 1976.

<sup>144</sup> Komintern 1923.

contre le capitalisme international **comprennent mieux leur religion**; et nous avons aussi dit que s'ils voulaient faire de la propagande pour leur religion, ils pouvaient le faire pour autant qu'ils ne le fassent pas dans des réunions mais dans les mosquées.

On nous a demandé dans des réunions publiques : êtes-vous des musulmans, oui ou non ? Croyez-vous en Dieu, oui ou non ? Que pouvions-nous répondre à cela ? Oui, j'ai dit, quand je suis face à Dieu je suis un musulman, mais quand je suis face à l'homme je ne suis pas un musulman. C'est ainsi que nous avons infligé une défaite à leurs chefs **avec le Coran dans nos mains** [souligné par nous]; et à notre congrès l'année dernière, nous avons contraint les dirigeants de Sarekat Islam, par le biais de leurs propres membres, à collaborer avec nous<sup>145</sup>.

Il est remarquable qu'à l'époque l'École hollandaise du marxisme ne s'intéressa guère au rapport entre islamisme ascendant, comme idéologie de «libération nationale» et capitalisme. Une réflexion démystifiante sur le sujet ne fut opérée que bien plus tard, en 1966, par Maxime Rodinson. Celui-ci soulignait avec force que

L'opposition fondamentale de l'Islam au capitalisme est un mythe, que la thèse soit bien ou mal intentionnée<sup>146</sup>.

Son idéologie en Indonésie était portée par les marchands de batik, dans la perspective de constituer un capital national qui serait dans les mains de marchands, de religieux, voire de groupes financiers. Mais une telle idéologie qui correspondait surtout aux intérêts restreints du «bazar» devait

se révéler bien moins puissante, à longue échéance, que les exigences de la situation sociale, de la lutte des sociétés et des groupes sociaux pour le pouvoir maximum et la maximisation des avantages et des privilèges de toutes sortes dont ils jouissent<sup>147</sup>.

On doit souligner que, dans la gauche communiste hollandaise, il ne fut jamais question de passer le moindre compromis, et donc de faire la moindre compromission, avec une idéologie totalement étrangère au prolétariat révolutionnaire et portée par des couches petites-bourgeoises rétrogrades. Pour la gauche communiste, il s'agissait de lutter jusqu'à la victoire pour un monde libéré autant du capitalisme que des idéologies religieuses travaillant avec acharnement au maintien de l'ordre social existant.

Le courant radical de Gorter et Pannekoek, s'inspirant ainsi des positions de Rosa Luxemburg, remit en question le soutien du SDP aux mouvements de libération nationale, mettant toujours en avant l'unité du prolétariat mondial, dans tous les pays, contre le capital mondial, par la révolution mondiale.

La réévaluation de la question nationale par Pannekoek, installé en Allemagne en 1914 comme enseignant à l'École du parti social-démocrate, fut décisive.

### *13. La gauche hollandaise et son influence sur le Linksradikalimus allemand*

Dès le début du siècle, la gauche marxiste hollandaise a exercé une influence considérable dans les débats politiques au sein du mouvement

---

<sup>145</sup> Ibid.

<sup>146</sup> Rodinson 1966.

<sup>147</sup> Ibid.

social-démocrate allemand. Très vite, essentiellement par la personnalité de Pannekoek, son influence est devenue déterminante dans la formation et la structuration du courant radical, particulièrement la Gauche de Brême (*Bremerlinke*), l'un des noyaux fondateurs du spartakisme en 1918 et du *Linkskradikalismus* en 1919-1920.

### 13.1 *Les premiers contacts avec la social-démocratie allemande*

Formée par et sur le modèle du parti allemand, le SDAP était dès son origine influent dans les instances de la II<sup>e</sup> Internationale, surtout à travers ses dirigeants réformistes Troelstra, Van Kol et Vliegen.

L'aile marxiste du SDAP prit contact très tôt avec le centre de la social-démocratie allemande, dont le représentant théorique était Kautsky, alors situé à gauche par sa défense de l'«orthodoxie» marxiste contre le courant révisionniste. À partir de 1901, Gorter nouait des rapports politiques – mais aussi personnels étroits avec le «pape du marxisme». Se considérant comme un disciple de Kautsky, Gorter se chargea maintes fois d'assurer la traduction en hollandais des ouvrages du chef de l'orthodoxie». Henriëtte Roland Holst, qui avait été chargée de présenter une résolution sur la question de la grève générale au congrès international d'Amsterdam (1904), se vit confier par Kautsky la rédaction d'un livre consacré à la grève de masse, en tirant les leçons pratiques et théoriques de la révolution russe de 1905<sup>148</sup>. La même Henriëtte Roland Holst, unie par les mêmes conceptions sur la question de la grève de masse, garda des liens étroits jusqu'à la guerre avec Rosa Luxemburg. Par leurs liens politiques, par leurs contributions politiques, les théoriciens marxistes en Hollande avaient une audience dans le mouvement ouvrier allemand et international qui était loin d'être négligeable.

Mais aucun autre militant du courant révolutionnaire hollandais n'a exercé une influence théorique, mais aussi pratique aussi profonde sur le courant radical allemand qu'Anton Pannekoek, avant 1914. L'influence de Gorter ne se manifesta qu'en 1920-1921, au sein du communisme de gauche international. Celle de Henriëtte Roland Holst fut plus limitée, en raison de sa position «centriste» entre le communisme officiel et le *Linkskradikalismus*.

C'est en avril 1902 que pour la première fois Pannekoek rencontra Karl Kautsky. Celui-ci s'était déplacé aux Pays-Bas, pour tenir des conférences sur le marxisme. Il invita Pannekoek à collaborer à la revue théorique *Neue Zeit*, collaboration qui commença en 1903 pour se terminer, dans la désillusion sur le «radicalisme» de Kautsky, en 1912. La réputation du marxiste hollandais dans le domaine théorique était telle en 1905 que le Comité pour la formation du cartel syndical de Brême (*Bildungsausschuss des Gewerkschaftskartells, Bremen*), nouvellement créé par la social-démocratie et les syndicats locaux, l'invita à faire des conférences devant des centaines d'ouvriers. Le 14 septembre 1905, Pannekoek faisait une

---

<sup>148</sup> H. Roland Holst 1906. Mais c'est avant tout dans son ouvrage *De revolutionaire massa-aktie* (1918a) que l'on trouvera la meilleure synthèse de toute une expérience historique de grèves de masse et grèves révolutionnaires. Le livre était dédié «à son ami Pannekoek».

conférence sur le thème «Religion et socialisme» à Brême<sup>149</sup>. Simultanément, il commençait une collaboration avec *le Leipziger Volkszeitung*, dirigé par Franz Mehring. Ce dernier voulait que Pannekoek se dédîât à la formation des journalistes et propagandistes social-démocrates de Leipzig. Mais, sur l'invitation de Kautsky en mai 1906, il accepta de donner des cours sur le matérialisme historique à l'École du Parti (*Parteischule*) de la social-démocratie à Berlin, dont l'ouverture était prévue en novembre. Il avait été choisi avec Hilferding comme professeur étranger, rémunéré par la social-démocratie. Il faisait alors le choix conscient d'abandonner sa carrière d'astronome et démissionnait en novembre de l'observatoire de Leiden. Sa décision était prise de s'engager complètement dans le mouvement ouvrier allemand, comme «révolutionnaire professionnel». Il partait s'installer à Berlin.

### 13.2 Pannekoek permanent du SPD et «révolutionnaire professionnel»

Pendant huit années, de 1906 à l'éclatement de la guerre mondiale, Pannekoek – qu'on a tendance à réduire à l'image de «pur théoricien», celle de l'intellectuel consultant sans s'impliquer dans le mouvement révolutionnaire réel<sup>150</sup> – a été d'abord un militant de parti. Il s'est dépensé sans compter pour le mouvement ouvrier allemand, aussi bien théoriquement que pratiquement. Cette période de sa vie a été décisive, au contact du réformisme et du marxisme radical allemands, dans l'élaboration progressive des théories communistes de gauche. Elle constitue indubitablement l'un des moments les plus féconds de l'activité politique du théoricien hollandais, par l'abondante production d'articles, brochures consacrés à la théorie marxiste et à la tactique du mouvement ouvrier. Sans cette activité militante, Pannekoek ne serait pas devenu le marxiste de premier plan, connu internationalement, qu'il fut par la suite, surtout aux tout débuts de l'Internationale communiste. Ses contributions ultérieures, sur le plan politique et théorique, constitueront plus une réélaboration de ses positions antérieures qu'une innovation théorique. L'expérience des révolutions russe et allemande ne fera qu'élargir et confirmer le travail théorique de Pannekoek, élaboré pendant ces huit années de militantisme actif.

La première activité politique de Pannekoek en Allemagne fut donc son enseignement à l'École du parti, ouverte le 15 novembre 1906, Celle-ci était financée conjointement par le parti social-démocrate et les syndicats libres (*Freie Gewerkschaften*). L'enseignement était semestriel il avait pour but de former théoriquement les cadres du mouvement socialiste et syndical afin d'en faire de bons propagandistes. Pour un mouvement aussi puissant que le mouvement ouvrier allemand, le nombre des «étudiants» était extrêmement faible : une trentaine au maximum. Il est vrai qu'ils étaient, eux et leur famille, pris en charge totalement sur le plan financier pendant la durée des cours. Il ne semble pas qu'ils dussent offrir toutes les garanties d'orthodoxie

---

<sup>149</sup> Pannekoek 1906a. Pour son activité en Allemagne voir ses Souvenirs (Pannekoek 1982, p. 112-178), ainsi que Bock 1975, Malandrino 1982 et Moring 1968.

<sup>150</sup> Brendel 1970 dépeint Pannekoek comme un «pur théoricien», en ne mentionnant pas son activité de militant à Leiden ainsi qu'en Allemagne. Pour la traduction allemande de ce livre, cf. Brendel 2001.

pour être appelés à suivre cet enseignement.

L'enseignement de Pannekoek – tout comme celui de Franz Mehring et Rosa Luxemburg, qui furent aussi de remarquables enseignants à l'École du Parti – n'avait rien de scolastique. Il s'agissait de «faire comprendre clairement la nature du capitalisme, non seulement pour inciter les ouvriers à le combattre, mais pour découvrir les meilleures méthodes de lutte»<sup>151</sup>. Pannekoek, dans ses cours, comme dans ses écrits, mettait en relief le facteur conscience de classe, qu'il nommait le «spirituel».

Son travail à l'École du Parti fut de brève durée. La police interdit à Pannekoek – et à Hilferding –, en sa qualité d'étranger, d'enseigner en Prusse. Il fut remplacé à son poste par Rosa Luxemburg, en octobre 1907.

Cela ne découragea pas Pannekoek et l'incita à poursuivre son activité dans le parti social-démocrate avec plus de résolution. D'autre part, sa réputation était telle dans les sommets du parti que Bebel lui-même lui demanda expressément de rester en Allemagne pour travailler entièrement au service du SPD. Comme Otto Rühle, à la même époque, il devenait un «fonctionnaire» typique de la social-démocratie, le *Wanderlehrer* (enseignant itinérant), propagandiste, conférencier et enseignant itinérant au service de l'organisation nationale. Cela l'amena à se déplacer à travers toute l'Allemagne, à Leipzig, Stuttgart, Francfort, pour donner cours et conférences. Ces déplacements ne contribuèrent pas peu à évaluer autant la progression du révisionnisme que l'état d'esprit des ouvriers de la base, face aux appareils bureaucratiques du parti et des syndicats.

Pendant toute cette période des liens étroits furent tissés non seulement avec Kautsky – Pannekoek se proclame disciple de Kautsky jusqu'en 1909 – mais aussi avec le courant de gauche de la social-démocratie allemande et internationale. Il devint l'ami de Rosa Luxemburg et du bolchevik russe Samuel Lewitin installé à Berlin<sup>152</sup>. Chez les révolutionnaires bolcheviks, il appréciait la «passion révolutionnaire ardente», qu'il opposait aux manières empruntées et pesantes, et finalement bourgeoises, des social-démocrates allemands<sup>153</sup>. Il est notable, d'ailleurs, à la différence de Rosa Luxemburg, que, Pannekoek comme les tribunistes, n'émirent pas la moindre critique à l'égard du bolchevisme avant 1919. Du côté bolchevik, Lénine invita Kamenev en 1912 – lorsque la rupture était consommée entre radicaux et Kautsky – à prendre contact avec Pannekoek, au congrès de Chemnitz<sup>154</sup> pour mener la lutte commune contre le «radicalisme passif» de Kautsky.

Les contacts avec la gauche radicale ne se limitèrent pas à l'Allemagne et au milieu des exilés russes. À plusieurs reprises Pannekoek se déplaça en Suisse. À travers Robert Grimm de Berne – le futur organisateur technique de la

---

<sup>151</sup> Pannekoek 1907, p. 321-324.

<sup>152</sup> Samuel Lewitin, étudiant bolchevik exilé, étudia à Berlin la psychologie et la pédagogie. Il retourna en Russie en 1917, et devint professeur de pédagogie. Si Pannekoek ne connut pas personnellement Lénine, il eut en 1913, au congrès d'Iéna, des discussions avec Trotsky, sur la situation russe et mondiale.

<sup>153</sup> Pannekoek 1982, p. 540.

<sup>154</sup> Malandrino 1982, p. 540.



conférence de Zimmerwald – et Heinrich Brandler, installé à Zurich, il prit contact avec le mouvement socialiste suisse. D'où les contacts ultérieurs qui furent renoués dès octobre 1914 avec Grimm et le *Berner Tagwacht*, contre la guerre, et plus tard pour Zimmerwald.

Cette activité, déjà impressionnante, de Pannekoek ne se limitait pas à celle de *Wanderlehrer*. Pannekoek qui affirmait «ne pas être un homme de congrès»<sup>155</sup> participa de façon active aux congrès de la social-démocratie allemande, d'abord comme observateur – puisqu'il était fonctionnaire du parti –, puis comme délégué, à partir de 1910, de la section de Brême. Simultanément, Pannekoek restait membre de fait du SDAP, puis du SDP «tribuniste», après la scission de février 1909. C'est lui qui rédigea, avec Gorter et Van Ravesteyn, la brochure adressée à l'Internationale, expliquant les raisons de la scission. Devant le refus du parti allemand d'en assurer l'édition et la diffusion<sup>156</sup>, Pannekoek se proclama éditeur, à Berlin. C'était l'une des premières escarmouches d'un combat contre le révisionnisme, qui à partir de 1909 devait devenir une guerre déclarée.

Mais l'activité, finalement la plus importante de Pannekoek, celle qui donna une audience considérable au courant tribuniste dans le mouvement ouvrier allemand et international, fut celle de journaliste révolutionnaire. De février 1908 à juillet 1914, il rédigea chaque semaine un article à contenu politique ou théorique, sous forme de correspondance de presse (*Presse-Korrespondenz*). Pour cette correspondance de presse, Pannekoek était rémunéré par les plus grands journaux social-démocrates qui achetaient chaque semaine son article. Les articles étaient imprimés par la *Bremer Bürgerzeitung*, fer de lance de l'opposition de gauche allemande. Au total, 336 articles furent rédigés. Plus d'une vingtaine de journaux allemands, ainsi que *De Tribune* aux Pays-Bas et le *Berner Tagwacht* en Suisse, étaient abonnés. En dehors des abonnés privés hollandais (Gorter, Henriëtte Roland Holst, van Ravesteyn et Wijnkoop), on notait le nom de Vladimir Oulianov-Lénine, à Cracovie (Autriche-Hongrie)<sup>157</sup>.

À cette activité rédactionnelle hebdomadaire venaient s'ajouter les contributions régulières de Pannekoek dans la revue théorique *Die Neue Zeit*; ses contributions théoriques et comptes rendus critiques des livres et revues (*Zeitschriftenschau*, rubrique dont Pannekoek fut responsable de 1907 à 1914. Par toute cette activité rédactionnelle multiple<sup>158</sup>, Pannekoek se trouvait au cœur des débats contre le révisionnisme et le courant «centriste» de Kautsky.

---

<sup>155</sup> Lettre de Pannekoek à Kautsky (sept. 1910), adressée à ce dernier après la tenue du Congrès international de Copenhague, auquel il n'avait pas pu participer (Citée par B.A. Sijes, introduction à Pannekoek 1982, p. 16.)

<sup>156</sup> Pannekoek 1982, p. 145-146. L'imprimerie du *Vorwärts* à laquelle Pannekoek s'adressa refusa net. Pour le SPD, il n'était pas question d'aider et soutenir les scissionnistes hollandais.

<sup>157</sup> Cité par Bock 1975, p. 127. Les articles de Pannekoek, parurent régulièrement dans *De Tribune* de 1908 à 1914 sous la rubrique «Lettres de Berlin».

<sup>158</sup> Pannekoek n'écrivit pas seulement pour la presse social-démocrate allemande, mais aussi *De Nieuwe Tijd* (Pays-Bas); *The International Socialist Review* de Chicago; *The New Review* de New York. Les thèses des «tribunistes» étaient donc largement connues avant 1914 aux USA.

### 13.3 Pannekoek dans l'opposition. – La Gauche de Brême (Bremerlinke) (1909-1914)

À l'époque même où Pannekoek s'installait en Allemagne (1906), le révisionnisme condamné en théorie se développait de plus en plus dans les instances du SPD, fortement épaulé par les syndicats qui ne voulaient entendre parler ni de révolution ni de grèves de masse. Cette même année 1906 voyait se manifester publiquement le courant de gauche par l'édition de la brochure de Rosa Luxemburg *Grève de masses, parti et syndicats*.

Tout naturellement, le militant tribuniste sera l'un des plus chauds partisans de la gauche du parti, au côté de Rosa Luxemburg, et l'un des théoriciens radicaux les plus écoutés. Il n'est aucune question de principe et de tactique (grèves de masses, parlementarisme, syndicats, organisation du parti, conscience de classe, question de l'État, guerre et impérialisme, question nationale) où il ne se trouve pas en divergence. Il n'est aucun texte où ne soit analysé le changement de période historique, et donc affirmé la nécessité d'une nouvelle tactique et de nouveaux principes pour accomplir non plus des réformes de plus en plus incertaines mais le grand but : la révolution socialiste internationale.

En 1909, Pannekoek publia son premier livre majeur avant 1914 : *Les Divergences de tactique dans le mouvement ouvrier*<sup>159</sup>. C'était la première critique systématique des conceptions de la social-démocratie – mais aussi de l'anarchisme assimilé au révisionnisme – du point de vue de la Gauche marxiste. À partir de cette date, cette dernière s'oppose frontalement à Kautsky, dont le radicalisme dissimule mal les positions «centristes». Pour se démarquer de ce «radicalisme passif», les marxistes se dénomment «radicaux de gauche» (*Linksradikale*). L'antagonisme entre la gauche et le «Centre» kautskyste s'exacerba entre 1910-1912, lorsque Rosa Luxemburg et Pannekoek portèrent sur la place publique les divergences de principe sur la grève de masse, qui épousaient le clivage réforme ou révolution. L'ex-camp radical était scindé irrémédiablement en deux : le «centrisme» kautskyste, dont le prolongement fut le Parti indépendant (USPD) de 1917; le courant «*linksradikal*» à l'origine du groupe spartakiste et des IKD (*Internationale Kommunisten Deutschlands*), les Communistes internationaux d'Allemagne à Brême.

C'est dans la gauche marxiste de cette Ville libre hanséatique, un grand centre prolétarien toujours critique à l'égard des instances du SPD et des syndicats, – que Pannekoek vint militer dès avril 1910, il demeura dans cette ville jusqu'en juillet 1914. Wilhelm Piek, le secrétaire du parti à Brême futur chef du KPD en 1919 et... futur président de la RDA, en 1949, fit appel à lui pour poursuivre son travail d'enseignant socialiste. Il était rémunéré par le *Bildungsausschuss* de Brême, formé par les arts et les syndicats. Comme dans sa période berlinoise, Pannekoek ne se contentait pas de donner des cours sur la théorie et la pratique de la lutte de classe dans la ville même où il demeurait. Il devait faire des tournées, de propagande dans toute l'Allemagne, en particulier à

---

<sup>159</sup> Pannekoek 1909a.

Stuttgart, Göppingen et Hambourg, et y tenir des conférences. C'était une occasion pour lui, opposant, d'entrer en relations avec les ouvriers radicaux de plus en plus méfiants à l'égard de l'appareil du parti et des syndicats. En même temps, il participait directement à l'activité de base du parti à Brême : réunions, diffusion de tracts; tout cela en plus de son travail régulier de journaliste révolutionnaire, dont les articles paraissaient dans l'un des journaux de l'opposition des plus influents : la *Bremer Bürgerzeitung*.

La section du SPD à Brême était certainement la plus avancée théoriquement de toutes les sections radicales en Allemagne. Elle était dominée par les personnalités d'Alfred Henke<sup>160</sup> et de Johann Knief, surtout, futur fondateur des IKD en 1918 et commissaire du peuple de la république des conseils de Brême en 1919<sup>161</sup>. Le groupe d'instituteurs, autour de Johann Knief, singulièrement nombreux, était très actif dans la lutte de classe. Ce groupe et la masse des ouvriers d'usine étaient très réceptifs aux conceptions extrémistes. Ils se montraient les propagateurs les plus ardents de la grève de masse, mais aussi de la lutte contre l'impérialisme et le danger de guerre. Mais, surtout, ils manifestaient une opposition résolue au réformisme des syndicats, qui, comme dans le reste de l'Allemagne, restaient dans une position attentiste, quand ils n'interdisaient pas purement et simplement les grèves. D'où le débat, à Brême, sur la question «masses et chefs», où se trouve en germe l'une des positions cardinales de la Gauche communiste allemande en 1919; le lutte de la masse contre les chefs. Considérant, comme Lénine, que s'était formée une couche de bureaucrates et employés syndicaux («aristocratie ouvrière») de plus en plus étrangère à la lutte de la masse, la Gauche de Brême et Pannekoek préconisaient une résistance résolue contre les chefs, par l'auto-développement de la spontanéité de la lutte. Cette discussion prit son essor en novembre 1910, lorsqu'il apparut que les syndicats à Brême prenaient position contre les grèves. Une forte réaction ouvrière se fit jour. En mars 1911, à Hambourg, se déroula un grand débat contradictoire sur cette question, entre Pannekoek et Carl Legien, le chef réformiste des syndicats libres. Pannekoek, fait notable, emporta l'adhésion massive des ouvriers présents, dans sa défense du mouvement réel contre les «chefs». Le résultat fut que les syndicats de Brême mirent fin à son contrat avec le cartel syndical local, après avoir mené une violente contre lui. Si l'organisation locale du parti continuait à le rémunérer et à le soutenir politiquement les choses s'aggravèrent avec la direction du parti. Ce n'était plus seulement la droite, mais aussi le centre, en la personne de Kautsky, qui cherchaient à étouffer sa propagande écrite. En novembre 1911 pour la première fois Kautsky refusait un article de Pannekoek dans la *Neue Zeit*.

La lutte de la Gauche de Brême contre le «centre» kautskyste atteignit son point culminant entre 1910 et 1913. Pannekoek mena un front commun avec Rosa Luxemburg dans le débat sur la question électorale et la grève de

---

<sup>160</sup> Alfred Henke (1868-1946), ouvrier cigariier, devint rédacteur en chef du *Bremer Bürgerzeitung* en 1906, dans l'aile gauche, mais, en 1917 il adhéra à l'USPD; devint président du conseil d'ouvriers et soldats de Brême en 1919. Il évolua vers la droite; membre de l'Assemblée nationale, il retourna au SPD en 1922, et resta député jusqu'en 1932.

<sup>161</sup> Johann Knief (1880-1919), instituteur, membre du SPD depuis 1906, fut rédacteur du *Bremer Bürgerzeitung* de 1911 à 1916. Membre fondateur des «*Linksradikalen*», plus tard KPD. Il édita *Arbeiterpolitik*, auquel collabora Radek. Knief dit *Peter Unruh* fut emprisonné par le Gouvernement pendant l'année 1918, pour ses activités révolutionnaires.

masse. En septembre 1910, au congrès de Magdeburg, la gauche présenta une résolution commune insistant sur l'utilisation des moyens extraparlimentaires dans la lutte de classe. Cette résolution pour la propagation de la grève de masse dans la presse et les réunions fut rejetée par le congrès. Parallèlement, Luxemburg et Pannekoek menaient une contre-offensive en règle contre la «stratégie d'usure» de Kautsky et son «radicalisme passif». En 1913, au congrès de Iéna, Pannekoek, au nom de la section de Brême, soutint une contre-résolution de Luxemburg qui notait «un regain d'intérêt pour la grève de masse politique» et appelait – paradoxalement – à «une campagne déchaînée pour la réforme électorale»<sup>162</sup>. Mais Pannekoek, plus que Rosa Luxemburg, mit l'accent sur la lutte contre la guerre.

En fait le combat des oppositions dans la social-démocratie allemande va se dérouler parallèlement, sans que soit réellement ébauchée une opposition commune. En 1913, se produisit une scission de fait entre Rosa Luxemburg et la Gauche de Brême. Celle-ci ne peut s'expliquer par les divergences entre Pannekoek et Rosa Luxemburg à propos des analyses de son livre *L'Accumulation du capital*. L'origine en était «l'affaire Radek». Celui-ci, installé en Allemagne depuis 1908, après avoir été membre du SDKPiL polonais (le parti de Rosa Luxemburg), était devenu l'un des opposants les plus décidés. Accusé par la direction du SDKPiL de «vol d'un manteau et de livres appartenant à un camarade», il en avait été exclu. Rosa Luxemburg, soutenue cette fois par la direction du SPD, obtint son exclusion du parti, au congrès d'Iéna. Mais Radek, qui était l'un des militants les plus actifs à Brême, fut soutenu totalement par Pannekoek et la section. Le résultat en fut que les ponts furent coupés entre la tendance de Rosa et celle de Brême; ce qui ne fut pas sans entraver tout le regroupement des *Linksradiakalen* pendant la guerre.

La Gauche de Brême, en fait, se montrait plus décidée que Rosa Luxemburg dans la formation d'une fraction. Formé à l'école bolchevik, Radek, de façon plus décidée que Pannekoek, se prononçait implicitement pour la formation d'une fraction dans le SPD. Lors des débats de 1913, dans le SPD, sur la réorganisation de la direction du parti, Pannekoek avait préconisé une direction «étroite» composée d'un «petit nombre des meilleures têtes politiques du parti». Radek, non seulement parlait d'éliminer la fraction parlementaire de la direction du parti, mais ébauchait le plan de créer une fraction dans le SPD<sup>163</sup>.

À la veille de la Grande Guerre, la Gauche de Brême était bien près de faire sécession. Politiquement, elle se situait déjà sur le terrain du «communisme de gauche». Ses positions antisyndicales, contre les «chefs», son soutien énergique à toute lutte spontanée des ouvriers, sa lutte constante contre le danger de guerre, lui donnaient une configuration propre. L'activité théorique de Pannekoek, qui insistait sur la nécessité de la «destruction de

---

<sup>162</sup> Nettl 1966.

<sup>163</sup> Möller 1976 et Fayet 2004. La section de Brême éditait le livre de Radek, *Der deutsche Imperialismus und die Arbeiterklasse* (1912), qui rejoignait les conclusions de Pannekoek sur l'impérialisme.

l'État par le prolétariat», les analyses de Radek sur «l'impérialisme, stade ultime du capitalisme»<sup>164</sup> ont incontestablement influencé Lénine et les bolcheviks pendant la guerre. Socialement, l'opposition de Brême s'appuyait sur une base d'ouvriers qui était entrée en guerre larvée contre les instances des syndicats et du SPD. En juillet 1913, à la suite des grèves de Hambourg, 5.000 ouvriers des chantiers navals de Brême entamèrent une «grève sauvage» contre la volonté des chefs syndicaux. Cette action antisyndicale fut soutenue résolument par Pannekoek, Radek et Knief.

À la scission en marche dans le parti s'ajoutait celle des masses ouvrières elles-mêmes d'avec leurs organisations.

En août 1914, en sa qualité d'«étranger», Pannekoek fut contraint de quitter le sol allemand, pour regagner la Hollande. Radek, à son tour, en 1915, quittait l'Allemagne pour la Suisse, où il collabora avec les bolcheviks dans la Gauche de Zimmerwald. Mais le combat n'était pas terminé : Pannekoek et Radek surtout continuèrent à suivre le développement de la fraction de Brême, qui expulsée de la social-démocratie publia le journal *Arbeiterpolitik*, en 1916. À la confluence des courants «radicaux de gauche» hollandais, allemand et russe, la Gauche de Brême préparait la naissance du courant international communiste de gauche, qui se manifesta avec éclat à partir de 1918-1919. Dans ce processus, Pannekoek avait joué un rôle déterminant.

À la veille de la guerre, le SDP – après une crise d'isolement sectaire – avait incontestablement développé toute une activité intense dans le prolétariat néerlandais et dans la II<sup>e</sup> Internationale, activité qui ne fut pas sans porter ses fruits. L'évolution du SDAP vers le «ministérialisme» – c'est-à-dire la participation à un gouvernement bourgeois –, son acceptation de la défense nationale, sa politique chauvine dans la question coloniale avaient incontestablement confirmé les analyses du courant marxiste. Celui-ci, compte tenu des conditions très défavorables de la scission de Deventer (1909), restait faible numériquement : 500 membres contre 15.000 au SDAP, qui s'appuyait de surcroît sur les 60.000 adhérents du NW en 1913. Il est vrai que le SDP influençait notablement les 10.000 adhérents au syndicat NAS. Son influence électorale était quasiment nulle, et ce fait même qui contrastait avec une influence politique croissante dans la lutte de classe permit, après 1918, le développement d'une forte tendance antiparlementaire et anti-électorale, considérablement renforcée par les événements révolutionnaires en Allemagne.

L'influence du courant marxiste hollandais se faisait sentir bien au-delà du cadre de la petite Hollande. En Indonésie, mais de façon très ambiguë, le courant tribuniste – surtout grâce à la personnalité exceptionnelle de Sneevliet – gagnait une influence croissante sur les masses prolétariennes dites «indigènes». Dans la II<sup>e</sup> Internationale, et surtout en Allemagne, en contact avec la Gauche marxiste allemande, le courant tribuniste contribuait de façon décisive à la naissance d'un embryon de gauche communiste. Ce poids considérable de la Gauche marxiste en Allemagne, et par contrecoup dans

---

<sup>164</sup> Karl Radek analysait l'impérialisme comme «la phase finale du développement capitaliste ». Cf. Radek 1920, p. 72.

l'Internationale, était certes lié à l'activité intense de Pannekoek en Allemagne. Mais comme Gorter aux Pays-Bas, Pannekoek cristallisait à travers sa personne plus d'une décennie de lutte de parti, organisée, contre le réformisme et le révisionnisme. Sans cette lutte de parti, sur les plans organisationnel et théorique, l'action de Pannekoek et de Gorter n'eut guère été compréhensible. C'est pourquoi on ne peut réduire l'histoire du SDP tribuniste à celle de ses personnalités les plus marquantes. L'histoire du SDP pendant la guerre devait démontrer que ce petit parti n'était pas à l'abri de l'opportunisme, et qu'il ne pouvait être à l'abri des batailles politiques exacerbées nées de la guerre mondiale et de la Révolution russe.